

الجزيرة

TRENTA-NEUVIÈME ANNÉE N° 11497

VENDREDI 15 JANVIER 1982

Les autorités polonaises commencent à s'inquiéter des réactions occidentales

LIBRE PAGE 3 L'ARTICLE DE B. GUETTA

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3.50 F
Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 DH ; Tunisie, 250 m. ;
Australie, 1,50 DM ; Belgique, 14 s. ; Espagne, 20 p. ;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr ; Égypte, 70 p. ; É.-U., 40 c. ;
Grèce, 40 dr. ; Inde, 125 p. ; Irlande, 70 s. ;
Italie, 1000 L. ; Liban, 325 F ; Luxembourg, 20 L. ;
Norvège, 4,75 kr ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 40 esc. ; Royaume-Uni, 375 F CFA ; Suède, 4,75 kr ;
Suisse, 1,30 f. ; T.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 30 d.
Taux des abonnements page 29
5, RUE DES ITALIENS
75017 PARIS CEDEX 13
Tél. : Paris 63 60 77
G.C.F. 4307 - 22 PARIS
Tél. : 244-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA RÉFORME DE LA C.E.E. ET LES TENSIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Pékin et l'armement de Taiwan

La Chine et les États-Unis semblent s'être mis d'accord pour avoir dans les prochains mois des échanges de vues sur la question de l'aide militaire américaine à Taiwan. C'est ce qui ressort de la visite que vient d'effectuer à Pékin le secrétaire d'État adjoint pour les affaires d'Asie et du Pacifique, M. John Holridge. Selon ses déclarations, les discussions ont été constructives, positives et utiles.

En dépit de protestations véhémentes, réitérées mercredi 13 janvier par l'agence Chine nouvelle, qui a exprimé « l'indignation du peuple chinois et des milieux de la presse » à l'égard de la fourniture de matériel militaire américain à Taiwan, Pékin paraît en fait relativement satisfait des décisions du président Reagan ; mais il préfère sans doute ne pas le montrer. Rassuré de voir que Washington se contente de livrer des chasseurs F-5, et non des F-16, des F-5G plus perfectionnés, la Chine se sent surtout irritée par le caractère unilatéral de cette décision et par le fait que l'administration républicaine paraisse considérer son assistance militaire à Taiwan comme une politique de longue durée.

L'accord de M. Holridge pour la poursuite de consultations bilatérales sur cette question représenterait un fait nouveau, allant dans le sens souhaité par les Chinois. Cette nouvelle rappelle d'ailleurs le désir de Pékin de voir les relations sino-américaines suivre de « recul » et termine son commentaire par un prudent « attendre et voir ». Peut-être la Chine espère-t-elle, par ce canal, réuser un jour sur les choix de la Maison Blanche en faveur d'une limitation de l'aide militaire américaine à Taiwan.

Ces consultations pourraient également servir à améliorer la compréhension entre Washington et Pékin, dont les relations, au sein fixe à la fin de l'administration Carter, ont depuis lors connu des hauts et des bas. Après s'être vu promettre des armes par M. Haig, en juin dernier, au grand dam des pays d'Asie du Sud-Est — la Chine a cru déceler dans les réserves de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.), envers les Khmers rouges, et dans la visite en Indonésie du premier ministre taiwanais, l'annonce d'un « complot » contre elle.

Le plus grand réalisme de l'administration républicaine, après l'enthousiasme prochain de l'époque Carter, ne semble pas avoir satisfait les autres parties intéressées. La droite, liée au « lobby » taiwanais, est mécontente, tandis que le régime nationaliste n'apprécie pas que Pékin puisse un jour peser sur des livraisons d'armes américaines que le Taiwan Relations Act de 1979 avait officiellement garanties.

Pourtant la Chine aurait mauvaise grâce à s'en prendre aux États-Unis, alors qu'elle n'a cessé, au cours des derniers mois, de faire des avances à Taiwan invitant ses dirigeants aux funérailles de la veuve de Sun Yat-sen — respecté tant à Pékin qu'à Taipei — proposant l'établissement d'échanges commerciaux et aériens, l'ouverture de conversations entre le P.C.C. et le Kuo-min-tang, voire l'intégration de l'île à la République populaire avec un statut spécial qui lui conférerait une quasi-indépendance et même le droit de conserver ses forces armées. D'autant que en dépit de leurs divergences, qu'on ne saurait minimiser, Chinois et Américains ont toujours « grosse mode » la même appréciation du péril soviétique.

La France n'entend pas laisser s'enliser les négociations de Bruxelles

Les ministres des affaires étrangères des Dix reprennent, ce jeudi 14 janvier et vendredi, à Bruxelles, le débat suspendu depuis un mois sur la réforme de la Communauté européenne. Philippe Emmanuel explique que la discussion ne porte plus, en fait, que sur le moment et la durée de la compensation réclamée par la Grande-Bretagne.

M. Chendernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des relations européennes, indique, dans l'introduction ci-dessous, que l'accord qui ne porte pas atteinte aux principes fondamentaux de la Communauté, la France se refusait à poursuivre la discussion.

Les négociateurs français se montrent pessimistes au moment où reprennent, ce jeudi 14 janvier, à Bruxelles, la discussion de la « restructuration », le vaste contentieux agricole et budgétaire qui, pratiquement, oppose la Grande-Bretagne à ses autres partenaires de la Communauté européenne.

Bien que des progrès aient été accomplis sur deux des trois dossiers en discussion, « les chances d'aboutir sont faibles », sur le dernier, nous a déclaré à la veille de cette reprise

M. Chendernagor, ministre délégué aux affaires européennes. Or ces trois dossiers sont liés. Les négociateurs français ne semblent pas décidés à laisser traîner le débat, comme le souhaitent manifestement les Britanniques. Jusqu'au printemps, au moment où la fixation des prix agricoles placera le gouvernement français dans une position vulnérable.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 5.)

Les États-Unis veulent obtenir des concessions commerciales des grands pays industrialisés

Les représentants des grands pays industrialisés (États-Unis, Canada, Japon, C.E.E.), réunis à Key-Biscayne, en Floride, vont tenter, les 15 et 16 janvier, de désamorcer leurs conflits commerciaux. Au cours de cette conférence informelle, qui fait suite au sommet d'Ottawa, les délégués américains, soumis aux pressions de leurs industriels et de leurs syndicats, vont essayer d'obtenir des concessions de leurs partenaires.

Cependant, à Bruxelles, les ministres de l'Industrie des Dix, réunis le 13 janvier, ont dénoncé les plaintes déposées par les sidérurgistes américains et affirmé leur volonté de faire respecter les droits des maîtres de forge européens.

De notre correspondant

Washington. — Des représentants de la Communauté européenne, des États-Unis, du Japon et du Canada se réunissent les 15 et 16 janvier à Key-Biscayne (Floride) pour des conversations informelles sur la situation économique mondiale. Aucun ordre du jour n'a été fixé, en effet, pour cette rencontre qui se situe dans le prolongement du « sommet des Sept », du 19 au 21 juillet 1981, à Ottawa.

Il avait alors été décidé de garder le contact entre deux réunions des chefs d'État, conçues pour le caractère préoccupant de la conjoncture internationale. Une partie de la conférence de Key-Biscayne sera naturellement consacrée aux conflits commerciaux qui opposent entre eux ces pays industrialisés. Non pour les régler, mais pour assurer leurs causes et éviter qu'ils ne fassent tâche d'huile.

La délégation de la C.E.E. comprend notamment M. Hafertkamp, vice-président de la Commission, et Sir Roy Denman, directeur général pour les relations extérieures. Celle des États-Unis est dirigée par M. Brock, représentant spécial du président pour le commerce extérieur. On attend également les ministres du Commerce du Japon, M. Shintaro Abe, et du Canada, lord Edward Lange.

« Nous voulons avoir une discussion informelle et souple », explique M. David Demarest, porte-parole du représentant spécial de M. Reagan. Nous n'allons pas à cette rencontre pour négocier et nous n'attendons aucune décision. Tous les thèmes pourront y être abordés, à condition qu'ils concernent plus de deux participants. »

Les Américains ont des griefs contre chacun de leurs trois partenaires. Au Japon, ils reprochent de grosses barrières douanières, des quotas agricoles, un verrouillage des marchés financiers.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 31.)

Un entretien avec M. M'Zali, premier ministre tunisien

« Le Maghreb a un grand rôle à jouer dans le monde arabe en faveur de la France »

M. Mitterrand recouvre à déjeuner, le vendredi 15 janvier, M. Mohamed M'Zali, premier ministre tunisien, qui avait déjà eu un entretien avec le chef de l'État le 5 novembre. Cette nouvelle entrevue précède la première visite officielle que M. Maury fera en Tunisie du 4 au 7 février.

Tunis. — Avec M. Mitterrand, nous procéderons à un tour d'horizon général, tandis qu'avec M. Maury nous étudierons des dossiers précis », a indiqué M. M'Zali, avant d'ajouter : « En novembre, le président Mitterrand m'avait dit : je souhaitais que nous nous revoyions en décembre ou en janvier et que nous parlions au moins pendant trois heures sans ordre du jour. C'est là toute la hauteur de vue du président. Il m'a mis en rapport avec un pays du tiers-monde, d'Afrique du Nord, qui a des idées, un point de vue, une démarche et qui n'est pas simplement un acteur, mais un partenaire. C'est cela qui est nouveau à mon avis. Le drame entre le Nord et le Sud, c'est que le Nord voit le Sud comme un partenaire ouvert et une main tendue, alors que l'homme du tiers-monde a un cœur, des sentiments, un cerveau, des problèmes et peut formuler des remarques pertinentes sur les problèmes du monde. On peut se voir sans parler de marches. La périodicité de ces rencontres est souhaitable entre représentants de pays amis et solidaires. Déjà, nous nous voyons régulièrement avec mes collègues algérien et marocain. Je souhaiterais voir cette nouvelle approche s'étendre à des pays amis, tels que la France. »

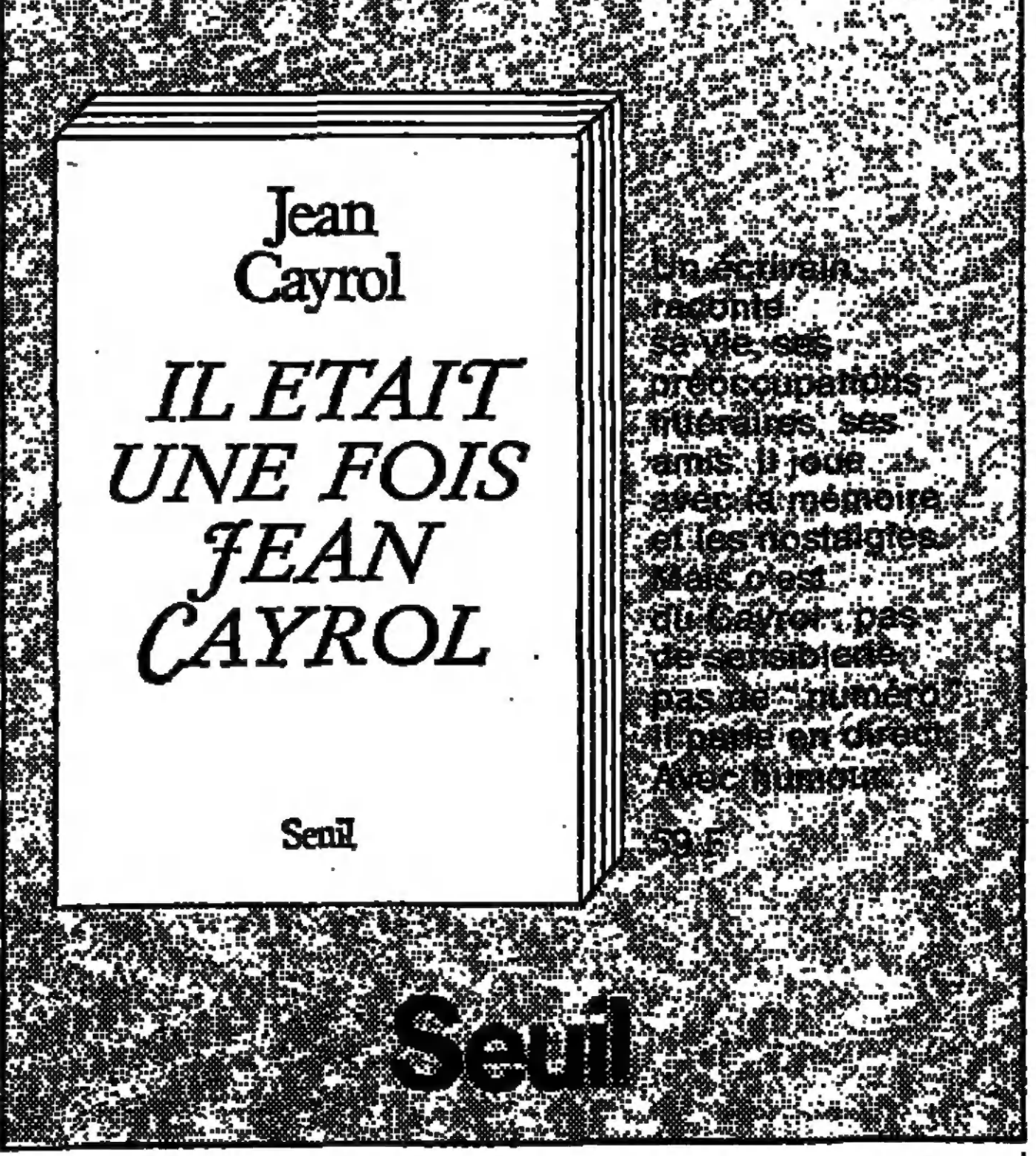
— Allez-vous renouveler à M. Mitterrand l'invitation à venir en Tunisie ?

AU JOUR LE JOUR

CHIMIE

Une tâche éminente attend les chercheurs français pour nous aider à atteindre sans encombre l'aboutissement de la troisième millénaire. Des équipes travaillent déjà. En poliochimie, par exemple, on cherche une solution au problème suivant : dosage idéal du composé stable de permanganate de sodium (P.S.) et de sulfate de manganèse (P.C.) dans la production du principe actif du changement. Principale difficulté : persistance de traces de polonium. BRUNO FRAPPAT.

Un écrivain à la recherche de lui-même



MÉCONNUS OU « DISPARUS »

Écrivains d'Argentine

La littérature argentine a en France ses grands noms — Cortázar, Borges, Sabato, Manuel Puig, Bianciotti, Adolfo Bioy Casares — mais l'on ne connaît pas ces autres créateurs : Luisa Mercedes Levinson, Manuel Mujica Láinez, Enrique Molina, Eduardo Gudiño Kieffer, Elysa Orphie, Rubén Tiziani, Abel Posse, Mario Szust, Roberto Arlt, pour n'en citer que quelques-uns. D'autres encore, inconnus jusqu'à ce public français, viennent d'apparaître en traduction, qui témoignent d'une création foisonnante et tout à fait étonnante venant d'un pays où par dizaines, des intellectuels ont été arrêtés, ont disparu, ont été assassinés, ou contraints au silence et à l'exil, tandis que leur production antérieure ou présente était interdite (Georges Bonnaud et Sophie Mos-

coso et l'Association internationale de défense des artistes — AIDA — avaient fait ultimatum le point sur ce problème dans un livre intitulé *Argentine, une culture interdite*, paru en 1981 chez Maspéro).

D'autres précisions sur les violations des droits de l'homme nous sont apportées par le rapport annuel d'Amnesty International : « Les « disparus » — Rapport sur une nouvelle technique de répression », qui n'est justement d'être publié au Seuil (collection « Points-Politique ») et qui fait un tour du monde de cette façon expéditive et discrète de se débarrasser d'ennemis adversaires. D'autre part, dans les *Folles de la place de Mai* (Stock), un correspondant de l'A.F.P. à Buenos-Aires apporte le témoignage des mères, des grands mères, des femmes, ces « Mères Courage », qui, malgré tous les risques, viennent chaque semaine sur la place de Mai faire savoir au monde que des hommes et des femmes « disparaissent ».

« Haroldo Conté, arrêté et torturé en 1976, dont on n'a jamais officiellement annoncé la mort, est un de ceux-là. On va le découvrir grâce à Mascaró, le chasseur des Amériques (à la FNAC-Forum, à 15 heures, ce jeudi 14 janvier, Gabriel García Márquez, Julio Cortázar, Miguel Ángel Estrada, Pierre Emmanuel, évoqueront son œuvre). (Lire pages 18 et 19 les publications récentes d'écrivains d'Argentine.)

Lire pages 20 à 22 du « Monde des livres »

QUESTIONS A LA SCIENCE une enquête sur l'anthropologie et un ensemble de livres scientifiques

M. HARGREY EN ÉGYPTÉ
Washington pour un rôle dynamique
sur l'autonomie palestinienne

Grâce à la...
LAZ DE L'AR...
SUR LE MARCHE M...
En France
NOTION & LA RÉSISTANCE AFGHANE

En France
NOTION & LA RÉSISTANCE AFGHANE

EXPRESS
ORALE
MAÎTRISE
DE SOI
COUPE LE FEAL

les soldes Tunni
vêtements de week-end
automne-hiver
vêtements de sport
Tunni
La mode pour le sport

Le Monde

idées

LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Les recommandations du rapport Auroux sur les droits des travailleurs, que leur auteur a commentés hier dans ces colonnes, commencent à entrer en application sous forme d'ordonnances. On trouvera dans cette page trois points de vue sur le sujet. Nicole Chouraqui s'inquiète de la part excessive faite aux syndicats, tandis que Jean-Maurice Verdier est convaincu que la promotion des droits des salariés exige que ces mêmes syndicats ne soient plus traités comme des intrus dans l'entreprise. Quant à Daniel Mothe, il s'interroge, non sans scepticisme, sur les chances de la démocratie industrielle dans un pays comme la France.

La dimension syndicale

par
JEAN-MAURICE VERDIER (*)

problématique sérieuse des droits des travailleurs, la dimension syndicale. Certes un coup de chapeau a été donné au pluralisme syndical. Un bon nombre de dispositions des avant-projets préparés par le ministre du travail sont de nature à améliorer les conditions d'exercice de l'activité syndicale. Mais le plein effet à donner à la liberté des travailleurs de se grouper en vue de défendre leurs intérêts au sein d'organisations constituées à cet effet et d'agir grâce à elles sur les lieux mêmes du travail n'apparaît pas comme une des données essentielles de la promotion des droits recherchée.

Un corps étranger

Un rapide regard sur l'application de la loi du 27 décembre 1968 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises oblige à constater que tout ne va pas pour le mieux. Témoins les nombreux invariants de jugements et d'arrêts rendus ces années dans ce domaine par les tribunaux. A bien des égards le syndicat demeure, en fait, mais même en droit, un corps étranger dans l'entreprise.

Tous les aspects de l'institution syndicale dans l'entreprise sont impliqués. Les variations ou l'incertitude des effectifs du personnel, de même que les débranchements, les concentrations et restructurations diverses, permettant souvent de re-

mettre en cause, parfois de manière rétroactive, la désignation et le mandat des délégués syndicaux, rendant très incertaine la situation de délégué éventuellement privée de toute protection. L'usage des moyens légaux de l'activité syndicale (affichage, tracts, réunions, local syndical, droit de se déplacer dans l'entreprise et de s'en absenter, crédit mensuel d'heures de fonction payées comme temps de travail, etc.) est fréquemment l'objet d'un contrôle patronal largement toléré par les tribunaux, réticents à reconnaître l'implication directe de la liberté d'organisation syndicale dans l'entreprise, pourtant posée en principe fondamental par la loi.

Faut-il ajouter la tendance des juridictions à personnaliser le mandat syndical au risque de rendre vulnérables ceux qui en sont investis ? Ou bien la très large neutralisation des lieux et des temps de travail pour l'activité syndicale, qui maintient la loi ? Ou encore les faillites de la protection des représentants syndicaux, malgré les progrès indéniables de la jurisprudence ?

Nombre de ces insuffisances pourraient être aisément levées par « une loi » de la loi de 1968. L'occasion doit être saisie de procéder à une refonte de la législation française en matière de droit syndical, à laquelle il conviendrait de donner enfin une cohérence plus claire, et d'affirmer quelques principes que ne parviennent pas à dégager les tribunaux, mais à l'aise pour mesurer ou exprimer la dimension tant collective qu'individuelle des relations de travail.

Il est temps de reconnaître que le syndicat est le meilleur juge de l'emploi de ses moyens d'action, et qu'il n'appartient pas à l'employeur d'en assurer le contrôle, sous la seule et tardive surveillance des juges. De même le collectif syndical, même si le mot fait peur, devrait être reconnu comme l'interlocuteur des directions d'entreprise, et pas seulement tel ou tel délégué investi.

D'aucuns se récrieront. Le chef d'une petite ou moyenne entreprise est-attaché aux relations qu'il entretient avec chaque travailleur, il n'est pas à l'aise pour mesurer ou exprimer la dimension tant collective qu'individuelle des relations de travail. On a raison d'appliquer cette préférence au niveau même de l'entreprise. Mais la promotion des droits des travailleurs suppose que les syndicats ne soient plus traités dans l'entreprise, ni en droit ni en fait, comme des intrus.

(*) Professeur de droit du travail. Président honoraire de Paris-X-Nanterre.

L'arbre qui cache la forêt

par NICOLE CHOURAQUI (*)

UNE double lecture du rapport Auroux est nécessaire pour en déceler le véritable objectif. Sous couvert des droits des travailleurs, le projet traite des pouvoirs des syndicats. Au travers de propositions de procédure et de réglementation, il propose de jouer le jeu des syndicats révolutionnaires contre les réformistes.

Le R.P.R. n'entend pas refuser en bloc un projet qui reprend à son compte certains vieux objectifs du mouvement gaulliste : ainsi du refus délibéré d'une perspective bureaucratique incapable d'améliorer la vie des hommes et des entreprises ; de la garantie de l'exercice des droits nouveaux, dès lors que dans l'entreprise chacun est conscient, de ses droits et de ses devoirs ; de l'attribution d'une large place à l'initiative des partenaires sociaux, ce qui suppose que les salariés prennent davantage conscience de la dimension économique des entreprises et les employeurs de la dimension sociale des établissements qu'ils dirigent, mais pour le reste... Prenons un premier exemple : le travail temporaire. S'il est juste de donner à ses salariés des droits équivalents à ceux des permanents de l'entreprise, il demeure que la suppression rapide du travail temporaire et du contrat à durée déterminée est mauvaise. Cette vieille idée de la gauche, et en particulier du parti communiste, est parfaitement réactionnaire. Le développement du travail temporaire est lié avant tout à la recherche d'une diminution des coûts salariaux. Ce n'est pas en répondant par des inter-dits et des sanctions juridiques qu'on règle le problème économique. La lecture de l'enquête de l'ITOP d'octobre 1981 est révélatrice : la grande majorité des entreprises (60 %) ont confirmé la nécessité économique du travail temporaire à un moment donné de leur existence. Elles ont indiqué que sa réduction ou sa suppression ne les conduirait pas pour la plupart à créer des emplois supplémentaires. Bien au contraire, il leur faudrait diminuer leur activité en renonçant à certaines commandes.

Le travail temporaire constitue d'autre part un espace de liberté pour un nombre non négligeable de personnes qui ne souhaitent pas travailler de façon continue : femmes qui entendent équilibrer charges familiales et vie professionnelle, retraités qui ne veulent pas rester inactifs, jeunes qui veulent entrer en douceur dans le monde du travail tout en poursuivant leurs études.

Le travail temporaire constitue ainsi une opportunité intéressante

pour bien des gens. Le supprimer serait aller à contre-courant de l'évolution de la société. Il est cependant souhaitable que les salariés embauchés au titre du travail temporaire bénéficient de rémunérations équivalentes à celles des travailleurs permanents, aient accès aux œuvres sociales de l'entreprise et bénéficient de la reprise de l'ancienneté.

Le rapport Auroux est comme l'arbre qui cache la forêt. On nous raconte pendant douze pages que « les travailleurs doivent être citoyens à part entière dans l'entreprise ». Et puis, devenu socialiste par une alchimie dont le P.S. a le secret, ces citoyens sont appelés à « devenir les acteurs du changement dans l'entreprise ».

Cette seconde partie du rapport est révélatrice d'une pensée bien cohérente : il s'agit, sous couvert de représentation de travailleurs, de renforcer l'emprise syndicale : le travailleur est le sujet obligé du syndicat. Cette volonté apparaît à tous les paragraphes : *Droit à la formation* ? Oui, mais pourquoi des seuls cadres syndicaux ? *Droit à l'information* ? Oui, mais pourquoi pas aussi devoir pour le salarié de s'informer ? Pourquoi pas l'information directe, périodique, direction-travailleur sur l'état de l'entreprise et son avenir, avec obligation réciproque d'y participer ? Pourquoi l'information toujours médiatisée, donc toujours transformée dans son contenu et dans sa finalité ?

Une réalité : la consécration du syndicat politisé

En fait, ce dont il s'agit, c'est de renforcer l'emprise des centrales révolutionnaires dont le nombre d'adhérents décroît sans cesse, et non celle des centrales réformistes qui ne subsistent pas le même reflux.

L'option débattue en faveur du renforcement du pouvoir syndical ne permet pas de résoudre le problème d'une « meilleure dimension » où s'exercerait efficacement et directement la participation de l'homme dans l'entreprise. Une analyse fine de la société française, de nos jours, montre les citoyens au travail plus intéressés par l'augmentation des droits individuels que par l'augmentation des droits syndicaux. Cette sollicitude pour les syndicats n'est pas innocente lorsque certains syndicats ont droit à un régime de faveur. Écrire : « Il faut que les cadres se reconnaissent dans le pluralisme des organisations syndicales » signifie qu'aux yeux du ministre du travail il se reconnaissent trop dans la C.G.C. Apparemment, selon M. Auroux, certaines centrales sont « plus égales que d'autres ». Prenons un autre exemple, celui des conventions collectives : elles ne pourraient être étendues que si la majorité des syndicats le désire. Si l'on se reporte aux expériences passées en matière de concertation, cela signifie que l'aboutissement de la négociation risque d'être bien souvent dans les mains de la C.G.T. ou de la C.F.D.T., qui pourront se donner les gants, en ne rigolant jamais, de faire jouer ou non leur veto.

Le conseil des ministres du 4 novembre 1981, adoptant le rapport Auroux, semble cependant avoir apporté une modification technique au paragraphe concerné : le texte initial prévoyait que deux organisations syndicales pouvaient s'opposer à l'extension. Le nouveau texte inverse l'approche : dès lors que deux organisations approuvent l'extension, celle-ci est adoptée... affaire à suivre.

Qu'on ne vienne pas nous faire, à nous gaullistes, le reproche de condamner, de quelque manière que ce soit, les droits, l'existence et la représentativité de l'organisation syndicale. Définir la juste place des syndicats n'oblige pas à leur donner plus de « pouvoir » au sens politique, mais plus de « devoirs ». Le véritable pouvoir de protection du travailleur ne peut procéder que de l'arbitrage accepté par les partenaires sociaux. De manière notoire, plus exigeante encore, c'est vers la prise de conscience de la responsabilité individuelle qu'il faut avancer. L'heure est venue de parler de l'expression du travailleur comme de celle du citoyen ; et de sortir du faux débat du « travailleur enrôlé » dans des syndicats soumis à tutelle politique.

* Secrétaire R.P.R. nationale au travail.

Qui veut la démocratie industrielle ?

par DANIEL MOTHE (*)

NOTRE pays est doté de la plupart des atouts pour démocratiser les entreprises. Jugeons plutôt. Depuis 1968 la C.F.D.T. soutient un projet de société autogestionnaire en dénonçant la dépendance excessive des salariés envers la hiérarchie et le patronat. Elle préconise le droit des salariés à la décision sur des questions où le syndicalisme était jusqu'ici peu prolixe : organisation du travail, technologie, voire même nature du produit.

Que le salarié devienne un citoyen à part entière dans l'entreprise ne pose plus - en apparence du moins - aucun problème pour la C.G.T. qui, depuis qu'elle s'est ralliée à l'autogestion en 1978, défend une proposition des « conseils d'atelier ».

L'autogestion - encore elle - qui était dans le programme du P.S. a produit le rapport Auroux qui préconise la consultation des salariés sur les problèmes qui les concernent à l'intérieur de l'entreprise, instituant de ce fait, à côté de la représentation officielle par les syndicats, des assemblées de travailleurs qui, bien que n'ayant aucun pouvoir, auront au moins le droit de discuter entre eux sur leur temps de travail.

Le patronat est loin d'être en reste. Les assises du C.N.P.F., en 1977 déjà, avaient préconisé des formes de démocratie directe entre les salariés et la hiérarchie. Même si c'était, dans bien des cas, avec l'intention de court-circuiter les organisations syndicales, certains patrons ont réalisé des expériences participatives qui, en général, ont été bénéfiques.

Reconnaissons qu'ils ont été plus audacieux que les syndicats ouvriers qui n'ont jamais osé tenter des expériences de ce genre là où ils sont eux-mêmes patrons (dans toutes les caennaises gérées par les comités d'entreprises par exemple).

Ainsi les industries japonaises avec leur « cercle de qualité » sont devenues pour le patronat un modèle plus pertinent que les entreprises chiliennes de Pinochet : c'est une évolution non négligeable.

Les partisans de la démocratie industrielle devraient donc se féliciter de cette situation. Cependant, mis à part quelques expériences dans les SCOP et quelques dizaines d'expériences patronales sérieuses, la démocratie industrielle se fait toujours attendre.

La C.F.D.T. a cru à l'autogestion surtout lorsque celle-ci paraissait impossible à réaliser et que les organisations syndicales s'étaient installées dans une perspective d'un pouvoir de droite indéfectible. Dans les années 70-80, ses militants, prosélytes infatigables, ne pensaient qu'à ça. Mais aujourd'hui ? L'autogestion s'est rétrécie aussi à la C.F.D.T. : il ne reste plus que la revendication des 1 % du temps travaillé pour l'information des salariés dans l'entreprise.

Quant à la C.G.T. et au P.C., ils y croyaient surtout lorsque, fortement majoritaires dans la classe ouvrière, ils savaient qu'ils obtiendraient automatiquement la majorité des respon-

sabilités dans d'autres systèmes de représentation à la base. Aujourd'hui rien n'est plus sûr : bien de leurs militants, choqués par les échecs de leurs organisations, ont réduit leur activité, d'autant plus que leurs électeurs commencent à les boudier. De toute façon la démocratie à la base n'a jamais beaucoup motivé les staliniens convaincus. Cependant la C.G.T. et le P.C. s'affirment toujours partisans de la démocratie industrielle, à condition que le vote des ouvriers ne contredise pas celui de leurs militants (1). Ce n'est certainement pas de la même démocratie dont on parle.

Pour le patronat, la démocratie industrielle est une idée très intéressante surtout lorsqu'elle se réalise à l'étranger. En ce qui concerne la France, la grosse majorité n'y croit pas. Il faut dire que la démocratie à l'intérieur de l'entreprise dérange un peu l'édifice. Les partages du savoir et du pouvoir avec les subalternes réveillent les lacunes de l'entreprise française marquée par une surabondance de chefs aux compétences parfois douteuses.

Deux hypothèses optimistes

La démocratie dans l'entreprise ? Le pouvoir en place ne peut faire autrement que la souhaiter puisqu'elle est inscrite à son programme. Mais comment pourrait-il y croire, lui, qui a toujours refusé de l'instaurer dans son propre univers culturel et dans les institutions qu'il gère ? Qui peut imaginer qu'un ministre socialiste ne parlons pas des communistes - croit en la démocratie directe à la base lorsque, dans son activité, il est payé pour savoir que tout s'édifie au sommet par une poignée d'hommes ? La démocratie formelle dans un parti ou un ministère n'est qu'un vernis sous lequel se cachent les vraies articulations du pouvoir : la phrase du chef de l'État, la conviction du premier ministre, le poids d'un conseiller ou d'un groupe de pression. Que signifie la démocratie à la base dans l'atelier pour le haut fonctionnaire qui sait que, depuis toujours, la véritable décision sort d'un couloir ou d'une réunion informelle ? Le pouvoir peut avoir bonne conscience : il peut toujours dire que ses lois seraient impuissantes à décréter la démocratie industrielle avec des acteurs aussi peu motivés.

Il faudrait interroger le peuple. Mais, en dehors de ceux - et ils sont légions - qui parlent en son nom, on ne sait pas grand-chose de lui. Depuis quelques années, les salariés subalternes - les jeunes surtout - ont tendance à se rebeller contre l'autorité sous sa forme déguisée de commandement. L'ouvrier et l'ouvrière exigent davantage qu'on « les considère », qu'on les écoute parfois. Bien moins résignés qu'auparavant, ils commencent à comprendre qu'ils ne

sont pas aussi incompétent qu'on veut bien leur faire croire.

Mais alors voudrait-il et croirait-il, ce bon peuple, en la démocratie industrielle ? S'il manifeste parfois son désir de changement dans l'entreprise, il manque souvent de ressources pour l'exprimer et le réaliser. N'ayant aucune expérience de l'autogestion, il se décourage vite à croire et à vouloir. Tout ce qu'il connaît, et a vécu, depuis son enfance, est à base d'un fonctionnement hiérarchique et jamais de responsabilité : ni la famille, ni l'école, ni le régime, ni éventuellement son parti, ne lui ont donné l'occasion d'expérimenter un autre fonctionnement (2).

La démocratie industrielle a-t-elle encore quelque chance dans notre pays ? On peut retenir deux hypothèses optimistes :

La première : la saine volonté des salariés finira par peser sur l'entreprise, entraînant le management à démocratiser davantage pour obtenir de meilleures performances productives. Ainsi, privée de l'imaginaire intempestif des militants et de leur croyance, la démocratie industrielle s'installerait, possédée par un courant culturel anonyme, par de longs apprentissages et aussi par des spectacles culturels mais salutaires. Nous aboutirions alors à des transformations où l'utopie de la tradition socialiste n'aurait pas eu sa part. Cette démocratie s'installerait progressivement en dehors des discours et des idéologies ; sans que les militants s'en aperçoivent.

Deuxième hypothèse : au lieu de nous venir de l'intérieur, poussée par un mouvement culturel, la démocratie industrielle nous serait apportée de l'extérieur par l'introduction de nouvelles technologies et par d'autres formules de management éprouvées et expérimentées aux États-Unis, en Italie, en Scandinavie, au Japon, mais pas en France. Nous aboutirions ainsi à une démocratisation de notre industrie par l'importation de procédures contenant des parcelles de notre désir autogestionnaire. Notre imaginaire social exporté comme matière première nous reviendrait sous forme de produit fini « clé en main ». Nous nous trouverions alors sur le même banc que les pays sous-développés, mais n'ayant ni charbon, ni arachide, ni pétrole. Mais nous aurions réussi tout de même à nous faire piller notre utopie.

(*) Auteur de *L'autogestion, goutte à goutte*, Ed. du Centre.

(1) L'expression des travailleurs... « ne doit pas s'opposer ni se confondre avec les pouvoirs et prérogatives des syndicats ». Propositions de la C.G.T., juillet 1981.

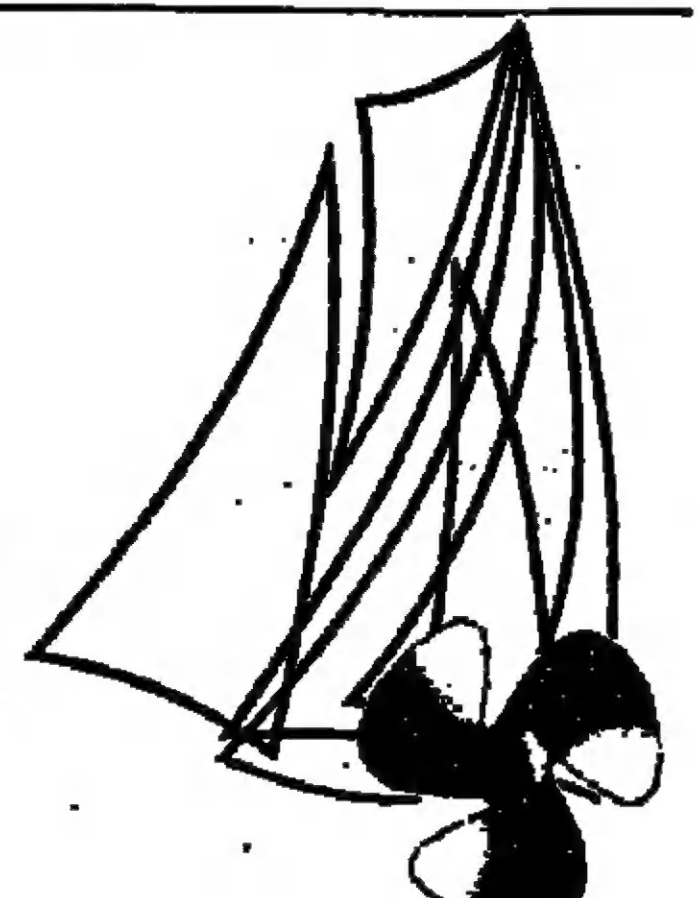
(2) Selon les rescapés qui militent dans certaines associations et à la C.F.D.T., auront pu apprendre un fonctionnement démocratique qui ne soit pas pipé.

• RECTIFICATIF. - L'article de Michel Bonhoure et Benoît Filippi, « Des loyers », en contrepartie de quoi ? (*Le Monde* du 13 janvier), ayant été écrit il y a quelque temps déjà, sa conclusion devait être modifiée. Par suite d'une confusion, cette correction n'a pas été faite et nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser et de trouver ci-après la fin de cet article, comme il aurait fallu pouvoir la lire : C'est aujourd'hui aux parlementaires d'en ouvrir la possibilité en confirmant et en clarifiant le projet du gouvernement, en rejetant tout congé pour motif de vente spéculative, en ouvrant le droit à un non-paiement partiel des loyers en cas de défaut grave d'entretien. Aux locataires alors de prendre la parole.

SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL


16-25 JANVIER 82. CNIT. PARIS.

Tous les jours de 10h à 19h. Nocturnes les 19 et 22 jusqu'à 23h.



Jean-Claude Ch...

HISTOIRE DE L'AY...



LA «NORMALISATION» EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE A M. MARCHAIS

Le général Jaruzelski déclare : « Notre but est de rétablir la position de la classe ouvrière dans la construction du socialisme »

M. Maxime Gremetz a présenté à la presse, mercredi 13 janvier, la réponse du général Jaruzelski à la lettre que M. Georges Marchais lui avait adressée le 23 décembre. M. Gremetz a déclaré que la « réponse de Wojciech Jaruzelski, secrétaire du comité central du P.O.U.P., apporte d'abord un certain nombre de précisions et d'élucidations sur les causes de la crise polonaise, sur les erreurs commises par le P.O.U.P., sur les efforts tentés pour redresser la

situation et sur la dégradation qui a conduit au risque imminent de guerre civile et à la proclamation de l'état d'exception destiné à l'éviter ». M. Gremetz a relevé, ensuite, l'affirmation d'une volonté politique et des choix et orientations qui en découlent, et il a indiqué que l'ensemble de ces éléments « ont confirmé le comité central du P.C.F. dans la volonté de maintenir fermement la position responsable prise dès le 13 décembre ».

La lettre du général Jaruzelski, datée du 4 janvier et transmise au P.C.F. au début de la semaine, par M. Ryszard Wojna, éditeur-adjoint de Trybuna Ludu, en visite à Paris, renferme en premier lieu M. Marchais en ces termes : « Je voudrais vous remercier pour votre compréhension de la situation difficile dans laquelle notre pays se trouve et pour la position que vous avez exprimée à l'égard de ce qui se passe en Pologne (...). Nous avons donc reçu votre lettre comme l'expression de l'attitude de camarades et amis qui nous sont proches ».

Le général Jaruzelski constate ensuite « avec satisfaction qu'en principe il n'y a pas de différences entre les intentions qui nous guident et l'orientation de nos actions d'une part et la position que vous avez présentée dans votre lettre d'autre part ».

Le général Jaruzelski ajoute : « Des raisons objectives et subjectives sont à l'origine de la crise en Pologne. Parmi ces dernières, il faut compter les graves erreurs commises par les dirigeants dirigeant le parti et de l'Etat, la violation de certaines lois universelles de l'éducation du socialisme, ainsi que les erreurs d'appréciation de nos possibilités économiques et des prévisions relatives à l'économie mondiale. Tout cela menait à un affaiblissement des liens entre le parti et les masses, à la perte progressive de sa crédibilité et à ce que son influence sur le cours des événements ait diminué ».

Dans cette situation, les forces d'opposition de différentes orientations politiques — y compris celles ouvertement antisocialistes et contre-révolutionnaires — se développent rapidement. Elles ont bénéficié des encouragements, de l'appui de la propagande ainsi que d'une importante aide matérielle en provenance de différents milieux anticomunistes (...).

La menace d'une « guerre fratricide »

« Vers le milieu de 1980, au moment où la crise en Pologne a pris un caractère ouvert, nous avons pris l'estime que nous avions à faire à des protestations justifiées de la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle nous avons exclu l'usage de la force contre les ouvriers en grève, nous avons donné notre accord à la création du syndicat autonome et à l'autogère Solidarité, nous avons essayé d'associer ses membres dans l'œuvre ayant pour but la correction des erreurs, l'assouplissement des efforts entrepris pour surmonter la crise économique et sociale. Malgré nos efforts, Solidarité s'est écarté de plus en plus de sa nature syndicale initiale et est devenu un mouvement politique antisocialiste. (...) Les masses ouvrières de Solidarité ont été aveuglées et réduites à l'indifférence par les politiciens opportunistes et les porte-paroles d'une contre-révolution ouverte. (...) »

M. Le Pors (P.C.) : mon opinion est celle du président de la République

M. Antoine Le Pors (P.C.P.), ministre délégué chargé de la fonction publique, invité de l'émission « Face au public » de France-Inter mercredi 13 janvier, a déclaré, à propos de la Pologne : « Le gouvernement s'est exprimé sur cette question. Je suis membre du gouvernement et moi opinion sur l'affaire de Pologne, c'est ce qu'a déclaré le président de la République. (...) »

« La position du gouvernement, exprimée notamment par les déclarations du président de la République, porte à la fois sur l'état d'exception, que l'on déplore, sur la nécessité de faire en sorte que les Polonais trouvent eux-mêmes la solution de leurs problèmes, et sur la dénonciation

de l'utilisation qui est faite de ces événements à des fins de politique intérieure. Voilà, me semble-t-il, les grandes idées de la position gouvernementale. Je m'en tiens là. (...) »

M. Le Pors a indiqué, à propos de l'article de M. Poperen (P.S.) dans le Nouvel Observateur :

« Je dois dire, effectivement, que la réaction de M. Poperen était extrêmement voisine de celle que j'ai eue. (...) Il a mentionné également qu'il n'est pas bien avec Georges Marchais, aujourd'hui comme dans le passé, et que leurs relations n'avaient été affectées en rien par quelque réponse que ce soit au sujet de la Pologne ».

Interrogé sur le dilemme que pourraient lui poser sa fonction ministérielle et son appartenance au P.C., M. Le Pors a répondu : « Je refuse le choix entre le conformisme et la dissidence. (...) Selon M. Le Pors, « le meilleur service à rendre à tout pays qui souhaite construire le socialisme est de réunir ce qui se passe en France, au regard de trois critères : la justice sociale, l'efficacité économique, et la démocratie politique ». Il a ajouté : « Je suis bien conscient que, depuis quarante ou cinquante ans, en France, on a fait dans ces trois domaines des progrès qui ont permis d'atteindre des bases favorables à l'évolution de la France vers une société socialiste. (...) »

« La Pologne était menacée d'une guerre fratricide insupportable. Dans cette situation, pour éviter le pire, nous avons pris la décision — en pleine conformité avec les principes de notre Constitution — de déclarer l'état d'exception dans le pays. (...) »

« Nous avons conscience que, dans un Etat socialiste, cette mesure était exceptionnelle. Mais cette décision ne constitue pas un coup de force militaire. La constitution du Conseil militaire de salut national n'est pas dirigée contre les organes du pouvoir légitime, contre les intérêts des masses laborieuses. Elle ne limite pas le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière. (...) »

« Pendant ces décisions, nous étions conscients du fait qu'elles provoqueraient une réaction hostile des forces impérialistes, que les moyens d'information bourgeois déformeraient la situation en Pologne une campagne d'attaques et de calomnies grossières. (...) »

« C'est pourquoi nous attachons une grande importance à l'explication des raisons et intentions qui sont les nôtres. Dans votre lettre, j'ai trouvé confirmation de ma propre conviction, que nous pouvons compter sur la compréhension de nos amis communistes français, malgré toutes les difficultés que comporte pour vous, en tant que parti co-gouvernemental, la nécessité d'une prise de position publique sur les événements de Pologne. (...) »

« Vous avez, cher camarade, interprété avec justesse les intentions qui nous guident. Avant tout, nous sommes d'accord sur l'aggravation des problèmes polonais, que seuls les Polonais peuvent résoudre. Dans la recherche de cette solution, nous suivons un seul principe qui peut guider un Etat socialiste, c'est-à-dire rétablir, à l'aide d'un dialogue franc et ouvert, la position qui revient à la classe ouvrière dans l'éducation du socialisme en Pologne, à la mesure de nos besoins et des notions que nous avons de ce système. C'est dans ce cadre que nous nous proposons de créer une large plate-forme d'entente nationale regroupant toutes les forces qui se prononcent pour les principes démocratiques et l'usage abouli de ces principes par des politiciens irresponsables. Il y a place pour l'autogestion ouvrière. La richesse des formes de la vie sociale, scientifique, culturelle n'est pas incompatible avec les intentions des autorités. Les droits de l'Eglise catholique et de l'exercice de la religion sont garantis par la Constitution. Il en est de même pour les autres confessions. La remise en ordre

de l'utilisation qui est faite de ces événements à des fins de politique intérieure. Voilà, me semble-t-il, les grandes idées de la position gouvernementale. Je m'en tiens là. (...) »

M. Le Pors a indiqué, à propos de l'article de M. Poperen (P.S.) dans le Nouvel Observateur :

« Je dois dire, effectivement, que la réaction de M. Poperen était extrêmement voisine de celle que j'ai eue. (...) Il a mentionné également qu'il n'est pas bien avec Georges Marchais, aujourd'hui comme dans le passé, et que leurs relations n'avaient été affectées en rien par quelque réponse que ce soit au sujet de la Pologne ».

Interrogé sur le dilemme que pourraient lui poser sa fonction ministérielle et son appartenance au P.C., M. Le Pors a répondu : « Je refuse le choix entre le conformisme et la dissidence. (...) Selon M. Le Pors, « le meilleur service à rendre à tout pays qui souhaite construire le socialisme est de réunir ce qui se passe en France, au regard de trois critères : la justice sociale, l'efficacité économique, et la démocratie politique ». Il a ajouté : « Je suis bien conscient que, depuis quarante ou cinquante ans, en France, on a fait dans ces trois domaines des progrès qui ont permis d'atteindre des bases favorables à l'évolution de la France vers une société socialiste. (...) »

Débats sur les relations avec l'U.R.S.S.

Diverses propositions ou déclarations ont été présentées à propos des relations avec la Pologne et les pays de l'Est.

« La C.F.D.T. considère que les relations officielles avec l'U.R.S.S. doivent être interrompues tant que l'état de siège en Pologne n'est pas levé et que ne sont pas libérés les militants syndicaux emprisonnés. (...) Elle appelle ses militants et tous les socialistes qui sont impliqués dans des relations économiques, techniques et commerciales avec

REÇU A L'ÉLYSÉE PAR M. MITTERRAND

Le chancelier Schmidt a souhaité une plus grande compréhension de la France à l'égard de la position de Bonn

Le chancelier Schmidt s'est rendu à Paris, le mercredi 13 janvier dans la soirée, pour rencontrer, à l'Élysée, M. Mitterrand. Il s'est entretenu avec le président français des répercussions de la crise polonaise, et d'autres aspects des relations franco-polonaises. À l'issue de cet échange de vues, qui avait été suivi d'un dîner de travail auquel assistaient notamment M.M. Pierre Mauroy, premier ministre, et Claude Cheysson, le chef du gouvernement ouest-allemand s'est félicité de l'accord entre Paris et Bonn sur l'affaire polonaise et ses

conséquences. Il a regagné la capitale fédérale en fin de soirée.

M. Mauroy, qui était, ce jeudi matin, l'invité d'Europe 1, a notamment déclaré : « En ce qui concerne l'analyse que nous faisons de la crise polonaise, il y a une convergence, un rapprochement des points de vue, on peut même parler d'un accord. En tout cas, le gouvernement allemand et le gouvernement français vont tout mettre en œuvre pour qu'il y ait une évolution plus favorable en Pologne. (...) »

Les courtes déclarations de M. Mitterrand et Schmidt par lesquelles s'est achevée, mercredi soir à l'Élysée, une rencontre décidément placée sous le signe de la brève, ont permis au chancelier ouest-allemand d'insister sur l'accord qui régit, selon lui, entre Paris et Bonn à propos de la Pologne. « Nous sommes d'accord », a-t-il assuré, pour assurer que le général Jaruzelski doit garder à l'esprit que nous lui demandons, et que nous lui demandons, d'atteindre les objectifs qu'il s'est assignés : la suppression de l'état de guerre, la libération des personnes emprisonnées, le rétablissement des droits de l'homme et de ceux qui figurent dans l'acte final d'Helsinki. (...) »

M. Mitterrand, de son côté, s'il n'a pas commenté ses échanges de vues avec son hôte à propos des événements de Varsovie, a indiqué que l'entretien avait également porté sur « les problèmes de l'économie mondiale, de la politique américaine, dans ce domaine et de ses répercussions sur l'Europe ». Le président français a, en outre, mis l'accent sur

le fait que l'identité de vues évoquée par le chancelier s'étendait à la nécessité, en matière européenne, de « dominer les actuelles contradictions économiques et financières non seulement pour réaliser l'accord sur ce point, mais pour donner une réalité politique aux travaux de la Communauté ». M. Mitterrand faisait probablement allusion au souhait de la France de voir, dans les prochaines semaines, des Dlx. Paris et Bonn présenter un front uni face aux exigences budgétaires britanniques.

Du côté ouest-allemand, on cherchait, en outre, à l'occasion de cet entretien, à prouver que les deux gouvernements avaient sur l'affaire polonaise des positions plus convergentes que ne le laisseraient croire les commentaires émis de part et d'autre du Rhin, en particulier par la presse des deux pays. Sur le fond, en effet, on fait observer avec insistance, à Bonn, que la France et la R.F.A. condamnent l'une et l'autre le coup d'Etat militaire de Varsovie, mais ne sont pas disposées pour autant à suivre le président Reagan dans sa politique de sanctions économiques à l'égard de l'Union soviétique. Les deux pays, a souligné M. Schmidt, éprouvent « une grande

Plusieurs initiatives de solidarité sont annoncées par la C.F.D.T. et des « coordinations » d'intellectuels

L'état de guerre en Pologne ayant été déclaré le 13 décembre, le 13 de chaque mois la C.F.D.T. et d'autres organisations, en France et à l'étranger, manifesteront la « permanence de leur mobilisation » pour rétablir le retour des libertés, notamment syndicales. C'est ce qu'a annoncé, mercredi 13 janvier, M. Maïre, secrétaire général de la C.F.D.T., en présence de nombreux intellectuels, scientifiques et militants de Solidarité, bloqués en France.

Les communistes ont fait le bilan de leurs interventions et de leurs perspectives d'action : une dizaine d'organisations ont décidé de participer à la vente, avec la C.F.D.T., de badges « Solidarité » ; une exposition au siège du syndicat aura lieu le 17 février à l'hôtel Drouot, en faveur des prisonniers ; l'émission réservée à la C.F.D.T. sur Antenne 2 le 21 janvier, a été confiée au comité de coordination du syndicat Solidarité en France ; des débats sont organisés dans la région parisienne.

La collecte organisée par la C.F.D.T. des intellectuels et d'autres associations a déjà permis de rassembler, à la date du 11 janvier, la somme de 1.980.019 F. La somme de 1.980.019 F. est associée, poursuivant l'action, les associations ont décidé de créer un comité de contrôle des fonds de soutien à Solidarité composé de trois syndicats polonais (M.M. Zbigniew Kowalski, Szweryn Blumstajn, Georges Miniperta), trois communistes (M.M. Pierre Bureau, René Salanne, Francis Rogo), un syndicaliste japonais (M. Kasuo Motogawa), un intellectuel (M. Michel Foucault). Ces fonds « sont destinés à soutenir le mouvement social qui représente Solidarité en Pologne. (...) Ce soutien s'effectuera essentiellement selon deux axes : soutien aux militants de Solidarité et leurs familles ; que des militants « soient emprisonnés, dans la clandestinité en Pologne ou forcés de résider à l'étranger ; soutien à Solidarité en France ; à ses actions et à son organisation s'adressant aux personnes affectées à la situation présente (1) ».

Pologne toujours

LA LIBERTÉ NE SE PARTAGE PAS, SEUL LE PAIN !...

Vous voulez venir en aide aux Polonais, amis connus ou inconnus, parents, familles, cela est possible grâce à notre partenaire FAMILY LINK CLUB, qui a pu obtenir toutes les autorisations et garanties nécessaires de la part des autorités polonaises quant à l'acheminement des denrées alimentaires. Grâce à vos dons en espèces nous nous chargeons de leur distribution dans les hôpitaux, dispensaires... sous le contrôle de l'Épiscopat.

TERRES ET PROGRÈS - ASSOCIATION A BUT NON LUCRATIF
11, rue du Faubourg-Poissonnière, PARIS-9^e Tél. 874-23-13 - 246-72-72

Interprétation restrictive

Le chancelier a expliqué à son hôte que la modération de la R.F.A. dans cette nouvelle crise Est-Ouest ne devait pas être interprétée comme un pas en direction du neutralisme. Il avait rendu hommage à M. Claude Cheysson, au cours d'une réunion du cabinet, avant de partir pour Paris, en se félicitant que le ministre français des relations extérieures eût écarté cette hypothèse. M. Schmidt a notamment insisté sur le fait que la situation géographique de son pays pouvait légitimement lui faire redouter toute dégradation de la situation, et en « faisant » par la force des choses, un champion de la détente.

En dépit des assurances de M. Schmidt, le gouvernement ouest-allemand reste cependant en retrait par rapport à ses partenaires occidentaux dans la fermeté à l'égard de l'Union soviétique. Mercredi, le porte-parole officiel, M. Kurt Siebert, en a appelé à une nouvelle preuve à propos de la mise en œuvre de l'engagement pris par les Quinze, lundi, à Bruxelles, de ne pas chercher à « tourner » les sanctions économiques décidées par les États-Unis, en se substituant aux firmes américaines contraintes d'annuler leurs contrats avec l'U.R.S.S. Tout confirme, en effet, que Bonn, après avoir donné une interprétation très restrictive à cet engagement, par exemple en ne réexaminant pas, aux sociétés sous-traitantes, ou à des contrats déjà signés, s'agissant en particulier de la livraison du gaz soviétique.

« Il est un bon usage qui veut que l'Allemagne fédérale et la France se concertent chaque fois qu'un problème important touche à leurs relations bilatérales, et chaque fois que l'équilibre du monde se trouve en jeu », a estimé M. Mitterrand au terme des entretiens. Le chancelier en est d'autant plus persuadé qu'il avait souhaité, personnellement, sans attendre le voyage à Bonn de M. Pierre Mauroy, le 29 janvier, et, plus forte raison, le prochain sommet régulier franco-allemand du 25 février, rencontrer le président français à propos de la Pologne.

Ce n'était pas seulement de la compréhension française dont il tenait à s'assurer, mercredi, à la veille d'un grand débat sur ce sujet au Bundestag : c'était aussi de la vitalité persistante de la coopération entre Paris et Bonn. Les propos de M. Mitterrand auront-ils suffi à dissiper la nostalgie que peut inspirer à M. Schmidt le souvenir du temps où, comme ce lendemain de la crise algérienne — le parallélisme des démarches entre Paris et Bonn, pour ne pas dire entre « Helmut » et « Valéry », n'avait nul besoin d'être vérifié ?

BERNARD BRUGOULEIX

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-6^e
Tél. 326-51-09

RÉFÉRENCES - CLUB
3-AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (03) 93.98.31 (F.R.A.I.M.)

Tel Aviv: cinq j

Il a souhaité une plus grande compréhension
à l'égard de la position de Bonn

Paris. Le président de la République, François Mitterrand, a reçu mercredi 13 janvier, à l'Élysée, le ministre des Affaires étrangères, M. Claude Arnaut, et le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors. M. Arnaut a présenté au président les conclusions de la réunion de la Commission des affaires étrangères de la Communauté européenne, qui s'est tenue à Bruxelles, les 11 et 12 janvier. M. Delors a ensuite exposé les positions de la France sur les questions de politique économique et sociale. Le président a souligné l'importance de la coopération internationale et a encouragé les efforts de la France pour promouvoir la paix et la stabilité en Europe.

concées par la C.E.D.T.
collectuels

Paris. Le président de la République, François Mitterrand, a reçu mercredi 13 janvier, à l'Élysée, le ministre des Affaires étrangères, M. Claude Arnaut, et le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors. M. Arnaut a présenté au président les conclusions de la réunion de la Commission des affaires étrangères de la Communauté européenne, qui s'est tenue à Bruxelles, les 11 et 12 janvier. M. Delors a ensuite exposé les positions de la France sur les questions de politique économique et sociale. Le président a souligné l'importance de la coopération internationale et a encouragé les efforts de la France pour promouvoir la paix et la stabilité en Europe.

TOUTJOURS
I AM EN LE MAN!

Paris. Le président de la République, François Mitterrand, a reçu mercredi 13 janvier, à l'Élysée, le ministre des Affaires étrangères, M. Claude Arnaut, et le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors. M. Arnaut a présenté au président les conclusions de la réunion de la Commission des affaires étrangères de la Communauté européenne, qui s'est tenue à Bruxelles, les 11 et 12 janvier. M. Delors a ensuite exposé les positions de la France sur les questions de politique économique et sociale. Le président a souligné l'importance de la coopération internationale et a encouragé les efforts de la France pour promouvoir la paix et la stabilité en Europe.

3-AGE
Cabinet INDEX

DIPLOMATIE

La France n'entend pas laisser s'enliser
les négociations de Bruxelles

(Suite de la première page.)
En cas d'échec à Bruxelles, qu'à l'évidence il croit probable, M. Chandonnagor estime qu'il faudrait alors une longue, longue période de réflexion. « Dans ce cas-là, dit-il, on ne va pas continuer ces exercices. Nous ne serions pas prêts de revenir. » Faut-il d'un résultat tangible vendredi, la discussion sur la « restructuration » risque-t-elle de rester là. Que ferait, dans ces circonstances, la Grande-Bretagne qui est en position de demander ?
Depuis l'origine, avant même d'y adhérer, la Grande-Bretagne a toujours cherché à modifier les structures de la Communauté, à réduire ses aspects agricoles et les effets financiers de la préférence communautaire. En 1960, elle a obtenu, en même temps qu'une réduction sur ses versements au budget pendant trois ans, la promesse que la politique agricole serait réexaminée pour éviter des risques « insupportables » sans toucher aux principes fondamentaux.

A ces deux dossiers — agricole et budgétaire — le nouveau gouvernement français obtint d'ajouter un troisième : la « relance » sociale, qui permettrait de créer la « restructuration » dans une perspective constructive.
Pas de mécanisme permanent
« Le premier volet de la négociation, sur la relance, a été pratiquement réglé dès le conseil européen de novembre », dit M. Chandonnagor. Le second, sur la politique agricole, a beaucoup progressé. Mais seuls quelques points sont en suspens. Nous sommes battus pour les petits producteurs de lait. Le principe de l'exonération jusqu'à un certain seuil de la taxe de « co-responsabilité » (pour lutter contre la surproduction) est acquis. Pour le contrôle de l'évolution des dépenses agricoles, nous avons obtenu qu'elles soient appréciées sur plusieurs années.

« Reste le volet budgétaire, sur lequel nous sommes loin d'être d'accord. La question se pose même de savoir s'il faut poursuivre la discussion des autres dossiers, tant que celui-ci n'est pas réglé, de façon significative.
« Dès le début, nous avons posé comme principe que toute réduction pour réduire des versements trop importants au budget communautaire ne pourrait être que temporaire, limitée et dégressive. Un mécanisme correcteur permanent fausserait totalement le jeu communautaire.

LES ÉTATS-UNIS ET LE NICARAGUA VONT PROCÉDER À UN ÉCHANGE D'AMBASSADEURS.
Washington (A.F.P., U.P.I.). — Le président Reagan a nommé mercredi 13 janvier M. Anthony Quainton ambassadeur au Nicaragua. On a appris d'autre part à Washington, de source nicaraguayenne officielle, que M. Francisco Pellas accuserait en poste au Canada, serait le prochain ambassadeur du Nicaragua aux États-Unis. Cet échange met fin aux rumeurs selon lesquelles les deux pays étaient décidés à laisser sans titulaire leurs missions respectives en raison du mauvais état de leurs relations.

M. Quainton remplace M. Lawrence Pessillo, qui avait été rapatrié en août 1981 à Washington par le secrétaire d'État, M. Haig, pour avoir exprimé des vues personnelles sur la situation en Amérique centrale plus proches de celles de l'ancienne administration Carter que de celles de M. Reagan. M. Quainton, qui est âgé de quarante-huit ans, est un diplomate de carrière. Il était depuis 1978 à la tête du bureau du département d'État chargé de la lutte contre le terrorisme.

Le dernier ambassadeur du Nicaragua à Washington, M. Arturo Cruz, avait démissionné en novembre et souhaité publiquement son remplacement par une personnalité plus proche des socialistes. C'est le cas de M. Pellas qui a été vice-ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire.

M. Claude Arnaut, nouvel ambassadeur de France à Moscou, a eu mercredi 13 janvier un entretien avec M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères. Il s'agissait d'une visite de courtoisie avant la remise des lettres de créance du diplomate, prévue pour le 15 janvier. — (A.F.P.)
M. Jean Ripert, ancien commissaire français au plan, a été

nommé officiellement, mercredi 13 janvier, directeur général pour le développement et la coopération économique internationale des Nations unies. Ce poste est considéré comme le deuxième après celui de secrétaire général. M. Ripert était jusqu'ici sous-secrétaire général des Nations unies pour les affaires économiques et sociales. (A.F.P.)
Le Monde du 4 janvier a publié le biographe de M. Jean Ripert.

AFRIQUE

Un entretien avec M. M'Zali, premier ministre tunisien

(Suite de la première page.)
Le président Mitterrand a pris en Arabie Saoudite une position claire et sans équivoque sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'édification d'un État. Toute autre interprétation de la position française relative de la politique ou du malentendu. L'intérêt porté par la France au plan Faid et la décision de reporter la visite en Israël du président Mitterrand prouvent — s'il en est besoin — que la France s'oppose à l'expansionnisme israélien et œuvre activement pour une solution juste et durable du conflit israélo-arabe.

« Je ne pense pas, quant à moi, de surcroît, que la France et l'Europe acceptent de s'écarter de la scène proche-orientale, au risque de renforcer le bipartisme U.R.S.S.-États-Unis.
« Il est également évident que le conflit arabo-israélien, avec ses prolongements internationaux, ne peut raisonnablement être résolu uniquement par les Arabes et les Israéliens. On sait déjà quelles difficultés il y a à amener les Israéliens à négocier à côté des Palestiniens.

La « complémentarité opérationnelle » avec le Maghreb
« Tous ceux qui, avec les Nations unies, estiment que le problème palestinien est au cœur du problème du Proche-Orient ne peuvent évidemment se fonder sur le prolongement de la coopération avec le Maghreb. L'écarter d'une telle question constitue par ailleurs une menace pour la paix et la sécurité de la France et de l'Europe.
« Le Maghreb est toujours demeuré proche des préoccupations françaises. C'est pourquoi nous ne pouvons pas ignorer.

« Le Maghreb et la France sont différents, mais ils ont en commun un large champ de complémentarité à nos niveaux de rapports économiques et technologiques et au niveau de l'action internationale pour répondre à nos besoins en peuples et leur développement. De la part de la France, une vision globale et équilibrée du Maghreb, sans non plus une vision agressive, qui rendrait cette complémentarité opérationnelle. C'est ainsi que.

Maroc
M. BOUCETTA SOUHAITE QUE LE RÉFÉRENDUM AU SAHARA AIT LIEU AVANT L'ÉTÉ
En visite privée à Paris, le ministre marocain des Affaires étrangères a annoncé, le mercredi 13 janvier, que le comité de l'Organisation de l'Unité africaine chargé de préparer le référendum au Sahara occidental se réunirait à nouveau à la fin de janvier, probablement à Nairobi. M. Mohamed Boucetta a ajouté qu'il espérait voir le référendum se dérouler avant le prochain sommet de l'O.U.A., prévu à Tripoli l'été prochain, et auquel le Maroc a l'intention d'assister.

« Selon la chef de la diplomatie marocaine, la consultation de la population sahraïenne devra se dérouler sur la base du recensement espagnol de 1974 qui, avec l'accroissement démographique, donnerait aujourd'hui à un maximum 110 000 personnes, soit environ 40 000 votants.
Au moment où M. Boucetta se trouvait en France, l'Association des amis de la République sahraïenne a annoncé que la ville de Mans avait été jumelée le 10 janvier avec la localité sahraïenne de Boona, située à 70 kilomètres au nord-est de Smara, en dehors du « mur » derrière lequel l'armée marocaine protège le « triangle vital ». C'est la première fois qu'une agglomération du Sahara occidental est jumelée avec une cité étrangère. Le Mans a une municipalité d'union de la gauche, présidée par un maire communiste, M. Robert Jarry, qui a assisté à la cérémonie du jumelage.

Quinze ans de goulag ça suffit !
Frappé de l'une des plus lourdes sentences infligées à un prisonnier politique, Igor Ogorizov achève une peine de quinze ans de prison et de camp U.R.S.S., le 15 février 1982. Il est entendu, sa vie est terminée. Cinq longues années de rééducation l'attendent encore. Y survivra-t-il ? Ses parents sont désespérés.
L'option publique française se doit donc d'intervenir au plus vite pour obtenir qu'Ogorizov ne soit pas envoyé en rééducation, mais puisse émigrer en Occident.
Adressez-vous à vos élus locaux, régionaux et nationaux, aux autorités politiques, syndicales, religieuses pour que les autorités soviétiques prennent une mesure de clémence et dispensent de rééducation un homme épuisé et mené. Recueillir intégralement ce communiqué et faites-le publier dans tous les journaux locaux, bulletins syndicaux, etc., afin qu'il ait la plus large diffusion possible.

SA LIBERTÉ C'EST LA NÔTRE
Envoyez les doubles de vos lettres et vos dons à :
Comité Ogorizov, 1, rue de la Masse, 13100 Aix-en-Provence
C.C.P. 5908 - 78 Y Marseille

Tel Aviv: cinq jours sur sept - 1850 F*
Liaison sans escale en gros porteur. Départ de Paris du mercredi au dimanche à 9 h 45.
Vous plaire, ça nous plaît
TWA

AFGHANISTAN: ILS ECRASENT LES HOPITAUX

HOPITAL DE JAGHORI, 5 NOVEMBRE 1981, 7 HEURES...



Jaghori, 5 novembre 1981,
7 heures du matin.
Trois hélicoptères soviétiques
surgissent et pulvérisent
l'hôpital des Médecins Sans
Frontières.

6 novembre, vallée du Panjshir,
12 heures 30.
Deux Mig 27 en rase-mottes
larguent leurs bombes et
réduisent en cendres le centre
de soins de l'Aide Médicale
Internationale.

Quelques jours plus tôt
dans le Nangrahar un troisième
poste de secours avait été rasé.
Ce jour-là tout le village
a été détruit.

Depuis plus d'un an, les équipes
de Médecins Sans Frontières
et de l'Aide Médicale Inter-
nationale se succèdent en
Afghanistan.
Dans la clandestinité, évidem-
ment, puisque les occupants
n'autorisent pas les secours.
Et dans le silence.

Mais, pour la première fois, des hôpitaux
sont la cible délibérée de bombardements
aériens.

Si aux meurtres et aux massacres, on ajoute:
DÉFENSE DE SOIGNER, l'intolérable
est franchi.

Les seules armes des médecins français
sont l'information de l'opinion et la honte
dont se couvrent auprès d'elle les auteurs
de ces crimes.

Qu'ils sachent que de tels actes de barbarie
seront chaque fois portés à la connaissance
du monde entier.

7 H 30, APRES LE PASSAGE DES HELICOPTERES SOVIETIQUES.



MEDECINS SANS FRONTIERES
161, Boulevard Lefebvre - 75015 Paris - CCP 33-769-71. La Source.

Je veux aider Médecins Sans Frontières
à reconstruire ses hôpitaux en Afghanistan.

Ci-joint mon versement de:

☐ 100 F ☐ 200 F ☐ +

Médecins Sans Frontières.
161, Boulevard Lefebvre - 75015 Paris.
CCP 33-769-71. La Source.

Haig voudrait relancer les négociations
sur l'autonomie palestinienne

A TRAVERS LE MO

Afghanistan

4721.10.1520

PROCHE-ORIENT

AMÉRIQUES

EN VISITE AU CAIRE, PUIS À JÉRUSALEM

M. Haig voudrait relancer les négociations sur l'autonomie palestinienne

Le général Mubarak, qui devait recevoir une seconde fois, ce jeudi 14 janvier, M. Haig avant son départ pour Israël, a indiqué, mercredi, que le secrétaire d'État américain « n'avait apporté aucun élément neuf, sinon que sa présence dans la région avait pour but de faire progresser le processus de paix ».

La mission de M. Haig au Proche-Orient a, en fait, pour objet, cent jours avant le retrait définitif d'Israël du Sinaï, de prévenir toute complication entre Le Caire et Jérusalem qui pourrait empêcher l'achèvement de l'application du premier volet du traité de Washington. Quand au second volet de ce document, relatif à l'autonomie palestinienne, il n'a même pas encore reçu un début d'exécution, l'Égypte et

Israël restant en désaccord sur les pouvoirs et la composition de la future « autorité palestinienne », à laquelle Le Caire veut voir participer les Arabes de Jérusalem-Est.

Le président Mubarak a, en principe, accepté la proposition de M. Haig de réunir à Washington une conférence ministérielle sur l'autonomie palestinienne, si les Israéliens donnent leur accord à ce projet. En revanche, le chef de l'État égyptien s'est montré peu enclin à signer une « déclaration de principe » sur l'autonomie, qui ne manquerait pas, a-t-il estimé, d'être rejetée par les Palestiniens.

M. Haig pourait aussi sa visite en Israël, revenir au Caire pour y faire connaître les positions de Jérusalem sur ces différents points.

De notre correspondant

peuvent guère prendre le risque de mettre en péril « la paix américaine » de Camp David avant le 29 avril, sous peine d'un possible ajournement du retrait du Sinaï. Ces événements portent surtout sur une éventuelle action militaire au Liban et aussi sur une éventuelle extension de la loi israélienne à une colonie de Cisjordanie ou bien à la vallée du Jourdain.

De leur côté, les Israéliens se montrent également inquiets des intentions de Washington, supposant qu'en relançant les négociations sur l'autonomie les Américains entendent seulement sauver les apparences, avant de passer à un autre processus de paix, sous la pression notamment de l'Arabie Saoudite, ce dont M. Begin ne veut à aucun prix.

Au cours de son séjour à Jérusalem, M. Haig évoquera enfin la participation des Américains à la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Pays-Bas à la force multinationale qui sera chargée de contrôler les accords de paix dans le Sinaï.

LA RECONSTRUCTION D'UN RÉACTEUR DE RECHERCHE

La France demandera des garanties supplémentaires à l'Irak

Dans une réponse à une question écrite d'un député, M. Chirac, ministre des Relations extérieures, a précisé que la coopération nucléaire entre la France et l'Irak devrait prendre en compte l'évolution de la technique ces dernières années, notamment dans le domaine du combustible. Première déclaration officielle depuis le conseil de politique nucléaire ministériel qui, le 22 décembre, a réaffirmé la politique de la France en matière d'exportation nucléaire et de coopération internationale, cette réponse confirme la volonté française d'apporter les garanties pour le réacteur de recherche nucléaire Osirak, et de fournir notamment un combustible moins enrichi — le « caramel » — qui réduit partiellement les risques de prolifération.

Autre garantie, vraisemblablement

demandée par Paris, la présence française sur place, devant être formellement confirmée pour une plus longue période (peut-être vingt ans, au lieu de dix).

Placé sous le double contrôle de la France et de l'Agence de Vienne (A.E.A.), le réacteur de recherche irakien devra faire l'objet de discussions politiques. Or il n'y a pas eu de nouvelles contacts gouvernementaux depuis la venue à Paris du vice-président du conseil, M. Tarek Aziz, au mois d'août.

En revanche, sur le plan industriel, les choses sont plus avancées : une équipe de Technicatome a repéré avec les Irakiens les sites possibles où pourrait être enterré le nouveau réacteur de recherche, et les conceptions techniques de celui-ci — largement renouvelées — auraient été définies.

FRANCIS CORNU.

Liban

Un diplomate algérien assassiné à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Le premier conseiller près l'ambassade d'Algérie, M. Rabah Kherrou, a été assassiné dans le secteur ouest (palestinien-progessiste) de Beyrouth. Le diplomate, qui avait rang de ministre plénipotentiaire, a été enlevé de son domicile mercredi 13 janvier, à 2 heures du matin, par trois hommes armés qui lui ont fait croire que son ambassadeur le convoquait à une réunion urgente. Son corps devait être retrouvé au début de la matinée dans un terrain vague, affreusement mutilé.

Ce crime est d'autant plus inexplicable, même dans la situation d'anarchie qui règne à Beyrouth-Ouest, que l'Algérie entretenait de bons rapports avec toutes les factions rivales ou ennemies, y compris avec le Front du retour palestinien : elle n'est pas impliquée dans les luttes meurtrières opposant par exemple l'Irak à la Syrie, l'Irak à l'Irak, les chiites aux communistes ou aux Palestiniens, etc.

On note simplement que l'ambassadeur d'Algérie avait effectué des ouvertures en direction du camp chiite ; mais celles-ci n'avaient pas suscité d'opposition virulente ni à Beyrouth-Ouest ni au sein de l'O.L.P.

Les agressions contre les diplomates ne se comptent plus à Beyrouth-Ouest. Au cours des six derniers mois, l'ambassadeur de France, M. Louis Delamaré, a été assassiné (en août), l'ambassadeur d'Irak a été dynamité (en décembre), provoquant la mort de l'ambassadeur et d'une cinquantaine d'autres personnes. De nombreux diplomates occidentaux ont fait l'objet d'attentats.

Guatemala

DES INCONNUS MASSACRER UNE FAMILLE DE DOUZE PERSONNES

Guatemala (A.P., A.F.P.). — Vingt-trois guérilleros et douze membres d'une même famille ont été tués mardi 12 janvier, au Guatemala, au cours d'affrontements, ont annoncé, mercredi 13, les autorités militaires. Les douze membres de la même famille, âgés de six à soixante-cinq ans, ont été tués par un groupe d'hommes fortement armés dans le village de Libertad-les-Cruces, dans le département d'Escuintla, à 90 kilomètres au sud de la capitale.

Les guérilleros ont été tués dans le département de Chimaltenango, à l'ouest de la capitale.

Des attentats à la bombe ont, d'une part, été commis contre les ambassades de Haïti, d'Israël et d'Argentine à Guatemala.

LUCIEN GEORGE.

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Un erratum du Club Français du Livre

En page 7 du MONDE du mercredi 13 janvier, Le Club Français du Livre proposait aux lecteurs du MONDE de recevoir, gratuitement et sans aucun engagement, une documentation complète sur l'Encyclopædia Universalis.

Malheureusement, une erreur s'est glissée dans le numéro de téléphone qui était indiqué et permettait de demander cette documentation.

Le Club Français du Livre prie les lecteurs du MONDE de bien vouloir l'en excuser et le remercie de noter ci-dessous le bon numéro de téléphone :

723.89.80

(répondeur automatique 24 h/24)

Le Club Français du Livre, 6 rue Galilée, 75782 PARIS CEDEX 16.

SAMEDI
16 JANVIER

les
Soldes
tant attendus des
**FOURRURES
GEORGE V**
40, Avenue George V
Paris

Magasins ouverts tous les jours de 9h30 à 19h sans interruption, sauf dimanche

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● MOSCOU CHERCHERAIT ACTUELLEMENT À APAISER LES DISSENSIONS AU SEIN DE L'INQUIÈRE DIRIGÉE PAR KABOUL en retenant en U.R.S.S. certains membres de la tendance la plus radicale, selon une source diplomatique occidentale à New-Delhi. La nomination, annoncée le 4 janvier, d'une personnalité modérée, le général Abdoul Qader, au poste de ministre de la Défense par intérim, est interprétée comme une mesure destinée à apaiser les violentes rivalités entre les factions Khalq (le peuple) et Parcham (le drapeau) du parti démocratique et populaire d'Afghanistan. Il remplace le général Rafi, membre de la faction Parcham — celle du président Karmal — qui se trouverait pratiquement exilé en Union soviétique après y avoir subi un siège d'enfermement, affirme-t-on de même source. Le général Qader est connu pour être davantage un nationaliste qu'un marxiste. — (A.P.)

Cuba

● NOUVEAUX AVIONS SOVIÉTIQUES DESTINÉS : Les services de renseignement américains ont détecté de nouveaux avions soviétiques sur une base près de La Havane, a affirmé le Washington Post du mercredi 13 janvier. Selon le journal, des avions américains ont survolé Cuba avec du matériel destiné à détecter des armes nucléaires

mais n'ont rien trouvé. À propos des nouveaux avions soviétiques, les photos prises n'ont pas permis de découvrir s'ils étaient destinés pour des opérations offensives — ce qui serait contraire aux accords soviéto-américains qui ont mis fin à la crise des fusées en 1962.

Ghana

● MANIFESTATION DE SOUTIEN AU RÉGIME MILITAIRE. — Des milliers de travailleurs ghanéens ont manifesté la semaine dernière à Accra, leur soutien aux militaires qui, le 31 décembre, ont renversé le gouvernement civil du président Kofi A. Nnamah. Certains d'entre eux portaient des banderoles où figuraient des slogans tels que « Jerry Rawlings sauve le Ghana » et « Les syndicats soutiennent le conseil provisoire de défense nationale » et « L'heure des paupers a sonné ! ». — (Reuters)

Nicaragua

● LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN va demander au Venezuela de retirer deux des fonctionnaires de son ambassade à Managua, accusés d'avoir participé à un complot visant à éliminer plusieurs dirigeants sandinistes, a-t-on appris officiellement, mardi 13 janvier, à Managua. Le ministre de l'Intérieur du Nicaragua, M. Tomas Borge, et le directeur général de la sécurité, M. Lenin Cerro, ont pré-

senté mardi soir deux témoins qui ont affirmé que MM. Pedro Sanchez Rivero, attaché militaire vénézuélien, et José Anibal Palacios, également fonctionnaire à l'ambassade du Venezuela à Managua, effectuaient des missions d'espionnage au Nicaragua et étaient à l'origine du complot. Les témoins ont avoué appartenir aux services secrets vénézuéliens. — (A.F.P.)

Soudan

● LE LEADER DE L'OPPOSITION SOUDANAISE M. CHE- RIF HUSSEIN HINDI, mort le 9 janvier à Athènes, d'une crise cardiaque, sera inhumé dans son propre pays. Le corps du défunt, qui avait vécu en exil ces dernières années en Libye, était réclamé par le gouvernement de Tripoli et de Khartoum. C'est ce dernier qui a finalement en gain de cause. — (A.F.P.)

Vietnam

● SELON LA NOUVELLE LOI SUR LE SERVICE MILITAIRE obligatoire au Vietnam, votée en décembre et publiée lundi 11 janvier par le quotidien Nhan Dan, la durée de la conscription est fixée à trois ans, au lieu de quatre, pour les sous-officiers et soldats ; elle est de quatre ans pour les armes spécialisées et de deux ans pour certaines minorités ethniques. Les femmes sont exemptées du service militaire mais sont mobilisables en temps de guerre. — (A.F.P.)

Comment concilier la protection des locataires et celle des petits propriétaires ?

Le gouvernement, de toute évidence, aurait en besoin de quelques mois supplémentaires pour préparer la réforme du logement. La discussion législative, qui s'est interrompue mercredi soir 13 janvier — pour reprendre le 22 janvier — a révélé cette impréparation, soulignée les hésitations de M. Quilliot, mais en lumière des imprécisions, voire des incohérences. Si la volonté du gouvernement et la ligne directrice du texte sont claires — la protection du locataire, — les applications qui en découlent semblent parfois issues d'une démarche qui est loin d'être empirique ou pragmatique.

Tout se passe comme si le ministre de l'urbanisme et du logement bédouillait un édifice législatif, avec les députés, au fur et à mesure de la discussion des articles. L'intention est louable quant au souci de l'exécutif d'associer le Parlement à l'élaboration de sa politique,

mais elle montre que la réflexion sur toutes les conséquences de la loi n'a pas été poussée assez loin, faute de temps.

Deux exemples le prouvent. A l'origine, le gouvernement avait prévu que la durée du bail serait, dans tous les cas, de six ans. Le Conseil d'Etat fait plusieurs observations. Il estime qu'il faut d'une part, prévoir un bail de trois ans, d'autre part, que la possibilité accordée au bailleur de donner congé à un locataire — pour un motif sérieux et légitime — doit s'appliquer qu'il s'agit notamment de la vente. Le gouvernement paraît, dans un premier temps, vouloir accepter les « amendements » du Conseil d'Etat, mais, dans le texte qu'il dépose sur le bureau de l'Assemblée nationale, il n'en tient pas compte.

La commission des lois propose, elle, le système du bail « à deux vitesses » — trois ans et six ans — et prévoit explicitement le cas de la

vente. Le gouvernement fait alors savoir qu'il accepte ces propositions mais, les reprenant à son compte, il en restreint la portée : le bail de six ans est la règle, celui de trois ans l'exception. Sur ce point, le groupe communiste, qui était favorable au bail unique de six ans — et qui s'était montré méfiant en provoquant une suspension de séance, — semble avoir un partielle satisfaction, et bien qu'il se soit abstenu sur l'article 1 relatif à la durée du bail.

Au fond, le gouvernement conduit une impossible navigation entre deux écueils : il souhaite accroître au maximum les droits du locataire, sans pour autant porter un coup d'arrêt à l'investissement locatif, c'est-à-dire sans accabler les propriétaires. Sa volonté de ne pas confondre les petits et les gros propriétaires (personnes physiques) ne se traduit pas dans les faits. Un propriétaire qui possède un studio dont le loyer lui sert à réduire celui de

son logement n'est pas, à l'évidence, un gros propriétaire. Or, si pour des raisons financières ou professionnelles impératives, il souhaite vendre son bien, il ne pourra le faire qu'à l'issue d'une période de trois ans, quel que soit le bail choisi. Cette interdiction est très favorable au locataire. N'est-elle pas, dans certains cas, exorbitante ? Ne va-t-elle pas décourager, même partiellement, l'investisseur d'occasion ?

Quant aux conditions dans lesquelles se déroule la discussion législative, il suffit, pour en prendre la mesure, de souligner que, mardi, les députés ont adopté à deux reprises des dispositions importantes concernant le droit de reprise du bailleur et ses possibilités de résilier le contrat de location, sans qu'à aucun moment le gouvernement, la commission des lois et la présidence s'en aperçoivent.

LAURENT ZECCHINI.

Mardi 13 janvier, l'Assemblée nationale commence la discussion des articles du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (voir Le Monde des 6, 9 et 12 janvier).

CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI

A l'article 1, qui détermine le champ d'application de la loi et précise qu'elle s'appliquera, nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires, aux locations à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation, les députés reprennent deux amendements semblables de MM. Clément (U.D.F., Loire) et Tibéri (R.P.R., Paris) tendant à exclure les résidences secondaires des dispositions de la loi. En revanche, à l'initiative des commissions des lois et de la production et des échanges, l'Assemblée décide que « les garages, places de stationnement, locaux annexes accessoirement au logement principal » entrent dans le champ d'application.

Les députés adoptent ensuite un amendement de la commission des lois qui étend les exclusions prévues par le projet aux locations suivantes : locaux dont les bailleurs exercent la profession de loueur en meublé ; sous-locations ; locaux à caractère saisonnier ; logements attribués en raison de l'exercice d'une fonction ou de l'exécution d'une

contrat de travail. Ils adoptent un sous-amendement de M. Dumas (P.S., Dordogne) visant à prévoir que les sous-locations ne seront pas exclues du champ d'application de la loi. A l'initiative du gouvernement, l'Assemblée exclut également « les logements destinés à être occupés par des travailleurs migrants », ainsi que « les locations à des étudiants de chambres faisant partie intégrante du logement occupé par le bailleur, ou, en cas de sous-location, par le locataire principal ». M. Jans (P.C., Haute-de-Seine) se prononce contre ce sous-amendement et M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, accepte, à la demande de M. Tibéri, que cette disposition vise également les « chambres de bonne ».

L'article 3 pose la règle selon laquelle le bail doit être rédigé par écrit. A l'initiative du gouvernement, l'Assemblée adopte un sous-amendement stipulant qu'en cas de colocation, un exemplaire du contrat sera remis à chacun des colocataires signataires. (Voir l'article de José Doyre.)

L'Assemblée adopte ensuite une nouvelle rédaction de l'article 3, modifiée par les commissions de la production et des échanges, des affaires culturelles, et par M. Clément. Cet article dispose : « Le contrat de location est rédigé par écrit ; il est établi en deux exemplaires originaux ou moins dont

un est remis au locataire lors de la signature. Ce contrat doit indiquer : la consistance de la chose louée ; la description des locaux et équipements dont le locataire a la jouissance exclusive ; l'énumération des parties, équipements et accessoires de l'immeuble qui font l'objet d'un usage commun ; le montant et les conditions de paiement du loyer ; la révision du loyer et les conditions de cette révision dans le cas où elle est prévue ; la date d'effet du contrat ; si un dépôt de garantie est prévu et le montant de ce dépôt et celui-ci est prévu ; le régime juridique de la location ; lorsque le local fait l'objet d'un contrat de prêt conclu avec le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique, la référence au contrat ainsi que les modalités de celui-ci et d'actualisation du loyer plafonné et le montant de ce dernier en vigueur à la date de conclusion du contrat de location.

« Au contrat doivent être annexés : l'état des lieux (prévu à l'article 12) établi lors de la remise des clés au locataire ; le cas échéant, une copie de la dernière quittance ou du dernier reçu du précédent locataire, ne mentionnant pas le nom de celui-ci ; lorsque l'immeuble est en copropriété, les extraits du règlement de copropriété ainsi qu'à jour de la date de signature du contrat, les parts privatives et communes de l'immeuble, et précisant la

quote-part affectée au lot loué dans chacune des catégories de charges ; le cas échéant le contrat d'amélioration (visé à l'art. 10), ainsi que l'état des lieux établi contradictoirement ou par huis-clos de justice lors de son départ.

Sur proposition de la commission des affaires culturelles, il est précisé que seul le locataire peut se prévaloir de la violation des dispositions de l'article 10, à moins qu'il ne s'agisse de la violation de la seule des deux parties en cause.

L'article 5 propose d'accorder au locataire la possibilité de résilier le bail à tout moment, en donnant congé au bailleur. Toutefois, cette faculté ne serait offerte durant la première année de location que pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé.

L'Assemblée repousse un amendement de M. Tibéri tendant à accorder également au bailleur la faculté de donner congé à tout moment pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé.

Contre l'avis du gouvernement et de la commission, le groupe communiste souhaite interdire le droit de reprise exercé à l'encontre de tout locataire âgé de moins de dix ans. L'Assemblée repousse cette proposition. Elle adopte ensuite l'amendement de la commission des lois qui prévoit que « lorsque le contrat de location est conclu pour une durée de six ans, le locataire peut donner congé à tout moment dans les conditions prévues à l'article 8 (préavis de trois mois, notamment), pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé ».

N.D.L.R. La seconde partie de l'article 5, dans la version proposée par la commission des lois — et qui a été adoptée par l'Assemblée — traite à la fois du droit de reprise exercé par le locataire et de la possibilité pour celui-ci de résilier le contrat de location en vue de la vente du logement. En fait, le gouvernement aurait souhaité remplacer cette seconde partie par trois articles additionnels dissociant le droit de reprise, la vente, et les modalités de la vente. Ceux-ci ont également été adoptés, apparemment sans que, ni le gouvernement ni la commission des lois, ni la présidence de l'Assemblée ne s'en aperçoivent qu'ils faisaient double emploi avec la seconde partie de l'article 5.

Après l'article 5, l'Assemblée adopte un amendement de la commission des lois, qui prévoit que le bail est conclu pour une durée de trois ans, le locataire peut donner congé à tout moment pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé, en respectant le préavis de trois mois.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE LOCATION

Après l'article 6 (qui est réservé), dont l'objet est de définir le dispositif relatif au renouvellement du contrat de location, l'Assemblée adopte un article additionnel (article 6 bis) présenté par le gouvernement qui prévoit les dispositions suivantes : « Dans le cas où le contrat est conclu pour une durée de six ans, le bailleur personnel physique peut, chaque année, à la date anniversaire du contrat, résilier le contrat, à la condition qu'une stipulation de celui-ci l'y autorise, en vue d'habiter lui-même le local ou d'y loger son conjoint, ses descendants ou ascendants ou de son conjoint. Le même droit peut être exercé par le conjoint survivant, le descendant ou l'ascendant dans le délai de six mois à l'expiration du délai de congé donné au locataire et pour une durée qui ne peut être inférieure à deux ans (la durée initiale était d'un an : c'est à la suite d'un amendement de M. Le Moir (P.C., Aisne) qu'elle a été portée à deux ans).

Ces dispositions peuvent être invoquées en ce qui concerne le local dont il est attribué par le bailleur personnel physique ou la qualité de membre d'une société ayant pour objet la con-

struction ou l'acquisition d'immeubles en vue de leur division par fractions destinées à être attribuées aux associés, en proportion de leur investissement. Si le bailleur est une indivision ou une société civile constituée entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus, le droit de reprise doit être exercé dans les mêmes conditions au profit de chacun des membres de l'indivision ou de la société civile.

« A l'expiration du contrat initial, quelle qu'elle soit sa durée et l'expiration de chaque période de renouvellement, le locataire peut ne pas renouveler le contrat en vue d'habiter lui-même le local ou de le faire habiter par les personnes et dans les conditions mentionnées aux alinéas précédents.

« Lors du renouvellement du contrat, le bailleur peut insérer dans celui-ci, s'il ne le prévoit pas déjà, une stipulation autorisant la reprise de son logement, sous les conditions des deux premiers alinéas du présent article. »

VENTE PAR LE BAILLEUR

L'Assemblée adopte un second article additionnel présenté par le gouvernement qui stipule : « A l'expiration du contrat initial, quelle qu'elle soit sa durée, ainsi qu'à l'expiration de chaque période de renouvellement, le locataire peut, à la seule fin de vendre le local, décider de ne pas renouveler le contrat. Dans ce cas, le locataire est tenu de donner congé au bailleur, à la date de la vente, à l'expiration de la troisième année du contrat. »

DROIT DE PREEMPTION DU LOCATAIRE

Les députés adoptent enfin un troisième article additionnel, qui précise : « A peine de nullité, le congé doit indiquer que le motif en est la vente à l'extérieur du local, avec le délai de préavis (article 8) ; le congé doit offrir de vendre au profit du locataire, à la date de la vente, le local, au prix du marché. Toutefois, lorsque le locataire exprime l'intention de recourir à un emprunt, le délai de préavis et le contrat de location sont prorogés de trois mois à moins que les parties ne conviennent d'un délai plus long. A l'expiration du délai de préavis, le locataire est déchu de tout titre d'occupation sur le local. »

RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE LOCATION

A l'article 6, l'Assemblée adopte une nouvelle rédaction due à la commission des lois. Il est précisé : « Le locataire peut donner congé à tout moment pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé, en respectant le préavis de trois mois.

DURE DU CONTRAT DE LOCATION

A l'article 4 (précédemment réservé) à la demande du groupe communiste (P.S.), l'Assemblée repousse la rédaction initialement proposée par la commission des lois et adopte la nouvelle rédaction du gouvernement (le groupe communiste s'abstient). L'article 4 se trouve ainsi rédigé : « Le contrat de location est conclu pour une durée de six ans. La durée est comptée à partir de la date de prise d'effet de la location mentionnée dans le contrat. Toutefois les personnes mentionnées à l'article 5 peuvent conclure un contrat pour une durée de trois ans à la condition de renoncer pendant la durée du contrat initial ou droit de résiliation prévu à ce même article. »

Selon le gouvernement, « la règle générale est le contrat de six ans avec possibilité de reprendre le logement à chaque date anniversaire. Toutefois la propriété qui est susceptible de reprendre le logement pour l'occuper lui-même ou la possibilité de renoncer à ce droit de reprise de proposer un bail de plus courte durée ».

TRANSFERT DU CONTRAT

A l'article 7, l'Assemblée adopte deux amendements du rapporteur, modifiés par MM. Clément et Sapin (P.S., Indre), précisant que le contrat de location « ne peut être cédé par le locataire sans autorisation écrite du bailleur. En cas de décès du locataire, le contrat est transféré à l'ascendant, descendant, concubin notoire ou personne à charge qui vit effectivement avec lui depuis au moins un an à la date du décès. Il peut également être transféré au concubin lorsque intervient la fin de la vie commune ».

LE CONGE

L'article 8, modifié par les commissions des lois et des affaires culturelles, fixe les conditions dans lesquelles le congé devra être donné par le bailleur ou par le locataire.

Sur proposition de M. Malandain (P.S., Yvelines), rapporteur de la commission de la production et des échanges, les dispositions suivantes sont enfin adoptées : « Pendant le délai de préavis, le locataire est responsable du loyer pendant le temps qu'il occupe réellement les lieux si le congé a été donné par le bailleur. Il est responsable du loyer concerné tout le délai de préavis, si c'est lui qui a donné congé, sauf si le logement est troué occupé avant la fin du préavis par un autre locataire. »

La séance est levée à 0 h, la suite de la discussion étant renvoyée au vendredi 22 janvier.

LA COMMISSION DES LOIS SOUHAITE QUE LE STATUT DE LA CORSE NE SOIT PAS TROP « PARTICULIER »

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 12 janvier, plusieurs amendements au projet de loi portant statut particulier de la Corse. M. Gilbert Bonnemaison (P.S., Seine-Saint-Denis), rapporteur du projet, a notamment obtenu l'accord de la commission pour proposer à l'Assemblée nationale une nouvelle rédaction de l'article premier du texte gouvernemental. Selon la commission, la Corse ne devrait pas constituer, à elle seule, une nouvelle catégorie de collectivités territoriales, mais seulement une région dotée d'un certain nombre de particularismes institutionnels. L'initiative de la commission des lois donne satisfaction à M. Jean Zuccarelli (R.P.R., Haute-Corse) qui, le 7 janvier dernier (Le Monde du 9 janvier) avait interpellé M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, pour protester contre le caractère « discriminatoire » à ses yeux du statut de la Corse envisagé par le gouvernement.

La commission a également adopté un amendement présenté par M. Bonnemaison qui prévoit la création d'une commission, composée de magistrats et de hauts fonctionnaires, chargée de veiller à la régularité des opérations de révision des listes électorales.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Defferre

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, nous a adressé, à propos des débats du 7 janvier de la commission des lois de l'Assemblée nationale, la lettre suivante :

J'ai lu dans Le Monde du 9 janvier, sous le titre « Incident entre M. Defferre et Zuccarelli à la commission des lois de l'Assemblée nationale », que j'aurais répondu à Zuccarelli : « d'une part qu'il n'avait rien compris (quant à l'objet du texte), d'autre part, qu'il avait été du « pour le changement », et donc pour soutenir le gouvernement dans ce cas précis. Je n'ai pas tenu ces propos. Certes, j'ai parlé de changement mais n'ai à aucun moment dit à Zuccarelli qu'il n'avait rien compris.

[Les informations dont nous faisons état dans « Le Monde » du 8 janvier se fondent sur les témoignages de plusieurs communistes.]

Le fil du rasoir

La cause est entendue, au moins à l'Assemblée nationale, en première lecture. Le bail des logements appartenant aux sociétés, quelles qu'elles soient, sera de six ans. Il se renouvellera sans formalités particulières et pour trois ans. La société propriétaire peut ne pas renouveler le contrat, mais sa décision doit être fondée sur la non-respect par le locataire de ses obligations.

On ne connaît que le 22 janvier, avec la discussion de l'article 3, ce que seront les devoirs du locataire. Rien d'autre que le recours à la justice n'est laissé à ces sociétés pour donner congé à un locataire, en cours de bail, si le locataire ne respecte pas ses devoirs. Le congé doit de toute façon être motivé. Si la société veut se débarrasser de son patrimoine locatif, elle peut le faire en fin de bail, ou en fin de période de renouvellement, au prix du marché, mais le locataire a le droit de préemption. Cette disposition rendra sans doute difficile la vente d'immeubles entiers par un investisseur institutionnel à un des ses homologues.

Les propriétaires personnes physiques ont davantage de latitude. Ils peuvent opter pour un bail plus court de trois ans, à condition de renoncer à tout droit de reprise pour habiter eux-mêmes le logement ou pour y loger leurs proches. Dans le cas du bail de six ans, le propriétaire peut, chaque année, reprendre l'appartement pour s'y loger lui-même, mais il faut que le contrat le précise. Et il faut qu'il y loge vraiment : dans les six mois qui suivent la date prévue pour le départ du locataire et pour deux ans au moins. Il peut ne pas attendre la fin du bail — ou le motif de la vente sera de droit — et vendre au bout de trois ans, s'il a un réel besoin d'argent, il devra, bien sûr, le signaler à son locataire, trois mois avant la date prévue, en lui offrant d'acheter l'appartement, toujours au prix du marché.

Oubli

Le locataire, lui, peut donner congé à tout moment, quel que soit le bail et la nature de son propriétaire (société ou personne physique), avec un préavis de trois mois. Ce délai est ramené à un mois en cas de perte d'emploi ou de mutation professionnelle, ce qui devrait faciliter la mobilité de la main-d'œuvre. Enfin, le locataire ne peut céder son logement à un autre locataire, sauf si le propriétaire l'accepte.

C'est seulement si le locataire en titre décide que ses proches, vivant avec lui, peuvent prétendre rester dans l'appartement. Il est curieux à cet égard de noter que le conjoint n'est pas cité comme bénéficiaire de cette disposition. Gageons que ce n'est qu'un oubli, à moins que ce ne soit de droit.

Deux remarques peuvent être faites sur cette première journée de travail sur un texte délicat et difficile. Tout d'abord, M. Roger Quilliot n'est pas parvenu à diffuser réellement dans les petits propriétaires ce qu'il a appelé le « propriétaire bailleur par occasion » (celui qui n'achète que pour se loger, loger ses proches ou se constituer un apport personnel en vue d'accéder à la propriété) ou « propriétaire bailleur par vocation » (qui n'achète que pour louer) bien dit, selon qu'il possède deux ou trois minuscules logements dans des immeubles anciens ou cinquante appartements de bon standing. Le résultat est une cote apparemment mal taillée, mais qui révélera peut-être à l'usage qu'elle est adaptée à toutes les situations.

Ensuite, les députés ont démontré de façon éclatante que le fameux équilibre entre propriétaires et locataires ne peut se trouver que dans des limites bien étroites. Le problème est là d'essence politique. Il est impossible qu'un gouvernement socialiste se mette en contradiction

avec ses options fondamentales de protection de l'usage, du travail, du locataire contre les nantis qui les exploitent. Le premier ennui est que souvent, aujourd'hui, le propriétaire n'est guère plus riche que le locataire, ce qui ne l'empêche pas d'avoir parfois une vocation d'exploitateur et de spéculateur. Le second est qu'un gouvernement socialiste, même s'il a chouchoué de la construction de logements locatifs, ne peut négliger l'aspiration réelle des Français, certes largement encouragée dans la passé, d'accéder à la propriété de leur logement.

La hausse des taux d'intérêt, la cherté des terrains et de la construction, tout ce qui s'agit de l'acquisition d'un logement en immeuble collectif comme en maison individuelle, dépend beaucoup du patrimoine immobilier que le ménage, candidat à l'accession à la propriété, aura pu se constituer, par héritage ou par son épargne. Il ne faut pas lui rendre trop difficile le chemin de ce patrimoine qui réduira d'autant l'importance des emprunts et donc des mensualités de remboursement. La popularité de la loi Quilliot résultera aussi de la fluidité réelle du marché que permettra son application dans ce domaine.

Le ministre de l'urbanisme et du logement se trouve pour le moment sur le fil du rasoir.

JOSÉE DOYRE.

Un tout petit pas

Pour la première fois, l'existence de la « colocation » est reconnue légalement. Jusqu'ici, elle n'avait pas d'existence juridique, et cela permettait aux propriétaires de refuser catégoriquement à plusieurs personnes de leur louer un appartement.

Certes, l'existence des « communautés » — un peu passées de mode aujourd'hui — en était rendue plus difficile. Mais la simple réunion de trois ou quatre jeunes aux moyens limités dans un même logement avec chacun une chambre et l'usage collectif de la cuisine, de la salle de bains, des toilettes, était en France extrêmement rare, alors qu'elle est depuis longtemps entrée dans les mœurs des pays anglo-saxons.

En effet, le propriétaire (ou son gestionnaire), ne voulant

connaître que le locataire principal, ne prenait en compte que son salaire, nettement insuffisant pour prétendre occuper un trois pièces ou un quatre pièces. Désormais, les ressources totales du groupe pourront être prises en considération, puisque l'ensemble des colocataires pourra être signalé au bail. Il manque cependant encore un dispositif pour permettre dans le temps le remplacement d'un colocataire par un autre.

Ensuite, il restera aux tuteurs à convaincre des propriétaires bailleurs de plus en plus nombreux de leur faire confiance.

Cette reconnaissance officielle est au moins un tout petit pas vers une pratique intéressante. — J. D.

La BIBLIOTHEQUE

PARIS : 61.



الرياض 15/1/82

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • Rome • Rotterdam • Vienne

PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14°



17 MAGASINS
EN FRANCE
METROPOLITAINE

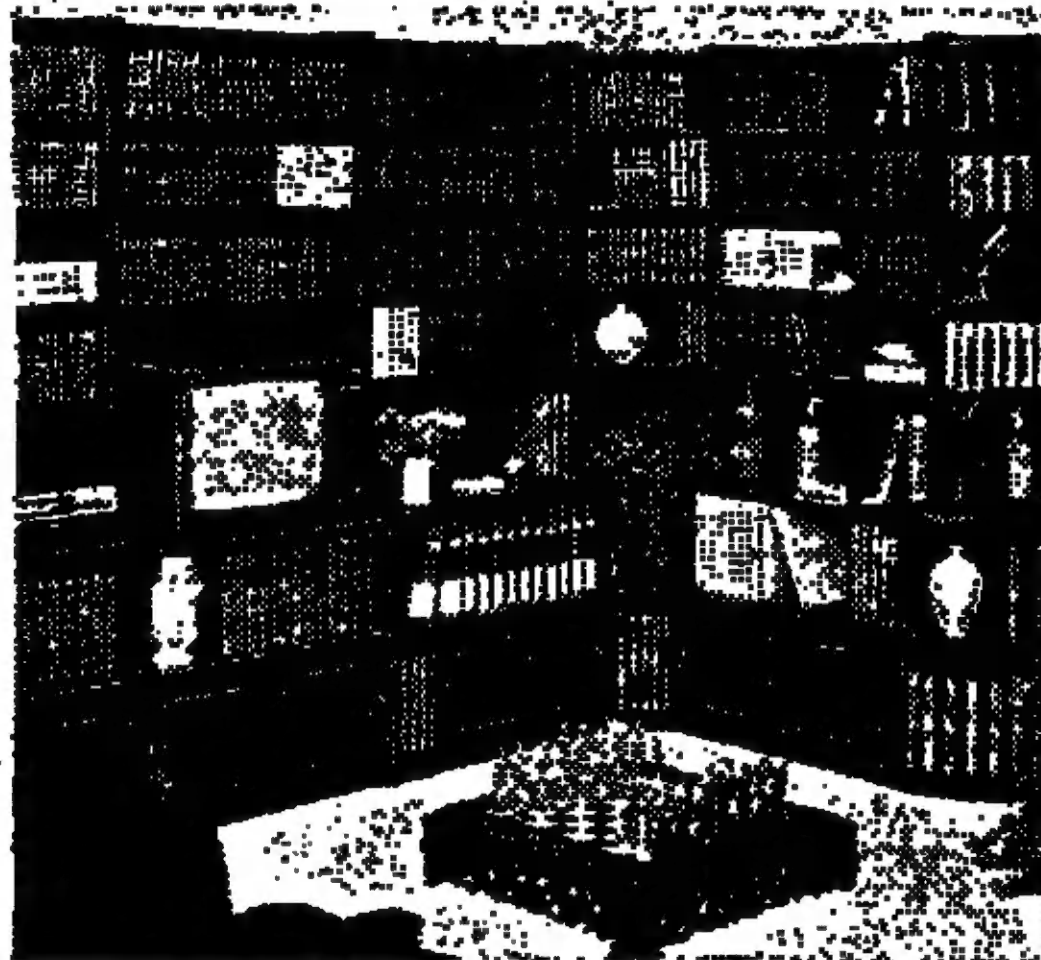
250 MODELES
VITRES OU NON

Juxtaposables - Superposables - Démontables

Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de

vos goûts exactement adaptés à vos problèmes. Avec le catalogue gratuit de La Maison des Bibliothèques (68 pages en couleurs) vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.

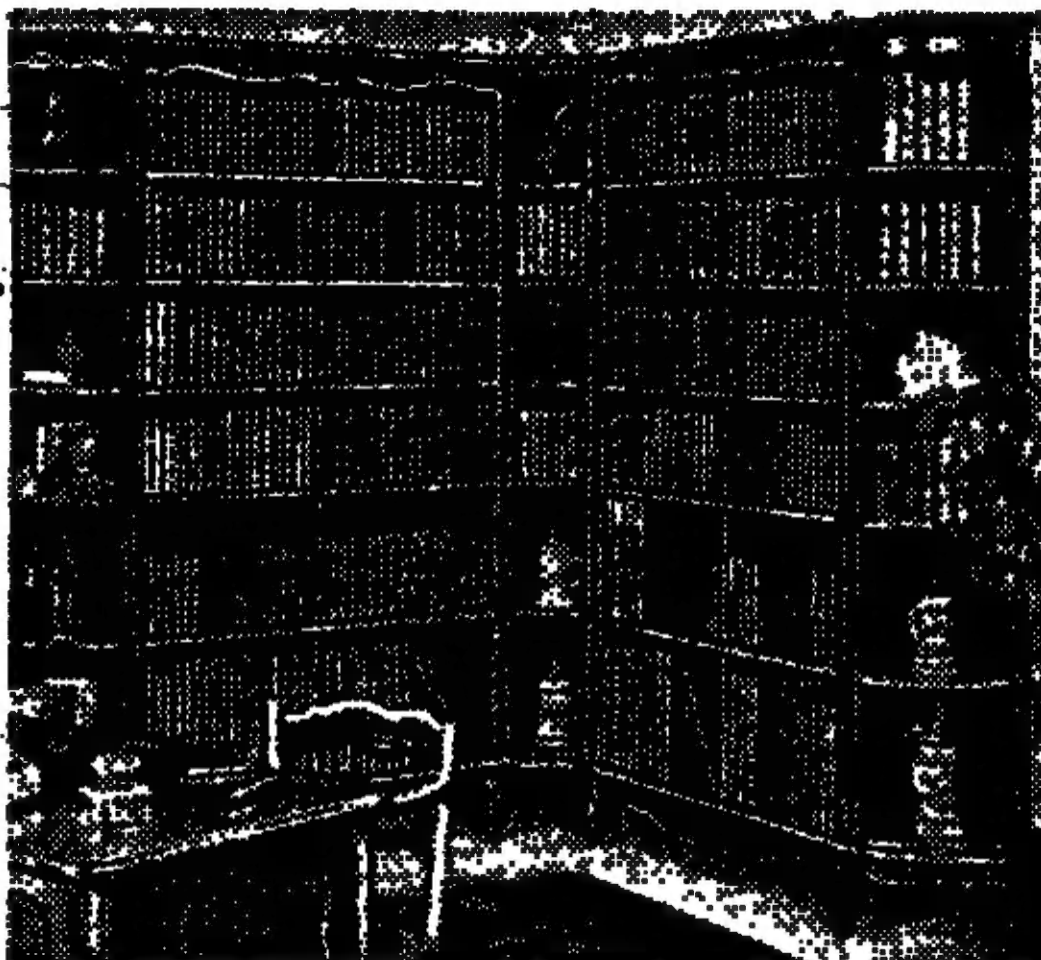
LIGNE NOIRE



VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs.

Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la masse identique à celui du bois massif. Vernis noir mat ou acajou. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes.

RUSTIQUES



VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs.

Sur les montants en façade, moulure de style, étagères en multiplis montants en aggloméré, placage acajou traité ébénisacajou. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes.

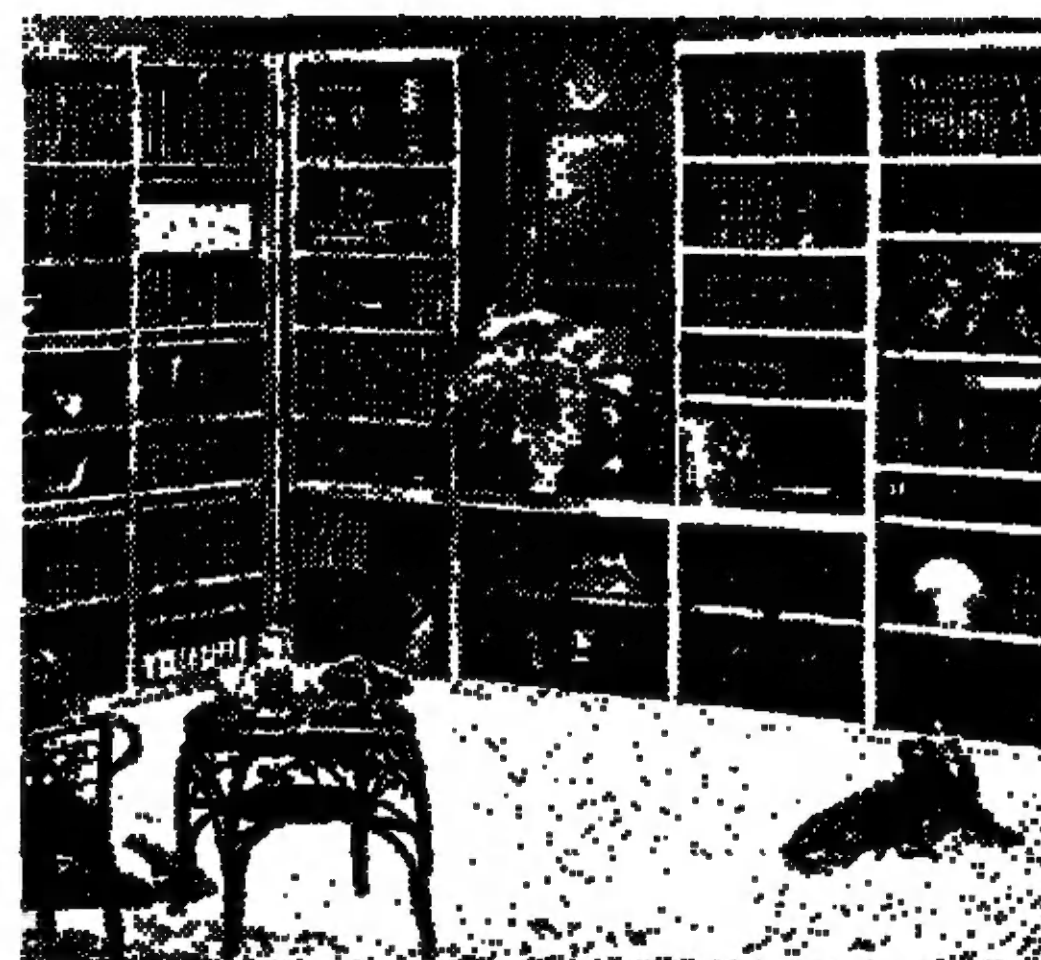
CONTEMPORAINES



JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs.

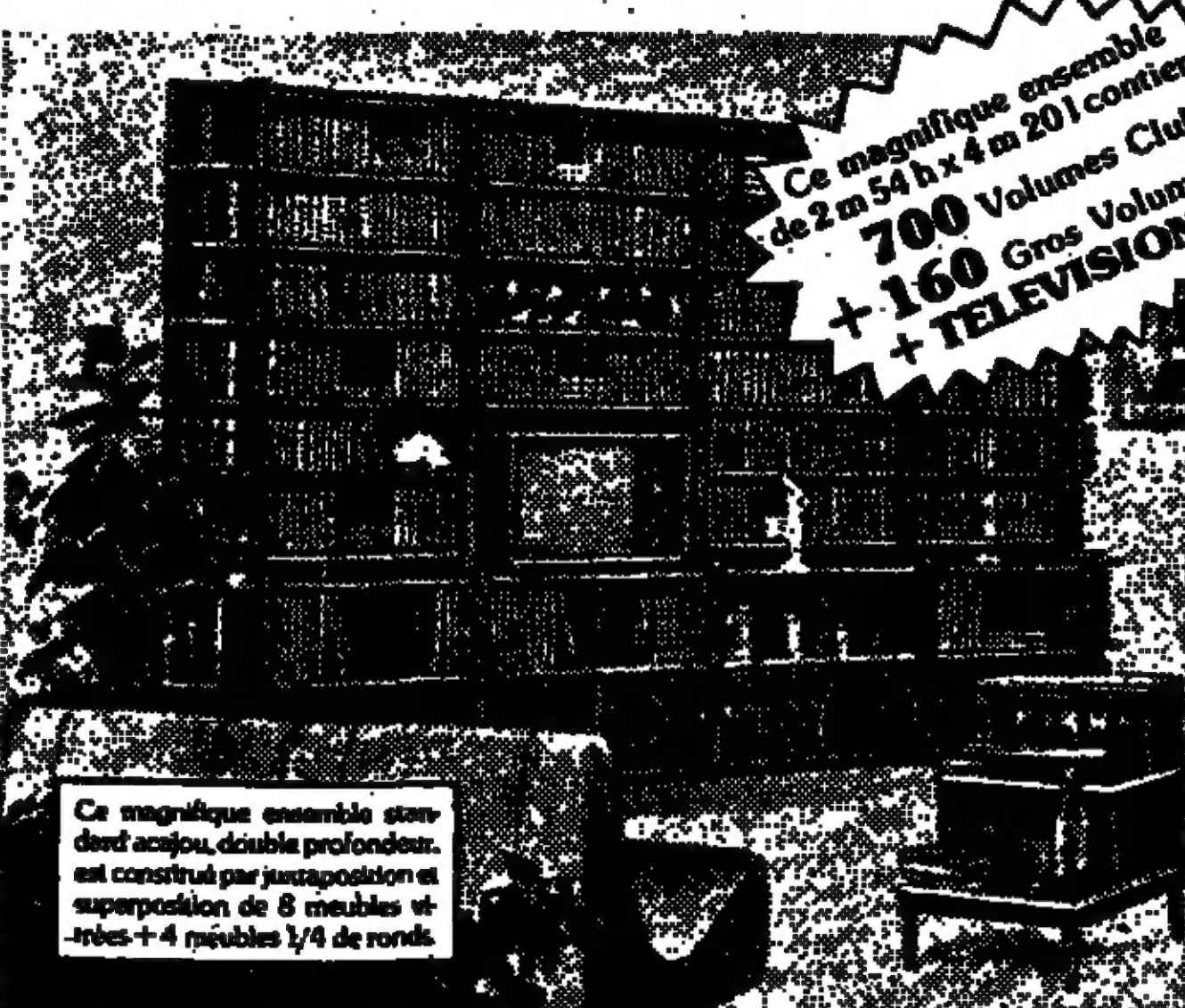
Modèles contemporains en PROFILE ALUMINIUM ANODISE BROSSE et en mélaminé blanc ou noir. Vitrage en option.

LIGNE OR



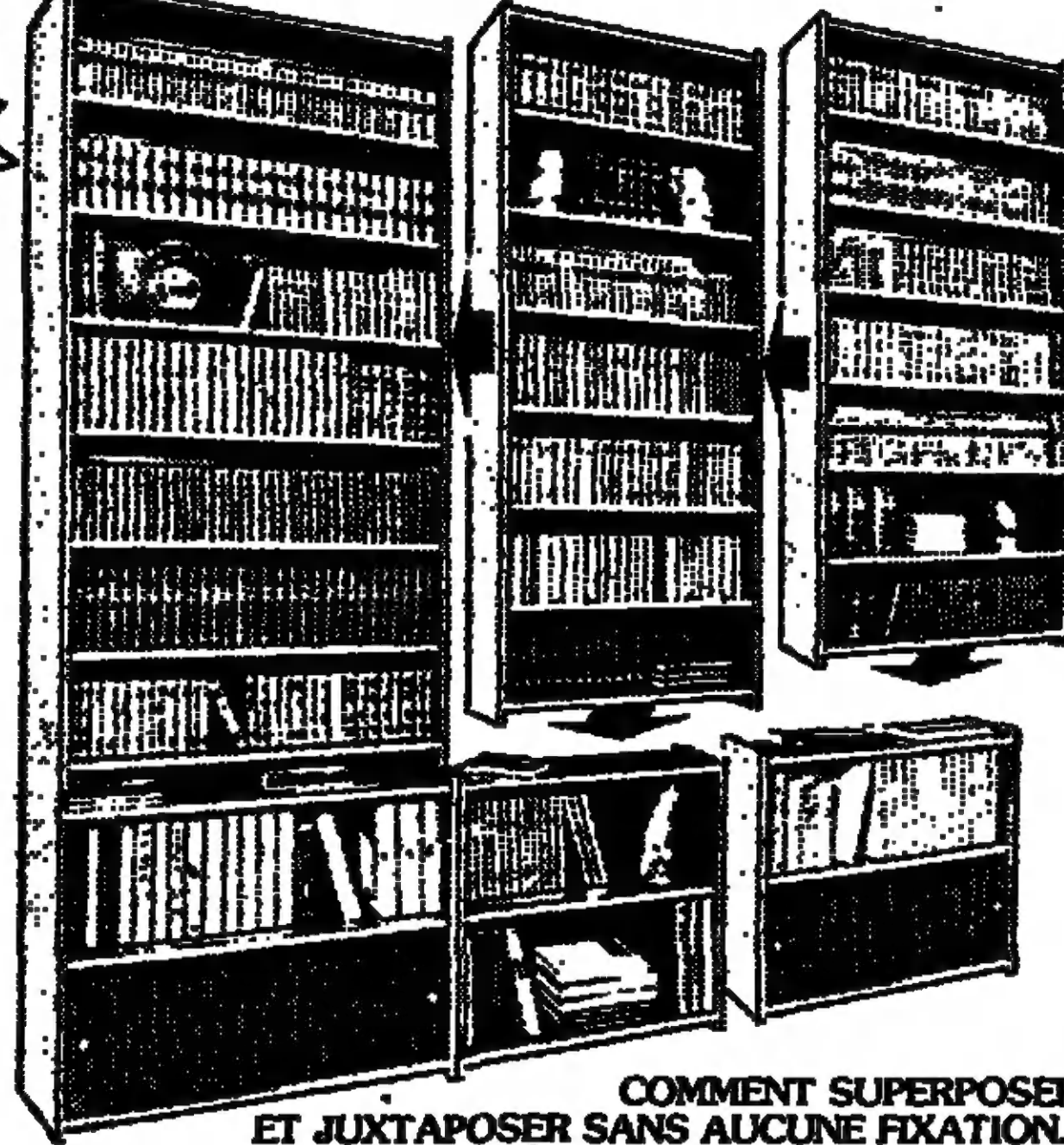
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
4 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs.

Étagères et panneaux en mélaminé noir ou vitre double face, montants en aluminium anodisé brossé doré. Vitrage en option.



STANDARDS VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs.

Étagères en multiplis, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou, traité ébénisacajou, vernis collodurique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.



COMMENT SUPERPOSER
ET JUXTAPOSER SANS AUCUNE FIXATION.

NOS MAGASINS EN PROVINCE

Ouverts du mardi au samedi heures de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, (56) 44.39.42 • CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clémenceau, (73) 93.97.06 • GRENOBLE, 59, rue St-Laurent, (76) 42.55.75 • LILLE, 88, rue Esquermoise, (20) 55.69.39 • LIMOGES, 57, rue Jules-Norac, (55) 79.15.42 • LYON, 9, rue de la République, (78) 28.38.51 • MARSEILLE, 109, rue Paradis (métro Estrangin), (91) 37.60.54 • MONTPELLIER, 8, r. Sérane (près Gare), (67) 58.19.32 • NANCY, 8, rue Saint Michel (près du Palais Ducal), (8) 332.84.84 • NANTES, 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), (40) 74.59.35 • NICE, 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89 • RENNES, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 • ROUEN, Front de Seine 2000, 43, rue des Charrettes, (35) 71.96.22 • STRASBOURG, 11, av. du Gal-de-Gaulle (Esplanade), tél. (88) 61.08.24 • TOULOUSE, 1, rue des Trois Renards (près pl. St-Sernin), (61) 22.92.40 • TOURS, 5, rue H. Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28

Du meuble individuel... au grand ensemble

Installez-vous vous même
facilement... ultra rapidement
A DES PRIX IMBATTABLES

La maison des
BIBLIOTHEQUES

PARIS :
61, rue Froidevaux, 14°

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi heures de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar-Quinet. Autobus : 28-38-59-68.

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE - EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON CATALOGUE GRATUIT

La maison des BIBLIOTHEQUES MO 82

à retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, vitres, contenances, prix, etc.) sur vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE, etc.

N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

CATALOGUE PAR TELEPHONE 320.73.33 2411

REPONSEUR AUTOMATIQUE 2411

POLITIQUE

Décentralisation : pas d'aide directe des communes aux entreprises privées

Le Sénat a examiné mercredi 13 janvier, un peu au-delà de minuit, les articles du projet de loi de décentralisation dans un climat qui demeurerait celui d'une conciliation.

Pour cette seconde lecture, qui se poursuivra au moins quarante-huit heures, la commission des lois, en la soirée, a renoncé aux trois titres additionnels, contre-projet statutaire qui était l'objet du ressentiment du ministre d'Etat, M. Gaston Defferre. Celui-ci a ouvert le débat, mercredi, en répondant aux critiques qui s'étaient exprimées la veille dans la discussion générale.

La région, a-t-il notamment précisé, jouant essentiellement un rôle d'animation et de subvention économique. Des « passerelles » seront établies pour le personnel entre les différents niveaux d'administration locale et la fonction publique d'Etat. Un statut des personnes locales est en préparation.

Le Sénat a ensuite approuvé les principales modifications suivantes :

● **ARTICLE PREMIER.** — Cet article, que le Sénat avait repoussé en première lecture, fixe les principes de la loi tout en renvoyant les modalités à des lois complémentaires et à des projets ultérieurs. Les sénateurs, cette fois, ont voté cet article en lui apportant toutefois une modification repoussée par le gouvernement et qui vise, sur proposition du rapporteur, M. Michel Girard (R.P.R., Val-de-Marne) à aligner, autant que possible, le statut des départements d'outre-mer sur celui de la métropole.

● **LES ARTICLES 2 ET 3** sont adoptés avec des amendements de coordination et quelques modifications qui tendent à renforcer les garanties des autorités communales lors du contrôle de la légalité de leurs actes.

● **ARTICLE 4.** — Cet article, l'un des plus importants du projet, donne de nouvelles compétences économiques aux collectivités locales. Il leur permet notamment d'apporter une aide financière directe aux entreprises privées en difficulté.

Dans le débat qui est institué sur cet article, M. Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine), a combattu une disposition qui, a-t-il estimé, « ouvre la porte à une débauche de dépenses ». Un autre sera-t-il capable, a souligné le ministre des finances, de distinguer s'il a affaire à une entreprise en difficulté ou à une entreprise en développement ? Ces nouvelles possibilités économiques, déclare-t-il, ne peuvent être que des aides.

doivent être définies sur des bases claires.

Le Sénat refuse cette possibilité d'une aide directe des communes. Plusieurs amendements définissent toutefois le cadre juridique de ces aides aux entreprises, en les limitant aux aides indirectes.

L'article 4 est adopté, socialistes et communistes votant contre.

Un amendement sous forme d'article additionnel, présenté par M. Defferre, est ensuite voté : il précise les conditions dans lesquelles une commune peut accorder son cautionnement à l'emprunt d'une entreprise.

Les articles suivants concernent la suppression de la tutelle financière des communes : détails de vote du budget ; rétablissement éventuel de l'équilibre réel ; subventions exceptionnelles.

● **A L'ART. 6**, qui traite du « règlement d'office » en cas de déficit d'un budget exécuté, le Sénat refusait la procédure de la « saisine d'office » de la chambre régionale des comptes. Un texte transactionnel a été adopté, qui prévoit une procédure en deux temps avec intervention du représentant de l'Etat et délai d'un mois.

● **L'ART. 8** visant l'inscription d'office des dépenses obligatoires est, lui aussi, l'objet d'une conciliation qui réduit à l'extrême la liste des dépenses obligatoires. En première lecture, le Sénat avait repoussé le principe de l'inscription d'office de ces dépenses.

Les sénateurs ont aussi accepté les dispositions financières transitoires qu'ils avaient écartées en première lecture.

● **ART. 11.** — Le Sénat a refusé le principe de la responsabilité des maires devant la cour de discipline budgétaire et financière (amendement de M. Girard).

Autre texte transactionnel, celui concernant le nombre des adjoints (article 14 B).

Le Sénat adopte une disposition présentée par le ministre d'Etat, qui prévoit le nombre des adjoints dans les différentes catégories de communes : pour Paris, 27 ; Marseille, 26 ; Lyon, 23. — A. G.

APRÈS LE MAINTIEN DES ÉLECTIONS CANTONALES DANS LES DOM

M. Mitterrand se propose de confirmer les orientations réformatrices de M. Emmanuelli

M. François Mitterrand a reçu, mercredi après-midi 13 janvier, à l'Élysée, les premiers secrétaires des fédérations socialistes de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, venus à Paris pour exprimer la consternation des partisans locaux du gouvernement après l'abandon du projet de loi de décentralisation par le conseil des ministres du 6 janvier.

Le président de la République a donné à ses interlocuteurs l'assurance que cette décision, généralement interprétée comme un désaveu du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, ne remet pas en question le projet d'instituer dans chacune des DOM, conformément au programme du P.S., une assemblée unique, élue à la proportionnelle. Celle-ci se substituerait, en 1983, aux deux assemblées actuelles (conseil général et conseil régional).

Les réactions provoquées par le choix du conseil des ministres du 6 janvier ont été longuement évoquées, mercredi 13 janvier, au cours du déjeuner qui réunit chaque semaine, à l'Élysée, autour de M. François Mitterrand les principaux dirigeants socialistes.

Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, qui s'était opposé à son texte après lui avoir pourtant donné un accord formel, il semble qu'en la circonstance le ministre de Marseille ait été sensible aux arguments politiques invoqués par les élus locaux de l'opposition, mobilisés derrière M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion.

M. Emmanuelli s'en est expliqué aussi avec M. Mauroy, qui avait regretté pour sa part, que le projet contesté n'ait pas fait l'objet d'une meilleure coordination interministérielle. Il a fait valoir au premier ministre que son cabinet avait été informé des intentions de son secrétaire d'Etat.

M. Emmanuelli s'est enfin ouvert de son amertume à M. Mitterrand, qui a eu l'air de lui répondre que son cabinet n'avait pas été tenu au courant de l'abandon du projet de loi de décentralisation.

M. Le Pors : « Je tiens à la neutralité du service public »

M. Aniolet Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique, a déclaré mercredi 13 janvier, à l'Élysée, que son cabinet n'avait pas été tenu au courant de l'abandon du projet de loi de décentralisation.

Le pluralisme des opinions entre fonctionnaires qu'il faut fonder ce à quoi je tiens absolument, la neutralité du service public.

Le ministre a affirmé qu'il n'y avait rien dans le dossier que prépare M. Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, sur le « noyautage communiste » de l'administration.

● **ERRATUM.** — Une coquille a été relevée dans le texte de M. Pierre Mauroy, dans notre compte rendu du voyage du premier ministre en Picardie (nos premières éditions du 13 janvier), une décalation selon laquelle « pourrais trop longtemps, dans ce pays, le monde du travail a été ignoré, ses représentants mal traités ». M. Mauroy avait, en fait, déclaré que ceux-ci étaient ou pas — avaient été surtout « muselés ».

● **ERRATUM.** — Une coquille a été relevée dans le texte de M. Pierre Mauroy, dans notre compte rendu du voyage du premier ministre en Picardie (nos premières éditions du 13 janvier), une décalation selon laquelle « pourrais trop longtemps, dans ce pays, le monde du travail a été ignoré, ses représentants mal traités ». M. Mauroy avait, en fait, déclaré que ceux-ci étaient ou pas — avaient été surtout « muselés ».

● **ERRATUM.** — Une coquille a été relevée dans le texte de M. Pierre Mauroy, dans notre compte rendu du voyage du premier ministre en Picardie (nos premières éditions du 13 janvier), une décalation selon laquelle « pourrais trop longtemps, dans ce pays, le monde du travail a été ignoré, ses représentants mal traités ». M. Mauroy avait, en fait, déclaré que ceux-ci étaient ou pas — avaient été surtout « muselés ».

● **ERRATUM.** — Une coquille a été relevée dans le texte de M. Pierre Mauroy, dans notre compte rendu du voyage du premier ministre en Picardie (nos premières éditions du 13 janvier), une décalation selon laquelle « pourrais trop longtemps, dans ce pays, le monde du travail a été ignoré, ses représentants mal traités ». M. Mauroy avait, en fait, déclaré que ceux-ci étaient ou pas — avaient été surtout « muselés ».

M. DELORS AFFIRME QUE LE REDRESSEMENT SE PERÇOIT

Venu participer à une réunion de soutien à M. Gaston Defferre, candidat socialiste à l'élection législative partielle de la deuxième circonscription de Paris, qui a rassemblé mercredi soir 13 janvier, quelque trois cents personnes dans un préau d'école, M. Jacques Delors a expliqué qu'en sept mois, et tout n'a pas été fait, le redressement se perçoit.

A ce propos, il a estimé que la France est « plus active dans le monde ». « L'honneur de François Mitterrand a été de redonner à la France un rôle mondial utile dans la reconstruction d'un monde pacifié et mieux organisé », a-t-il dit ; notre nation est « plus audacieuse et plus responsable ». Il en a voulu pour exemples les nationalisations, la décentralisation et les nouveaux droits des travailleurs. « L'économie a retrouvé force et courage », a-t-il affirmé.

Le ministre de l'économie et des finances a estimé que « tout ce qui a été fait, tout ce qui se fait et tout ce qui pourra se faire (se résume) en un seul mot : le surcroît national ». Ironisant sur l'« ennemi grassement » dont l'Etat était atteint sous le précédent septennat, alors que M. Giscard d'Estaing « portait de l'hérésie dans l'Etat », il a observé que la décentralisation est « le meilleur antidote de l'étatisme et de la bureaucratie ».

● **La candidature de Mme Genessee Jurgensen** dans la 3^e circonscription de Paris au nom des victimes des accidents de la circulation, pour l'élection législative partielle du 17 janvier, est notamment soutenue par la Fédération nationale des transporteurs, par l'Association des familles de victimes d'accidents de la circulation, par l'Association Route et Vie, par le mouvement de Défense des handicapés, par l'Association A.O.S.-Environnement et par la Fédération des associations pour une écologie de la santé.

● **M. Pierre Dubessy**, candidat de la majorité dans la deuxième circonscription de Paris, saisi, dans son journal économique, la candidature concurrente de Mme Jurgensen au nom des victimes des accidents de la circulation, en écrivant : « C'est une candidate qui mériterait d'être même s'il est regrettable que les intérêts soient réduits à cette extrémité pour se faire entendre ».

● **M. Michel Pinton**, secrétaire général de l'U.D.F., venu apporter son soutien à M. Alain Peyrefitte (R.P.R.), candidat à l'élection législative partielle, dans la Seine-et-Marne, a évoqué les propos de M. Jean Popereau, qui soupçonne le P.C.F. de connivence avec la politique extérieure soviétique. Pour M. Pinton, le responsable socialiste a ouvert en sein de son parti à cet égard des débats qui méritent le maintien des communistes au gouvernement. Il a ajouté : « Le P.S. est désormais face à ses contradictions. Certes, il compte encore des amis et des obédiences dans l'armée, style Mermoz, mais, s'il peut reculer l'échéance, il ne peut plus l'éviter ».

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 13 janvier 1982, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● **DURÉE DU TRAVAIL.** — Le conseil des ministres, à la suite, d'une part, de l'accord national interprofessionnel du 17 juillet 1981 et, d'autre part, du contenu des négociations conduites à l'initiative du gouvernement, a adopté une ordonnance relative à la durée du travail.

1) **SUR LE PLAN SOCIAL.** L'ordonnance : — Fixe la durée légale à 39 heures, première étape vers l'objectif des 35 heures prévu pour 1985 ; — Installe la cinquième semaine de congé payé ; — Limite le contingent d'heures supplémentaires ; — Renforce le mécanisme des repos compensatoires ; — Accepte le rythme des réductions d'horaires pour les travailleurs en contact avec la durée hebdomadaire de travail d'été ; — Pas de travail au-delà de 22 heures ; — De fixer contractuellement un contingent plus important d'heures supplémentaires ; — De maintenir l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et de travail du week-end, mais de l'assouplir par accord entre partenaires sociaux.

2) **SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE.** L'ordonnance harmonise l'application de la durée du travail avec les impératifs de compétitivité des entreprises et permet ainsi : — D'aménager le temps de travail par voie contractuelle ; — De maintenir la possibilité de modifier la durée hebdomadaire autour de la durée légale ; — De fixer contractuellement un contingent plus important d'heures supplémentaires ; — De maintenir l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et de travail du week-end, mais de l'assouplir par accord entre partenaires sociaux.

Le gouvernement estime que les négociations salariales liées à la baisse de la durée du travail doivent préserver la situation des salariés les plus défavorisés. Dans cet esprit, l'ordonnance maintient le pouvoir d'achat des travailleurs rémunérés au SMIC.

Cette ordonnance a été recueillie par l'ensemble des situations. En effet, les négociations se poursuivront afin que les décrets d'application concernant la situation de chaque branche d'activité puissent intervenir avant le mois de juin. En outre, des ordonnances ultérieures fixeront les règles propres à la durée du travail des salariés agricoles, des personnels hospitaliers et des gens de mer.

Le premier élément de la mise en œuvre du contenu des négociations des partenaires sociaux, sur la durée du travail, cette ordonnance constitue un élément essentiel du programme social mis en œuvre par le gouvernement conformément aux engagements pris par le président de la République.

● **CONTRATS DE SOLIDARITÉ.** Le conseil des ministres a approuvé l'ordonnance sur les contrats de solidarité passés entre l'Etat et les entreprises relevant du secteur public, qui ont été conclus à la suite d'une forte réduction de la durée du travail entre le 15 septembre 1981 et le 15 septembre 1982.

● **L'ORDONNANCE BÉNÉFICIAIRE PRIORITAIREMENT A DES JEUNES ET A DES CHÔMEURS.** — Le conseil des ministres a approuvé l'ordonnance relative à la durée du travail. Un décret en précisera les conditions de mise en œuvre, en ce qui concerne notamment l'ampleur des réductions de durée de travail et les modalités de mise en œuvre.

● **LA FORME D'UNE ORDONNANCE DE COTISATIONS PÉDAGOGIQUES DE SECURITE SOCIALE.** — L'importance de cette loi tient compte de la situation des cotisations de sécurité sociale. Un décret en précisera les conditions de mise en œuvre, en ce qui concerne notamment l'ampleur des réductions de durée de travail et les modalités de mise en œuvre.

● **L'ORDONNANCE, ENFIN, PERMETTRA A DES SALARIES AGES DE PLUS DE 55 ANS DE TRAVAILER A MI-Temps.** — L'ordonnance relative à la durée du travail, en bénéficiant d'une allocation complémentaire de revenus, à condition qu'ils soient remplacés dans le cadre des contrats de solidarité.

Le projet d'ordonnance relative aux contrats de solidarité passés entre l'Etat et les collectivités locales sera soumis à l'approbation du conseil des ministres du 29 janvier 1982.

● **SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.** Le conseil des ministres a approuvé le projet de loi relatif à l'extension du statut de la commune de Saint-Pierre-et-Miquelon.

En effet, le régime électoral prévu par le conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, devenu caduc, il appartient à la loi de fixer les règles définitives d'élection de cette assemblée en vue de son renouvellement en mars prochain.

Le scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage a été retenu afin de permettre à l'assemblée du département de gérer dans les meilleures conditions les intérêts de Saint-Pierre-et-Miquelon.

● **RELATIONS EXTERIEURES.** Le ministre des relations extérieures a rendu compte de l'audience qu'il a accordée le 9 janvier, au cours de laquelle ont été examinés les principaux problèmes internationaux du moment.

● **LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT.** Le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement a rappelé l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement ouverte le 22 janvier 1982, tel qu'il a été fixé par décret du président de la République du 8 janvier, et a fait part au conseil du calendrier des travaux prévus par la commission des présidents de chaque Assemblée.

● **LES REMUNERATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE.** Le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a présenté une communication sur le bilan et les perspectives de la concertation en cours dans la fonction publique. Il a annoncé l'ouverture prochaine de discussions salariales, exposé les orientations générales de la remise en ordre des rémunérations qui donneront lieu prochainement à des négociations avec les organisations syndicales.

Un comité interministériel va être mis en place pour la mise en œuvre de la simplification du système indiciaire, des primes et indemnités, ainsi que des traitements hors échelle.

● **L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.** Le ministre de l'éducation nationale a fait un bilan de la situation de l'enseignement technique, objectif prioritaire compte tenu de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage et de la nécessité de former des techniciens supérieurs, instituteurs universitaires de technologie.

Il a conduit à trois types d'actions :

1) **ACTIONS SUR LES CONTENUS ET LES VILLES DE FORMATION.** Les techniques nouvelles doivent être introduites dans les programmes de formation conduisant aux divers diplômes. Le Plan « machines-outils », qui affecte 430 millions de francs pendant trois ans à l'éducation nationale pour la modernisation de son parc machines, en est un élément important. Les filières de formation doivent être étoffées, notamment en développant les tronc communs et en évitant les spécialisations précoces. Les besoins régionaux et locaux seront pris en considération.

En outre, la plupart des établissements publics régionaux ont accepté de participer, en 1982, à la construction de lycées d'enseignement professionnel et de lycées techniques. Dans ce cas, l'Etat accompagnera l'effort ainsi consenti en augmentant la dotation des régions de 100 millions de francs.

Un crédit de 100 millions de francs a été prévu à cet effet sur les crédits d'équipement du budget de l'éducation nationale. Le second objectif concerne la rénovation pédagogique : de véritables équipes pédagogiques seront constituées et des établissements seront ouverts sur leur environnement économique et social.

Enfin, l'action sur les conditions d'accueil des élèves sera poursuivie au temps passé hors de la classe ou de l'atelier. C'est notamment le sens du développement des programmes d'actions éducatives.

2) **ACTIONS SOCIALES.** Le budget initial de 1982 prévoit déjà une revalorisation des bourses dans l'ensemble de l'enseignement technique. La dotation supplémentaire de 95 millions de francs allouée par le Parlement permet de faire passer le montant mensuel moyen des bourses des élèves au cycle terminal de lycée d'enseignement technique de 173 F à 444 F. Cet effort considérable marque la volonté du ministre de consacrer des moyens importants pour favoriser l'accès de tous à la formation professionnelle.

3) **LA FORMATION DES ENSEIGNANTS.** Le ministre de l'éducation nationale a fait un bilan de la situation de l'enseignement technique, objectif prioritaire compte tenu de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage et de la nécessité de former des techniciens supérieurs, instituteurs universitaires de technologie.

Il a conduit à trois types d'actions :

1) **ACTIONS SUR LES CONTENUS ET LES VILLES DE FORMATION.** Les techniques nouvelles doivent être introduites dans les programmes de formation conduisant aux divers diplômes. Le Plan « machines-outils », qui affecte 430 millions de francs pendant trois ans à l'éducation nationale pour la modernisation de son parc machines, en est un élément important. Les filières de formation doivent être étoffées, notamment en développant les tronc communs et en évitant les spécialisations précoces. Les besoins régionaux et locaux seront pris en considération.

En outre, la plupart des établissements publics régionaux ont accepté de participer, en 1982, à la construction de lycées d'enseignement professionnel et de lycées techniques. Dans ce cas, l'Etat accompagnera l'effort ainsi consenti en augmentant la dotation des régions de 100 millions de francs.

Un crédit de 100 millions de francs a été prévu à cet effet sur les crédits d'équipement du budget de l'éducation nationale. Le second objectif concerne la rénovation pédagogique : de véritables équipes pédagogiques seront constituées et des établissements seront ouverts sur leur environnement économique et social.

Enfin, l'action sur les conditions d'accueil des élèves sera poursuivie au temps passé hors de la classe ou de l'atelier. C'est notamment le sens du développement des programmes d'actions éducatives.

2) **ACTIONS SOCIALES.** Le budget initial de 1982 prévoit déjà une revalorisation des bourses dans l'ensemble de l'enseignement technique. La dotation supplémentaire de 95 millions de francs allouée par le Parlement permet de faire passer le montant mensuel moyen des bourses des élèves au cycle terminal de lycée d'enseignement technique de 173 F à 444 F. Cet effort considérable marque la volonté du ministre de consacrer des moyens importants pour favoriser l'accès de tous à la formation professionnelle.

3) **LA FORMATION DES ENSEIGNANTS.** Le ministre de l'éducation nationale a fait un bilan de la situation de l'enseignement technique, objectif prioritaire compte tenu de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage et de la nécessité de former des techniciens supérieurs, instituteurs universitaires de technologie.

Il a conduit à trois types d'actions :

1) **ACTIONS SUR LES CONTENUS ET LES VILLES DE FORMATION.** Les techniques nouvelles doivent être introduites dans les programmes de formation conduisant aux divers diplômes. Le Plan « machines-outils », qui affecte 430 millions de francs pendant trois ans à l'éducation nationale pour la modernisation de son parc machines, en est un élément important. Les filières de formation doivent être étoffées, notamment en développant les tronc communs et en évitant les spécialisations précoces. Les besoins régionaux et locaux seront pris en considération.

En outre, la plupart des établissements publics régionaux ont accepté de participer, en 1982, à la construction de lycées d'enseignement professionnel et de lycées techniques. Dans ce cas, l'Etat accompagnera l'effort ainsi consenti en augmentant la dotation des régions de 100 millions de francs.

Un crédit de 100 millions de francs a été prévu à cet effet sur les crédits d'équipement du budget de l'éducation nationale. Le second objectif concerne la rénovation pédagogique : de véritables équipes pédagogiques seront constituées et des établissements seront ouverts sur leur environnement économique et social.

Enfin, l'action sur les conditions d'accueil des élèves sera poursuivie au temps passé hors de la classe ou de l'atelier. C'est notamment le sens du développement des programmes d'actions éducatives.

2) **ACTIONS SOCIALES.** Le budget initial de 1982 prévoit déjà une revalorisation des bourses dans l'ensemble de l'enseignement technique. La dotation supplémentaire de 95 millions de francs allouée par le Parlement permet de faire passer le montant mensuel moyen des bourses des élèves au cycle terminal de lycée d'enseignement technique de 173 F à 444 F. Cet effort considérable marque la volonté du ministre de consacrer des moyens importants pour favoriser l'accès de tous à la formation professionnelle.

3) **LA FORMATION DES ENSEIGNANTS.** Le ministre de l'éducation nationale a fait un bilan de la situation de l'enseignement technique, objectif prioritaire compte tenu de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage et de la nécessité de former des techniciens supérieurs, instituteurs universitaires de technologie.

Il a conduit à trois types d'actions :

1) **ACTIONS SUR LES CONTENUS ET LES VILLES DE FORMATION.** Les techniques nouvelles doivent être introduites dans les programmes de formation conduisant aux divers diplômes. Le Plan « machines-outils », qui affecte 430 millions de francs pendant trois ans à l'éducation nationale pour la modernisation de son parc machines, en est un élément important. Les filières de formation doivent être étoffées, notamment en développant les tronc communs et en évitant les spécialisations précoces. Les besoins régionaux et locaux seront pris en considération.

En outre, la plupart des établissements publics régionaux ont accepté de participer, en 1982, à la construction de lycées d'enseignement professionnel et de lycées techniques. Dans ce cas, l'Etat accompagnera l'effort ainsi consenti en augmentant la dotation des régions de 100 millions de francs.

Un crédit de 100 millions de francs a été prévu à cet effet sur les crédits d'équipement du budget de l'éducation nationale. Le second objectif concerne la rénovation pédagogique : de véritables équipes pédagogiques seront constituées et des établissements seront ouverts sur leur environnement économique et social.

Enfin, l'action sur les conditions d'accueil des élèves sera poursuivie au temps passé hors de la classe ou de l'atelier. C'est notamment le sens du développement des programmes d'actions éducatives.

2) **ACTIONS SOCIALES.** Le budget initial de 1982 prévoit déjà une revalorisation des bourses dans l'ensemble de l'enseignement technique. La dotation supplémentaire de 95 millions de francs allouée par le Parlement permet de faire passer le montant mensuel moyen des bourses des élèves au cycle terminal de lycée d'enseignement technique de 173 F à 444 F. Cet effort considérable marque la volonté du ministre de consacrer des moyens importants pour favoriser l'accès de tous à la formation professionnelle.

3) **LA FORMATION DES ENSEIGNANTS.** Le ministre de l'éducation nationale a fait un bilan de la situation de l'enseignement technique, objectif prioritaire compte tenu de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage et de la nécessité de former des techniciens supérieurs, instituteurs universitaires de technologie.

« Un petit chef-d'œuvre de précision historique, de mesure et de finesse... »

ANNIE KRIEGLER/LE FIGARO

La ligne rouge des hauts fourneaux

Et c'est si simple de rester

« Ce livre brosse un tableau passionnant et il éclaire, d'un jour nouveau, la réalité de l'industrie lorraine. »

TÉMOIGNAGE CHRETIEN

la ligne rouge des hauts fourneaux

ROGER BONNET

ROGER HUMBERT

1 vol. broché, 384 p., 24 x 15

denoël/serpenoise



Je suis en vacances

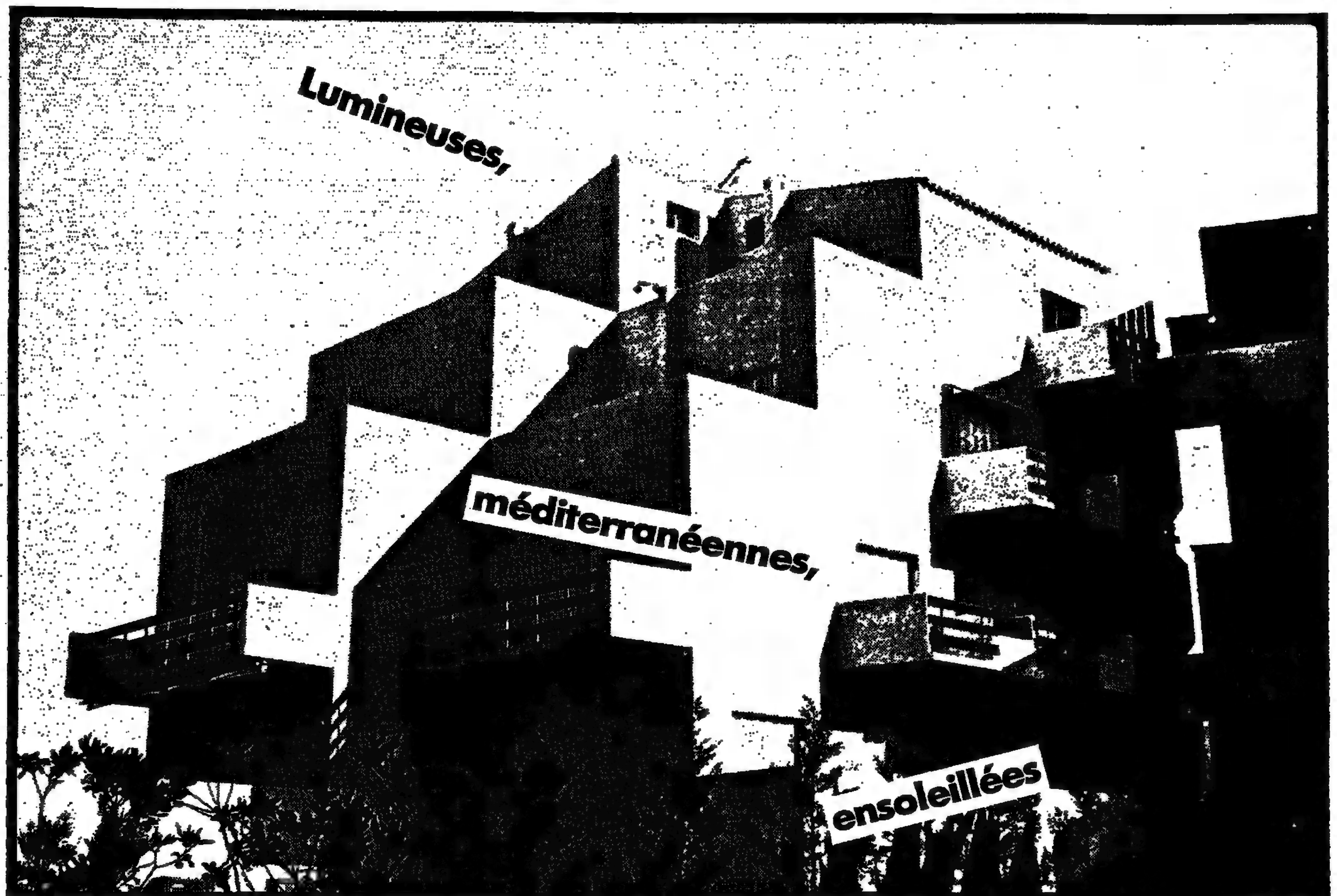
DANS LES DOM
confirmer
M. Emmanuelli

M. DELORS AFFIRME
QUE LE REDRESSER
SE PÉCUT

La ligne rouge
des hauts fourneaux

la ligne rouge
des hauts fourneaux

denoël serpente



R. ex.: Maison «Le Beuprés», Cap-d'Agde, Languedoc-Roussillon. Studio p. 1 à 4 pers. (2^e étage), F 505 p. semaine (juin). Plage 300 m. Magasins, bars, restaurants à proximité. Mademoiselle Odile Mercier se fera un plaisir de vous dire si l'appartement est encore libre.



R. ex.: St. Anton, Vorarlberg (A). App. 2 pces (1^{er} étage), p. 4 pers., F 1350 p. semaine (juin). Balcon, pelouse (200 m²), meubles de jardin, transatlantiques. Prière de demander à Mademoiselle Odile Mercier si l'appartement est encore libre.

Il existe des hôtels et logements de vacances INTERHOME en France, en Suisse, en Autriche, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Yougoslavie, etc.

Prénom/Nom: _____

Adresse: _____ Tél.: _____

C.R./Localité: _____

INTERHOME, 15, avenue Jean Aicard, 75011 Paris, tél. 1-355.44.25.

INTERHOME

Veuillez m'envoyer:
☐ Le prospectus en couleurs «Hôtels et logements de vacances 1982», gratuitement et sans engagement de ma part.
☐ Le guide de vacances INTERHOME 1982 avec 680 pages ainsi que descriptifs exacts et illustrations de plus de 15 000 maisons ou appartements de vacances et 2000 chambres d'hôtel.

CATASTROPHES

A WASHINGTON

Un avion heurte un pont et s'abîme dans le Potomac

Plus de soixante-dix morts

De notre correspondant

Washington. — Avec un accident d'avion particulièrement dramatique (plus de soixante-dix victimes) et le déraillement d'une rame de métro qui devait faire trois morts et une quinzaine de blessés, la capitale des États-Unis a connu, mercredi 13 janvier, une des journées les plus tristes de son histoire récente. En raison de la tempête de neige qui semble être à l'origine de la catastrophe aérienne, le président Reagan et le maire de la ville ont autorisé les employés fédéraux et municipaux n'occupant pas une fonction « essentielle » à rester chez eux ce jeudi 14 janvier.

Washington compte deux grands aéroports : Dulles (pour les vols internationaux) et National. Ce dernier, situé à 3 kilomètres seulement de la Maison Blanche, en bordure du Potomac, avait été fermé mercredi après-midi en raison du mauvais temps. Vers 16 heures, juste après la réouverture, et alors que la visibilité était de 800 mètres, un Boeing-727 d'Air Florida décollait avec soixante-dix passagers et cinq membres d'équipage à son bord, à destination de Tampa (Floride). Il frôla le pont de la Quatrième Rue qu'il était censé survoler, décapitant cinq véhicules au passage, avant de tomber dans le fleuve, le Potomac, à moitié gelé.

Une course contre la montre s'engagea aussitôt chez les secouristes. Il était clair que personne ne pouvait survivre à un séjour prolongé dans une eau aussi froide. Des hélicoptères Amec-Charlotte Vorne, ainsi que de leur mécanicien Claude Garfield, qui participait au volé Paris-Dakar.

Le ministre de la défense, M. Charles Herns a annoncé, mercredi 13 janvier, à l'issue du conseil des ministres, qu'il avait décidé d'envoyer trois avions militaires américains à la recherche de la machine.

Suspendue à la tombée de la nuit de mercredi, la recherche est repartie, ce jeudi 14 janvier, dès l'aube, sans donner de résultats.

M. Denis Thatcher, le père de M. Mark Thatcher, a quitté la Grande-Bretagne, mercredi, pour rejoindre l'Amérique et assister à la cérémonie funéraire de son fils.

Un homme accroché au train d'atterrissage d'un Boeing 727 qui a décollé mercredi 13 janvier après-midi de Port-au-Prince pour New York s'est écrasé au sol sur l'aéroport de la capitale haïtienne. Le cadavre méconnaissable n'a pas pu être identifié. (A.F.P.)

Interdiction de chasser. — Des manifestations ont été observées aux alentours de la région, en concertation avec les responsables syndicaux, les conditions de fermeture de la chasse en raison des conséquences de l'acheminement de la neige, indiquent-ils au ministre de l'environnement.

Cette mesure préfectorale, qui est autorisée par le code rural quand les conditions climatiques font courir un danger à la faune, risque cependant, compte tenu du délai de publication des arrêtés, d'arriver trop tard, entraînant certaines associations de protection de la nature.

sept personnes ont pu être sauvées des eaux. On ne comptait plus que cinq passagers survivants jeudi en début de matinée. Et il fallait ajouter à la liste des victimes six automobilistes tués ou grièvement blessés sur le pont.

Selon leur habitude, les chaînes de télévision américaines se sont précipitées. On a pu suivre ces opérations de secours en direct — et avec un immense malaise. Personne ne pouvait censurer les images, recueillies dans des conditions exceptionnelles. Des corps ensanglantés étaient extraits à grand peine des voitures enfoncées sur le pont. Une passerelle de l'avion, éparpillée, flottait à la surface de l'eau et commença à se noyer. Un sapeur-pompier plongea entre deux blocs de glace, la ramenant à la surface. Tout cela sous la neige, en contre-jour, devant des millions de téléspectateurs stupéfaits, impuissants.

Les causes de la catastrophe n'étaient pas encore éclaircies ce jeudi matin, d'autant que la « boîte noire » se trouvait encore dans le carter. On se demandait, en particulier, si l'appareil avait été convenablement dégivré avant le décollage par l'aspersion d'un liquide spécial.

C'est la première fois qu'un avion de ligne s'écrase aux États-Unis depuis l'accident d'un Boeing 727 à Chicago en mai 1978. C'est aussi la première catastrophe aérienne depuis le bombardement de trente mille aiguilles du ciel par M. Reagan, l'été dernier. Si l'enquête établit qu'une erreur de pilotage ou un défaut de contrôle, cela provoquera certainement une polémique. La Maison Blanche s'est empressée, mercredi, de souligner, au cas où, que les pilotes de Washington (non prévisibles ou nouvellement

embauchés) n'étaient rien à se reprocher.

Le National Airport fait l'objet d'un vieux débat. Les pilotes lui reprochent d'être situé trop près de la ville, d'avoir des pistes trop courtes et un trafic excessif. Ses défenseurs répliquent très sérieusement : « National est si dangereux qu'il en devient très sûr parce que les pilotes font attention ». Cet aéroport, construit en 1941, a, en tout cas, un taux d'accidents plus faible que la moyenne : la dernière catastrophe remonte à juin 1979.

Le déraillement de la rame de métro est survenu vingt-cinq minutes après l'accident aérien. C'est la première fois à Washington que le Subway, inauguré en 1976, donne lieu à un accident mortel.

R. S.

SPORTS

TENNIS

McEnroe-Connors match-vedette de la deuxième journée du «Masters»

La rencontre entre les Américains McEnroe et Jimmy Connors continuera, ce jeudi 14 janvier, le match-vedette de la deuxième journée du «Masters» (tournoi des maîtres), qui a commencé mercredi au Madison Square Garden, à New-York.

Au cours de la première journée, Vilas a battu Clerc, 6-1, 7-5 ; Connors a dominé Teichner, 7-3, 6-1 ; McEnroe a pris le meilleur sur Tanner, 6-3, 6-2 ; et Lendl a remporté, pour la première fois, un match contre Gerulaitis, 4-6, 7-5, 6-2.

De notre envoyé spécial

NEW-YORK. — Dès une heure de l'après-midi, les Américains Jimmy Connors et Eliot Teichner, premiers des huit « grands maîtres » firent leur entrée sur le terrain. Le public s'était alors composé de groupes scolaires éparpillés dans l'immense amphithéâtre et du premier carré des femmes, entre les Arrogins Guillermo Vilas et José Luis Clerc, se termina à l'avantage du premier, en deux sets (6-1, 7-5).

La qualité de jeu changea du tout au tout au début de la sol-

Le premier match opposait Ivan Lendl à Vilas Gerulaitis et les nombreux connaisseurs qui avaient loué leur place composaient une salle de près de dix mille spectateurs. Pour venir au monde on n'aurait voulu manquer cette confrontation. Lendl, en deux précédentes rencontres, n'a jamais gagné face à Gerulaitis. Les deux joueurs sont d'autant plus intéressants aux yeux des new-yorkais que ce sont l'un et l'autre des « self made men » incarnant la promotion moderne du tennis « prolétaire ».

De sang slave, les deux joueurs sont dissemblables. Le Tchèque Lendl, hermétique sous son masque aux yeux caves auquel il ne manque qu'une lampe de mineur pour attester son pays d'origine, est né il y a vingt et un ans à Ostrava ; Gerulaitis, avec son profil de « rocky » à la crinière blonde, porteur d'un prénom de roi d'Israël, né à New York — il y a vingt-neuf ans.

Lendl est plutôt un « gagnogros » qui réalise consciencieusement à la fédération tchécoslovaque 20 % de ses profits ; Gerulaitis est un boyard qui flambe ses millions dans la capitale du « jet set » new-yorkais. Lendl fut plus favorisé que Gerulaitis à ses débuts, ayant été entraîné par sa mère, troisième jeune tchèque du monde, D'Olga Janitova : il bénéficie actuellement des soins de l'excellent volleyeur Wojtek Fibak, qui l'a « mis en », ces dernières semaines, dans sa propriété de Greenwich — miraculeusement protégée par un Polonais — sur les rivages nostalgiques du Connecticut.

Gerulaitis, pour sa part, est au sens littéral un enfant de la balle. Il apprit à jouer d'importe comment dans les parcs populaires de Queens. Il était à pied d'œuvre, tout à côté, en fait, par les cottages luxueux, s'élevaient le très sélect Country Club de Forest Hills, et romanesque qu'il servit de théâtre à Eliahu pour l'histoire du Nord-Est. La chance vint alors que Harry Hopman, le sorcier australien qui formait les jeunes dans son académie voisine de la Washington, s'intéressa à lui. Les résultats ne tardèrent pas : champion d'Australie en 1977, il avait encore été, en septembre dernier, finaliste à Washington. Meadow après avoir précédemment éliminé Lendl en cinq sets.

McEnroe, Le Madison Square Garden sans doute inspiré moins Gerulaitis que d'autres lieux de Manhattan où il fit la fête. Il fut cette fois battu par Lendl. Pendant les deux premiers sets, pourtant, il eut l'avantage en distribuant au filet des volées superbes jusqu'à ce qu'il prit la tête par 6-4, à la fin du premier set, il eut une belle coupe d'enlever la partie. Sans pitié, le Tchèque commença alors à « bombarder » Gerulaitis qui perdit insensiblement son équilibre. Lendl parvenait à gagner le deuxième set. A la troisième manche, Gerulaitis soutenait toujours superbement, mais ses défenses se faisaient de plus en plus faibles. Les points, les jeux se mirent à défilier très vite et Lendl, implacable, termina le match par une volée de toute beauté. Score : 4-6, 7-6, 6-2.

Le dernier match, qui opposait John McEnroe et Roscoe Tanner, fut une pure formalité et le premier nommé l'emporta par 6-3, 6-2. L'expérience majeure pour McEnroe est à présent sa rencontre face à Jimmy Connors. C'est le clin de la deuxième soirée.

OLIVIER MERLIN.

D'un sport à l'autre...

ATHLÉTISME. — L'association polonaise d'athlétisme a annoncé la formation d'une équipe de relais pour le 21 mars. L'agence polonaise P.A.P. qui a reporté la 14e édition de la formation, n'a fait aucun commentaire. Ces championnats pourraient être organisés à Rome.

RUGBY. — Le match de Tournai des cinq nations Irlande-Pays de Galles qui devait avoir lieu samedi 13 janvier au stade de Lansdowne Road de Dublin a été reporté en raison des mauvaises conditions météorologiques régnant dans la capitale irlandaise.

INTEMPÉRIES

Importante crue de la Seine

Alors que les services de la Météorologie nationale prévoient que le temps très froid et sec devrait persister, au moins jusqu'à la fin de cette semaine, sur la moitié nord de la France — où le thermomètre est descendu jusqu'à -18 degrés, — les menaces d'inondations restent vives.

La Seine, en crue dans les régions de Melun et de Montargis (Seine-et-Marne) et sur plusieurs points du Val-de-Marne, des Yvelines et de l'Essonnes, continue de provoquer de graves perturbations. A Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), le maire a pris un arrêté d'évacuation concernant quelque cent cinquante familles dont les habitations sont menacées, mais ce jeudi, seules quatre ou cinq personnes âgées avaient accepté d'y obtempérer.

Dans la capitale, la Seine devait atteindre, ce 14 janvier, la cote de 6,20 mètres. Le maire de Paris a pris des mesures préventives intéressant les huitième, douzième, quinzième et

seizième arrondissements. Ainsi un muret en béton armé a-t-il été édifié, le 13 janvier, en bordure des berges, tandis que les rampes d'accès et les escaliers menant au fleuve étaient fermées à l'aide de madriers. Enfin, des « chemises » de parpaings ont été mises en place autour de six cents plaques ou bouches d'égouts pour empêcher les eaux usées d'envahir trottoirs et chaussées.

Si le trafic ferroviaire est redevenu presque normal, plusieurs dizaines de milliers de familles restent toujours privées d'électricité, en dépit des efforts déployés par les techniciens d'E.D.F.

A la direction d'E.D.F. on indiquait, ce jeudi matin, que quatre « points noirs » — la région d'Evreux (Eure), de Mantes (Yvelines) et plusieurs communes du Val-d'Oise et de l'Oise — ne pourraient être résorbés avant la fin de la semaine.

DANS L'EURE

Ferrières, village givré

De notre envoyé spécial

Evreux. — Ferrières-la-Croix, un village givré. Les météorologues de la base aérienne d'Evreux expliquent le phénomène : de l'eau en suspension, une pluie qui traverse 500 mètres d'air froid et qui, tout en restant liquide au-dessous de zéro degré, se fige immédiatement sur le sol. C'est joliment une décoration de Noël : des maisons, des fontaines sous verre, les arbres ployant sous les pampilles et le soleil jouant dans le paysage.

L'effet est réussi. Mais les manœuvres de plusieurs centaines d'électriciens qui pendant dix jours ont travaillé à réparer les lignes électriques cassées tout dans un bris de glace. « C'est plus 2 litres par mètre, et il y a trois fois par poteau », M. Joseph Cabral, chef du centre E.D.F. de l'Eure, mesure l'étendue des dégâts : « Dimanche, il y aura encore 20 000 habitants privés d'électricité. » Environ 5 000 personnes habitent dans les environs de cette « pluie givrante ». 620 employés d'E.D.F. repèrent les poteaux abîmés, rétablissent le courant dans les campagnes, mais il faudra plusieurs jours encore pour tout réparer.

A Ferrières, on s'installe dans une vie sans eau ni électricité, sous le givre et la neige qui amortissent tous les bruits. Dans le Grand-Rue, où court un froid de loup, un homme, qui thiba sur la glace, passe avec un tuyau de poêle sous le bras. Il portait équilibre sur le sol. L'école est fermée — la cantinelle qui colle le givre à la chaudière a décollé, et l'école et l'école du panneau de signalisation restent la jambe en l'air sous une épaisseur gelée. « J'y vais tous les matins, dit Mme Groult, l'institutrice, mais comme il n'y a pas de ramassage scolaire, les élèves sont absents ».

M. Jean-Claude Jouis, maçon, « aux intempéries », a pris ses précautions, mais sous le vent, sa provision d'eau se fige lentement dans des seaux et au pied du mur de son jardin, sur le sol de midi, le thermomètre descendait dans des eaux, et sur marque moins 7 degrés. Il a d'abord pensé au congélateur, qu'il a branché au groupe électrogène du voisin. Des file de fortune barrant les rues avec

pas détrempé, mais c'est tout comme. M. Henri Courty, maire de l'Eure, organise des réunions d'information pour les élus qui se laisseraient engourdir par le froid en attendant les secours ; le directeur de l'équipement fait sauter les routes à l'aide des arbres, les gendarmes utilisant leur fréquence pour faciliter le trafic ferroviaire et l'armée transporte des « armements de support » pour E.D.F. A présent, nous sommes préoccupés par la montée des eaux, dit M. Portelli. Il faut souhaiter que nous n'ayons pas un redoux trop brusque. « Déjà, les pompiers dégagent les branches rompues qui bouchent les ruisseaux ».

A Ferrières, les statistiques de l'administration glissent sur la patinoire des rues, le facteur en après-éti fait sa tournée comme d'habitude. A part lui, quand il n'est pas venu nous laisser partir, je suis venu tous les jours, heureusement que j'ai ma pelle avec moi.

Une vieille dame confie des lettres au préposé, et aussitôt il démarre : « Attention devant, je n'ai pas de pneus à clous. » Il croise en zigzaguant la 4-L de l'E.D.F., qui repère les poteaux tombés dans les champs. Un vrai trafic sous l'ennemi du charcutier (un cochon de fer forgé, aux pieds duquel pendent trois saucisses), le froid n'a pas coupé le passage ni même les petites conversations au grand air. « Il y a, dit un trigoniste, à plaindre les vieux et les bébés, qui, malheureusement, ont besoin de chaleur, mais ma couette, elle couvre ses poils, elle est ridicule. » Le charcutier se désespère : « Sans électricité et sans eau, pas moyen de fabriquer du boudin ; il a fallu que j'aille à un hachoir électrique d'Evreux pour faire mes andouilles, et le malheur est en panne. » Pour le café c'est pareil, dit un amateurlit, les vieux moulin on en a fait des lampes, et le charcutier continue : « Cette semaine, je n'ai pu tuer qu'une seule bête et je n'ai presque rien vendu ; avec le panne de courant, les gens mangent tout ce que contient leur congélateur. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

FAITS DIVERS

LA POLICE ENTEND LES TÉMOINS DE L'AFFAIRE RANUCCI

Le rafte Paris-Dakar TROIS AVIONS MILITAIRES FRANÇAIS PARTICIPERONT A LA RECHERCHE DE M. MARK THATCHER ET DE SES COÉQUIPIERS

On était toujours sans nouvelles, ce jeudi 14 janvier au fin de matinée, de M. Mark Thatcher, fils du premier ministre britannique, et de sa coéquipière française Anne-Charlotte Vorne, ainsi que de leur mécanicien Claude Garfield, qui participait au volé Paris-Dakar.

Le ministre de la défense, M. Charles Herns a annoncé, mercredi 13 janvier, à l'issue du conseil des ministres, qu'il avait décidé d'envoyer trois avions militaires américains à la recherche de la machine.

Suspendue à la tombée de la nuit de mercredi, la recherche est repartie, ce jeudi 14 janvier, dès l'aube, sans donner de résultats.

M. Denis Thatcher, le père de M. Mark Thatcher, a quitté la Grande-Bretagne, mercredi, pour rejoindre l'Amérique et assister à la cérémonie funéraire de son fils.

Un homme accroché au train d'atterrissage d'un Boeing 727 qui a décollé mercredi 13 janvier après-midi de Port-au-Prince pour New York s'est écrasé au sol sur l'aéroport de la capitale haïtienne. Le cadavre méconnaissable n'a pas pu être identifié. (A.F.P.)

Interdiction de chasser. — Des manifestations ont été observées aux alentours de la région, en concertation avec les responsables syndicaux, les conditions de fermeture de la chasse en raison des conséquences de l'acheminement de la neige, indiquent-ils au ministre de l'environnement.

Cette mesure préfectorale, qui est autorisée par le code rural quand les conditions climatiques font courir un danger à la faune, risque cependant, compte tenu du délai de publication des arrêtés, d'arriver trop tard, entraînant certaines associations de protection de la nature.

Les conclusions de l'enquête en vue d'une éventuelle révision du procès de Christian Ranucci, condamné en 1976 pour le meurtre de la petite Marie-Dolores Rambia, devraient être connues à la fin du mois de janvier. Un haut fonctionnaire de police, le sous-directeur adjoint Joseph Le Brun, a été chargé par le parquet d'Aix-en-Provence de voir certains témoins de l'affaire et de vérifier les « faits nouveaux ».

C'est aussi la première catastrophe aérienne depuis le bombardement de trente mille aiguilles du ciel par M. Reagan, l'été dernier. Si l'enquête établit qu'une erreur de pilotage ou un défaut de contrôle, cela provoquera certainement une polémique. La Maison Blanche s'est empressée, mercredi, de souligner, au cas où, que les pilotes de Washington (non prévisibles ou nouvellement

Selon certaines informations, les deux avocats désignés pour l'abandon de l'affaire de Ranucci, M. Jean-Pierre Bredin et Jean-François Le Forcener, avaient avancé pour justifier, le 18 août 1981, une nouvelle révision en révision (le Monde du 14 janvier).

Les quatre membres de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (A.S.A.L.A.), détenus à la prison de Fleury-Mérogis, ont entrepris, lundi 11 janvier, une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Ils protestent ainsi contre la condamnation à quinze ans de réclusion, à Genève le 23 décembre 1981, d'un autre membre de l'A.S.A.L.A., M. Martine Jangoulian, déclaré coupable du meurtre d'un diplomate turc.

De leur côté, trois militants du mouvement Libération arménienne, proche de l'A.S.A.L.A., ont entrepris, à la même date, une grève de la faim pour soutenir l'action des prisonniers.

Berlin. «Libération arménienne» appelle à une manifestation, ce jeudi 14 janvier, à 18 h 30, devant l'ambassade de Suisse à Paris.

Le Conseil d'Etat. — Sur proposition du garde des sceaux, le conseil des ministres du 13 décembre a nommé conseiller d'Etat, au tour extérieur, M. Philippe Richer, ministre plénipotentiaire, en remplacement de M. Alexandre de Marnoches, admis sur sa demande à la retraite.

La ligne rouge des hauts fourneaux



la ligne rouge des hauts fourneaux

déclat surprise

MÉDECINE

Les lits privés dans les hôpitaux publics seront supprimés le 1^{er} juillet prochain

L'extinction complète du système est prévue pour la fin 1986

Lors d'une rencontre avec la presse organisée à Saint-Ouen le mercredi 13 janvier (1), M. Jack Ralite, ministre de la santé, a précisé les modalités de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Il a aussi tracé les grandes lignes de l'action qu'il entendait mener dans les mois qui viennent.

Il a indiqué que le 4 mars prochain quatre conseils régionaux de promotion pour la santé seraient installés (en Bretagne, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Languedoc-Roussillon et en Lorraine). Ces conseils, placés sous l'autorité des directeurs régionaux de l'action sanitaire et sociale, disposeront de moyens financiers propres, 55 millions de francs ayant été attribués à ce programme dans le budget 1982. Ils seront chargés, a précisé M. Ralite, de définir les priorités et d'évaluer les incidences des actions menées. Ils informeront largement la population en vue de la faire participer aux initiatives dans le secteur de la prévention.

Le ministre a, d'autre part, annoncé qu'un projet de loi sur les urgences serait déposé lors de la session de printemps de l'Assemblée nationale. Rappelant que dans dix-neuf départements il n'existait aucun service d'aide médicale d'urgence (SAMU) (2), M. Ralite a indiqué que le

projet de loi apporterait, sur deux ans, les réponses qui s'imposent. Abordant, tour à tour, les actions en cours dans le domaine de la coopération internationale, de la politique du médicament, de la recherche et des professions para-médicales, le ministre a aussi donné quelques indications sur la politique menée dans le domaine du matériel biomédical. Il a notamment indiqué que les nouveaux scanners qui seront installés dans les hôpitaux seront, dans une proportion importante, de fabrication française. L'Assistance publique de Paris, les hôpitaux de La Rochelle, Versailles, Strasbourg et le centre anticancéreux de Rouen ont décidé de passer commande à la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.). Le ministre a aussi annoncé que, pour les autorisations qui seront accordées en 1982, plusieurs scanners seraient attribués au secteur public et au secteur privé à but non lucratif et que quatre appareils seraient destinés à des cliniques privées et à une clinique mutualiste.

M. Ralite a, enfin, annoncé le départ prochain, à destination de la Pologne et de l'Angola, de deux envois de matériel sanitaire et de médicaments. Quant à la charte gouvernementale de la santé, elle sera présentée au conseil des ministres qui durera le troisième semaine de février.

Les textes réglementaires qui seront publiés dans les prochaines semaines établiront un ensemble de mesures qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet prochain. A cette date tous les lits privés des hôpitaux publics seront supprimés. Du 1^{er} juillet au 31 décembre, les médecins hospitaliers pourront choisir de continuer à exercer dans un secteur privé. S'ils le font, ils ne bénéficieront pas des mesures sociales prises pour ceux qui y renouent. D'autre part, ces médecins exerceront leur salaire diminuer de la somme qui correspond aux deux demi-journées hebdomadaires consa-

crées à l'activité privée et le versement des honoraires devra être adressé à l'administration hospitalière. Ce système sera mis en place pour une durée de quatre ans. L'extinction complète du système est fixée au 31 décembre 1986.

Les médecins hospitaliers renonçant à leur activité privée bénéficieront, en revanche, d'une amélioration de leur couverture sociale (cotisations maladie, maternité, retraite). Une prime annuelle — ajoutée aux traitements — permettra notamment aux médecins de continuer à adhérer volontairement à leur régime de

retraite. La couverture sociale des médecins hospitaliers leur permettra de bénéficier d'avantages comparables à ceux des autres agents hospitaliers.

L'humanisation de l'accueil

D'autre part, les médecins hospitalo-universitaires renonçant à leur activité privée seront autorisés sans dérogation à disposer d'une demi-journée hebdomadaire pour exercer dans le secteur extra-hospitalier public ou para-public (Sécurité sociale, mutuelles, tribunaux, S.N.C.F., etc.).

De plus, dans les semaines qui viennent, 1.500 postes de médecins seront nouvellement créés. Compte tenu des demandes déjà formulées, 900 d'entre eux seront affectés — après concertation — de manière à accélérer la mise en place d'un meilleur système d'accueil des malades à l'hôpital.

« Nous allons ainsi passer, a commenté M. Ralite, de l'étape qui vient de se terminer de l'assainissement des hôpitaux à celle de l'humanisation de l'accueil ».

(1) Plusieurs journaux de la grande presse et de la presse médicale n'avaient pas été conviés à cette réunion. Parmi les quotidiens nationaux étaient notamment absents : Libération, le Croix et le Quotidien de Paris. Trois associations de journalistes d'information médicale et sociale (l'Association des journalistes d'information sociale, celle des journalistes médicaux et celle des journalistes d'information médicale) ont justifié leur absence par cette décision.

(2) Les départements dépourvus de SAMU au 1^{er} janvier 1982 sont : l'Ain, l'Aisne, les Alpes-de-Haute-Provence, les Alpes-Maritimes, l'Arde, l'Aveyron, la Haute-Corse, l'Indre-et-Loire, l'Indre, le Lot, la Manche, la Haute-Marne, la Mayenne, la Meuse, le Morbihan, la Gironde, la Vendée, la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique.

Cette réforme qui a divisé la médecine en deux camps, le corps médical hospitalier ne devrait guère laborer de séculaires et, en parallèle, le système d'accueil des malades (au sein des structures hospitalières et en consultation externe) est effectivement et profondément amélioré. D'autre part, le système de libre choix laissé aux médecins concernés jusqu'en 1986 devrait permettre d'éviter la pratique des « dessous de table », principal obstacle à la suppression rapide et totale de toute activité privée.

En faisant disparaître ce qui restait de pratiques libérales dans les structures hospitalières publiques et en donnant aux médecins déjà salariés les mêmes avantages sociaux qu'aux autres agents hospitaliers, les pouvoirs publics tendent à la cohérence. A l'inverse, la profession médicale, depuis toujours attachée à l'exercice libéral et à son indépendance, ne peut manquer d'y voir le danger grandissant de la mainmise de l'Etat sur ses activités. Déjà, les membres de Solidarité médicale ont adopté le langage syndical, et le professeur Bernard Debré, dans son discours d'ouverture de la convention nationale de ce groupement (le Monde des 10 et 11 janvier), exhortait ses troupes en ces termes : « Prenons exemple sur nos grandes sœurs, les centrales syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ».

JEAN-YVES NAU.

La fin d'une époque

En programmant la suppression complète du secteur privé dans les hôpitaux publics, M. Jack Ralite, ministre de la santé, ne traduit pas seulement dans les faits sa décision marquée de la fin d'une époque. Le propos n'est pas seulement politique, même si la gauche avait fait de la suppression du secteur privé l'un de ses chevaux de bataille. Certes, son extinction était bien inscrite dans les engagements pris par M. François Mitterrand, lors de la campagne présidentielle. Pourtant, on peut penser que, quel qu'il ait été le résultat du 10 mai, l'abolition d'un tel privilège était, à court ou moyen terme, quasi inévitable. Même si elle était restée sans suite, la fin de la tentative de moralisation annoncée début 1981 par M. Jacques Barrot illustrerait déjà cette tendance.

Connus depuis longtemps, mais dénoncés depuis peu, les abus commis par certains n'avaient pas manqué de discréditer une pratique qui, d'autre part, assurait au sein des structures hospitalières une qualité d'accueil que n'offrait pas toujours le secteur public. La multiplication des activités auxiliaires doivent faire face les médecins, l'humanisation croissante des hôpitaux et sans doute, pour les plus jeunes, une autre idée de service public ont fait que, d'elles-mêmes, cette pratique commençait à s'éteindre.

Un récent rapport rédigé par le docteur Marcel Fortier, sénateur apparenté R.P.R. d'Indre-et-Loire, rapporteur au Sénat du budget de la santé, indique par exemple que seule 178 % du potentiel total des lits hospitaliers (3.806 sur 219.477) sont des lits privés. Deux médecins sur trois dans les centres hospitaliers régionaux et un sur deux dans les autres centres hospitaliers ont déjà renoncé à user de leurs droits.

Un souci de cohérence

Pourtant, peu de sujets auront, ces derniers mois, autant soulevé de passions dans le monde hospitalier. Le nombre et l'intensité des réactions sont commensurables avec la réalité de cette pratique témoignant de la valeur de symbole que de nombreux

CARNET

Naissances

— André et Catherine BOLLIN ont la joie d'annoncer la naissance de Sophie, le 16 décembre 1981, 8, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

— Benoît Charles SALVANT a la joie de faire part de la naissance de sa petite sœur Johanna, le 7 janvier 1982, 1, rue de Keraille, 92228 Carantec.

Fiançailles

— Christine FANNO et Serge FASTA ont la joie de faire part de leurs fiançailles, à Lyon, le 10 janvier 1982.

Mariages

— Le samedi 9 janvier 1982, en l'église Saint-Germain de Charente (place Saint-Basile, à Paris-20^e), Christian BENEYTON

Catherine LECOQ ont été unis par les liens du mariage, à Paris, 13^e arrondissement, 75013 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer que la cérémonie religieuse concernant les obsèques de

M. Grégoire ASLAN se déroulera le samedi 16 janvier, à 10 h. 30, en l'église arménienne (15, rue Jean-Goujon, Paris-9^e).

De la part de : Mme Ann Aslan, Et des familles Aslanian, Monnet et Wigzell. Les avis tiennent lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Serge CHOUQUAQU, survenu le 10 janvier 1982, à l'âge de quarante ans.

De la part de : Mme Elise Chouquaqui-Dupuy, sa mère, Mme Anouk Chouquaqui-Motelski, son épouse, Marcel, Sabine, Pierre-Alexandre, ses enfants.

Mme Jeanne Chouquaqui-Massolot, M. et Mme Jacques Chouquaqui-Cot et leurs enfants, M. et Mme Philippe Vallant-Chouquaqui et leurs enfants.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu au cimetière parisien de Pantin, dans l'intimité familiale. Le présent avis tient lieu de faire-part.

21, rue Mathurin-Moreau, 75013 Paris.

— Mme Jacques Howlett, M. et Mme Marc-Vincent Howlett et leurs enfants, Julie et Jérôme, M. Mathieu Howlett et Mme Elisabeth Moritz, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques HOWLETT, survenu en son domicile parisien, le 4 janvier 1982, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Ossanges (Lot), le 6 janvier 1982. Cet avis tient lieu de faire-part. 28, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris.

Anniversaires

— Il y a dix ans disparaissait Anne-Marie FAUGERE-TROIN. Ceux qui la connaissent et l'aimaient se souviennent.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée par le R.P. Leroy, le mercredi 20 janvier 1982, à 11 h. 30, en l'église de la Madeleine, à Paris-8^e. A l'attention de

Mme Charles SCHNEIDER, décédée le 4 janvier 1982, et en souvenir de son époux, M. Charles SCHNEIDER, maître de forges.

De la part de : Mme Dominique Schneider et son fils Anne-André, Mme Catherine Schneider et ses fils Charles-Henri, Olivier et Vania, M. et Mme Michel André.

— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de

M. Henry CHARBONNEAU, journaliste-écrivain, le samedi 16 janvier 1982, à 18 heures, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet de Paris.

Communications diverses

— La réunion des anciens élèves de Notre-Dame de Mon des Maisons de France et de tous pays, aura lieu le mercredi 20 janvier 1982, à 18 heures, à 16 heures (51, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris). Messe à 17 h. 30.

— Loge d'étude et de recherche Louis-Clément Rite français traditionnel. Mercredi 27 janvier, à 19 h. 30. « La première décade de la Maçonnerie spéculative : Londres 1773-1777 ». Sur invitation L.N.F. : R.P. 81 - 75180 Paris Cedex 04. Envoi de la charte de la Maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

— La Fondation franco-américaine attribue au printemps prochain, pour l'année universitaire 1982-1983, des bourses de quelques mois à un ou à deux jeunes assistants d'université et chercheurs français se spécialisant dans l'étude des États-Unis contemporains (aspects économiques, politiques ou sociaux exclusivement). Prière d'adresser candidatures, projets de recherche détaillés et état de travaux à la Fondation franco-américaine, 158 avenue Charles-de-Gaulle, 92300 Neuilly-sur-Seine. Tél. 730-00-47.

— Etrangers de Saint-Germain-des-Prés (5, rue de l'abbaye), Séminaire d'état entre 1982 et le 1^{er} mai. Jeudi 22 janvier, à 18 h. 30. Théorie et Musique (D. Charles). Samedi 23 janvier, à 18 h. 30 : Journée H. Maldiney. Jeudi 25 janvier, à 18 h. : Séance avec les psychiatres et psychanalystes (M. Schneider, docteur C. Bistret, F. Dotto). Jeudi 25 mars : Théorie et pratique sophistiques (B. Cauby).

VERS LA LICENCE EN DROIT

préparation à la

CAPACITE EN DROIT

autres préparations : Concours Administratifs L'ECOLE CHEZ SOI enseignement privé à distance

1, rue Thénaud 75240 PARIS CEDEX 05

Tel. 634.21.99

SONA

LA MAISON DE L'INDE

Boutique officielle du Gouvernement de l'Inde

solde

400 rue Saint-Honoré - 75001 Paris

Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

C'est définitif

Un grand nom de la fourrure disparaît.

"Les Fourrures CHOMBERT"

C'est un événement exceptionnel. Les prestigieuses fourrures CHOMBERT sont obligées de former définitivement. Profitez de la très belle "Collection Haute-Fourrure 81/82" et réalisez enfin le rêve de votre vie.

LIQUIDATION D'URGENCE

à des prix de contrainte et à crédit.

2^e démarque sur toutes les fourrures POUR 10 JOURS SEULEMENT.

CHOMBERT - 422, rue Saint-Honoré - Paris (1^{er}) - Téléphone 01 47 40 40 50

AGENCES & PUB

Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle.

FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42

DELTA 24 H - URGENCES 8 MINUTES

ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL

PARIS-12^e - 347.21.32

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 63 ans

5, RUE LACROIXE - PARIS-9^e

Téléphone (le soir) : 707-88-01

**TOUS JOURNAUX
ET REVUES**

anciens et récents sur microfilm
de plus de 3 000 titres disponibles
Réimpression de nouveaux titres à
la demande par association sans
aucun frais.
AC.R.P.P. 4, rue Louvois
75002 PARIS

Chez votre libraire
Jacques ESPANOL
L'HOMME SANS MASQUE
Pièce en deux actes
mettant en scène des personnages
d'une extraordinaire originalité
Éditions du Divres
S.F. 50
13152 Tarascon Cedex

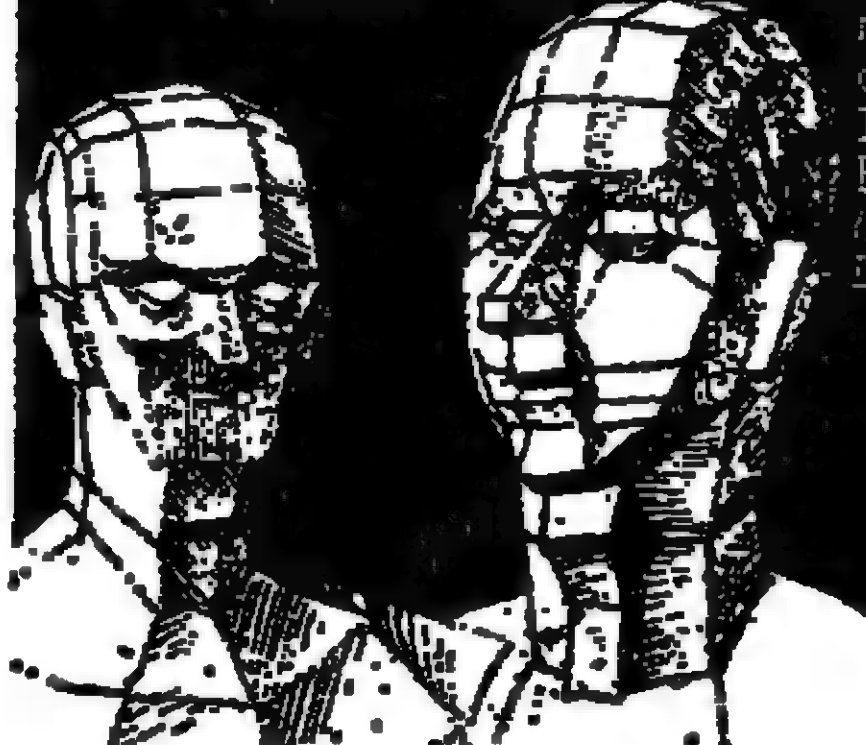
Paul Goma

Les chiens de mort

roman

"Jamais peut-être un témoignage d'une telle force ne s'était fait entendre depuis un pays « satellite » de l'U.R.S.S. Il confirme du même coup un grand écrivain."
(Annie Dubouton - LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

"Le témoignage d'un cauchemar qui fut la vie quotidienne de milliers d'hommes et de femmes de 1962 à 1972 en Roumanie."
(J.M. MERIDIONAL - LA FRANCE)



Hachette

DANS SON NUMÉRO DE JANVIER

Le Monde DE L'ÉDUCATION

DÉSORDRE.
ABSENTEISME.
PUNITIONS.



OÙ EN EST LA DISCIPLINE?

Universités: les études de
langues étrangères appliquées
Les immigrés de la 2ème génération

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

**Le Monde de
L'ÉDUCATION**

La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 90 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 99 F

**Le Monde de
L'ÉDUCATION**

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 90 F (étranger 129 F).

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

03/01/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

la vie littéraire

Les maximes de Michel Campiche

« Les deux sciences les plus tristes : la psychiatrie et l'histoire ; l'une étudie les faiblesses de l'individu, l'autre les faiblesses de l'humanité. » Michel Campiche, qui est professeur d'histoire à Lausanne, a passé plus de quarante ans à enseigner les faiblesses humaines. Elles lui ont également inspiré un bref volume d'aphorismes : *Du haut de la solitude* (Éditions de l'Aire, 50 pages, diffusion PUF), dont l'insolence débusquée ravira ceux qui, comme l'auteur, détestent avec suffisamment de féroce la société pour s'abstenir de la combattre. — ROLAND JACCARD.

La double vie de Gottfried Benn.

En 1964 paraît aux Éditions de Minuit, traduit par Alexandre Vialatte, *Double Vie*, de Gottfried Benn. Deux ans plus tard, ce dernier meurt. La critique oscille alors à son égard entre deux positions contradictoires : l'admiration pour le poète expressionniste, l'auteur de *Morgue* et autres poèmes, qui a incarné, au même titre que Hölderlin, que Traud ou que Celan une étape décisive de la langue allemande, et le rejet. Gottfried Benn est, en effet, accusé d'avoir sinon collaboré avec les nazis, du moins de s'être accommodé de leur pouvoir.

Dans *Double Vie*, aujourd'hui réédité aux Éditions de Minuit avec une préface inédite de Jean-Michel Palmier, Gottfried Benn se justifie en expliquant qu'il choisit « la manière aristocratique d'émigrer » en se faisant affecter comme médecin — il était dermatologue — au service de l'armée. Dans cette autobiographie d'une rare honnêteté, dont Jean-Michel Palmier évoque le « *parti d'apocalypse* et de destruction, de *revers* et d'*émotion* », Benn tente de capter son image à travers son rapport à l'art, l'art qui seul justifie l'univers. — R.J.

Un manuscrit inconnu de Pliny l'Ancien a-t-il été découvert

Une spécialiste de l'Antiquité, Una Woodruff, artiste de surcroît, affirme avoir découvert, dans un vieux manoir anglais, un manuscrit inconnu de Pliny l'Ancien. Elle le publie aujourd'hui avec sa traduction (Éditions AMP, 31, rue de l'Université, 75007 Paris) sous le titre *Inventorium natura*. Ce serait le journal que le célèbre naturaliste du premier siècle de notre ère aurait tenu durant une expédition scientifique. Celle-ci aurait eu pour but de fournir des matériaux pour l'*Histoire naturelle*, écrite en 77 après Jésus-Christ.

Ce journal est accompagné de planches en couleurs décrivant les arbres, animaux, plantes et autres merveilles rencontrées au cours du voyage.

Voilà une découverte qui intéressera à la fois les latinistes, les naturalistes et... les amateurs de canulars. En effet, si le texte exhumé et superbement présenté en album par Una Woodruff est d'une fort bonne latinité, l'inventaire l'accompagne de quelques clin d'œil au lecteur qui s'étonnera, entre autres choses, d'une merveilleuse coïncidence : parmi les compagnons de Pliny il y a un artiste (peintre), Una Silvana. Or, si l'on voulait latiniser le nom d'Una Woodruff on ne le traduirait pas autrement que par... Una Silvana ! — CLAUDE AZIZA.

Les anniversaires de 1982

La Délégation aux célébrations nationales envisage, pour 1982, un certain nombre de manifestations à l'occasion de la mort ou de la naissance d'écrivains, de philosophes et d'historiens. Il est prévu, en particulier, pour :

■ **Le centenaire de la mort de Gobineau**, un colloque international, organisé avec la Société des études romantiques, les 5 et 6 novembre prochain ;

■ **Le bicentenaire de la naissance de Lamennais**, un colloque international, organisé avec la Société des études romantiques, les 18 et 19 juin, ainsi que des manifestations diverses organisées à Saint-Malo et à Brest ;

■ **Le centenaire de la naissance de Louis**

Pergaud, une journée dans les écoles, le 22 janvier (jour de naissance de l'écrivain), ainsi qu'une série de manifestations faisant appel à toutes les techniques d'expression et mises en œuvre tout au long de l'année ;

■ **Le centenaire de la naissance de Charles Vidrac**, une exposition consacrée au « poète de l'amitié », du 7 janvier au 15 février, à la bibliothèque municipale du cinquième arrondissement de Paris, puis à Créteil, en novembre ;

■ **Le centenaire de la naissance de Giraudoux**, deux colloques (voir le Monde du 1^{er} janvier), trois expositions dont une est organisée par le Quai d'Orsay, des représentations théâtrales et des émissions radiotélévisées ;

■ **Le centenaire de la mort de Gambetta**, une exposition, du 10 septembre au 10 novembre, au musée du Luxembourg, en principe, un téléfilm : l'édition exhaustive des discours de Gambetta est envisagée ;

■ **L'accession au trône de Clovis**, il y a mille cinq cents ans, donnera l'occasion de consacrer de nombreuses manifestations à la civilisation mérovingienne : des expositions (dont une dans le métro parisien), un colloque international sur le thème des « Échanges matériels à l'époque mérovingienne » à l'automne, des conférences, une série télévisée, etc. ;

■ **Le bicentenaire des « Liaisons dangereuses »** donnera prétexte à un colloque intitulé « Autour de Laclos, trois siècles de libertinage », organisé par M. Michel Crouzet, de l'université d'Amiens, au Centre des Fontaines, à Chantilly ;

■ **La célébration de la naissance de Pierre Mac Orlan** est en projet. Notons que 1982 est aussi l'année du centenaire de la naissance de l'écrivain Charles Du Bos et du philosophe Jacques Maritain.

Parmi les auteurs étrangers dont l'œuvre figure au patrimoine international, on relève le centenaire de la mort du poète américain Longfellow, le cent cinquantième de la naissance de l'Anglais Lewis Carroll et le centenaire de la naissance de l'Irlandais James Joyce, de la Norvégienne Sigrid Undset et de l'Anglaise Virginia Woolf.

vient de paraître

ROMANS
LAURENCE JYL : *Coup de cœur*. — Peut-on retrouver sa jeunesse ? C'est le pari qu'engageant Camille et Lionel, dans une folle course au bonheur, comme le temps qui passe. Par l'auteur de *Mari de ménage*. (Flammarion, 202 pages, 45 F.)

PATRICK GRAINVILLE : *Les Forerunners*. — Comme les deux géomètres de la Défense deviennent des lieux de légendes et d'énigmes, bercés par le roi des rats et l'idole des enfants-pirates qui peuplent les parkings. Par l'auteur de *Flammarion*, prix Goncourt 1976. (Seuil, 286 pages, 60 F.) Du même auteur repassant en poche « Poésie romans » : *Le Dernier Viking*, 252 pages, 19 F.

ALAIN BOSQUET : *L'enfant que tu dévis*. — Dans ce récit, autobiographique pour une grande part, l'auteur évoque son enfance de petit égaré dans une maison d'asile à Beaulieu, comme un voyage fascinant et initiatrice. Par l'auteur d'*Une mère russe*. (Grasset, 320 p., 65 F.)

Letres étrangères
EDUARDO MENDOZA : *Le Mystère de la crypte ensorcelée*. — Les passionnés d'une institution religieuse de jeunes filles disparaissent. Un détective enquête dans le baroque de l'après-fantastique. Traduit de l'espagnol par Anabel Herbol et Edgardo Combariza. (Seuil, 192 p., 55 F.)

DINA VARLAMOVA : *La vie commence derrière cette porte*. — Nous, journalistes moscovites, mère de famille, apprenons qu'elle a un cancer du sein ; laissant derrière elle la vie normale, elle entre à l'hôpital. Traduit du russe par Annie Sabatier. (Albin Michel, 280 p., 69 F.)

Poésie
PETER KRAL : *Romans de l'Europe*. — Un recueil de poèmes du goût d'ici, où s'enrichissent des visions métaphysiques de villes défilées et de l'histoire en désordre. Frontispice de Jean-Philippe Doucet. (Pierre Bordas et fils, 50 pages, 25 F.)

Chroniques
PIERRE EMMANUEL : *L'arbre et le vent*. — Un recueil de chroniques parues dans l'hebdomadaire *France autochtone*, d'un homme, et poète de surcroît, qui prend « Dieu au sérieux ». (Le Seuil, 300 pages, 90 F.)

Souvenirs
JEAN CAYROL : *Il était une fois Jean Cayrol*. — A partir de souvenirs, moments de vie et d'écrivain, un écrivain se définit. (Le Seuil, 220 pages, 59 F.)

Pamphlet
MAURICE TOESCA : *Lettre ouverte à tous ceux qui voudraient un monde meilleur*. — Un cri de révolte contre l'égoïsme, la médiocrité, la dégradation des mœurs et la pandémie sans issue. (Albin Michel, 152 pages, 39 F.)

Portrait
CHARLES MOULIN : *Mistère de la mort*. — Un portrait du président Mitterrand en milieu de ses proches, de la libération à la victoire du 10 mai, broché par un de ses intimes. (Albin Michel, 314 pages, 69 F.)

Spiritualité
GENEVIEVE GENIAT : *Dieu et son ombre*. — Une recherche spirituelle, illustrée par une suite de citations sur l'Église et le progrès, le mal et la souffrance, la sexualité et la nourriture, la nature et la chasse. (Perrin, 190 pages, 45 F.)

Témoignage
CHRISTIANE GILLET : *Lettre à personne*. — Le témoignage et les réflexions sur la procédure d'insertion et la marche de la justice en général d'une avocate accusée dans une affaire d'évasion. (Nouvelles Éditions Kailash, 154 pages, 49 F.)

Psychanalyse
MAUD MANNONI : *D'un impossible à l'autre*. — Ce que la cure des enfants nous enseigne sur les limites de l'analyse. (Le Seuil, 188 p., 60 F.)

Document
PAUL LAZARFELD, MARIE JARODA, HANS ZEISEL : *Les Chénobé de Marienbad*. — Une

enquête réalisée après des chénobés de Marienbad en 1931, témoignage saisissant sur la mort sociale et éclipse importante dans l'histoire des méthodes sociologiques. Traduit de l'allemand par Françoise Laroche. Préface de Pierre Bourdieu. (Minuit, 144 pages, 35 F.)

VINCENT MONTIEL : *Les Mammifères soviétiques*. — De la révolution d'Octobre 1917 à aujourd'hui, l'évolution culturelle et nationale des Soviétiques de confession musulmane. (Seuil, 234 pages, 80 F.)

Histoire
SERGE AFANASYAN : *L'Arménie, l'Arménie et la Géorgie, de l'indépendance à l'indépendance des peuples soviétiques, 1917-1923*. — Une histoire comparée des trois Républiques transcaucasiennes, lors de la période cruciale de la soviétisation. (L'Harmattan, 266 pages, 88 F.)

MARC RAFFET : *Comprendre l'Amérique*. — Essai et essai de réflexion impériale, par un spécialiste américain. (Le Seuil, 247 pages, 80 F.)

PIERRE VILAR : *Une histoire de la construction*. — Approche marxiste et problématiques conjoncturelles. Un recueil d'articles par le grand spécialiste de la pensée moderne. (Gallimard-Le Seuil, Bibliothèque de l'École des hautes études, 428 pages, 140 F.)

en poche

Trois « durs »

DANS il n'y a pas d'innoçents. (Série noire 1835), Bill Pronzini, après le Coup toré (S.N. 1503) ou Fausses Cils (S.N. 1867), raconte une autre aventure du détective sans nom et sans visage. Mais cet admirateur de McGinn et de Thomas B. Dewey s'adresse cordes à son arc. Tout ce n'est qu'un jeu, son chef-d'œuvre, renouvelle le thème de la chasse à l'homme, illustré par le conte Zoroff l'épreuve subie dans une île par un jeune sénateur qui traquent une poignée de déments, sortis de marée de la vie et de la mort, va de l'angoisse au fantastique, comme un balancier impeccable. Autre révélation, Robert B. Parker prouve que la veine noire et désabusée du polar n'est pas si épuisée que ça. Son héros, Spenser, un privé, ancien de Corée, avait déjà séduit les lecteurs de *Ramdam-dans* (S.N. 1818). Il revient dans *Printemps pourri*, aussi digne d'estime que Law Archer. Accroché aux basques d'un gamin solitaire, Grillet entre une mère nymphomane et un père parano, Spenser obéit à sa fibre paléontologique. L'intrigue policière rigide. Parker se permet un hymne à l'amitié virile qui vaut tous les romans d'éducation.

Harry Whittington, lui, est un vieux de la vieille. La bibliothèque Marabout réédite *Vengeance* et *Les Étrangers du vendredi*, deux polars rapides. Le second, qui mouille un innocent dans une affaire de meurtre, aligne en quatrième vitesse chantage, menaces et faux témoignages. Avec une gare routière et une chambre de motel, Whittington peint l'Amérique la plus banale qui soit. Derrière ce pauvre décor, en tapinois, la haine dormante ne demande qu'à exploser. Alors, dans son style au tel un coup de trique, ce vétéran vaut les meilleurs. — R. S.

★ **TOUT ÇA WEST QU'UN JEU**, de Bill Pronzini, Fayard/Moi, traduit de l'américain par Pierre Bonelli, 274 pages, 39 F. ★ **PRINTemps POURRI**, de Robert B. Parker, Gallimard, Série Noire, 183, traduit de l'américain par G. A. Louvée, 238 pages, 14 F. ★ **LES ÉTRANGERS DU VENDREDI**, de Harry Whittington, Marabout, traduit de l'américain par Catherine Grégoire, 190 pages, 12,50 F.

en bref

■ **« EDEN, EDEN, EDEN »**, le livre de Pierre Gauthier (Gallimard), interdit en 1976, est désormais libre à la vente aux mineurs, d'explication et de toute publicité. La décision a été prise par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, par un arrêté publié au « Journal officiel » du 10 janvier. Le roman de Pierre Gauthier, préfacé par Michel Leiris, Roland Barthes et Philippe Sollers, avait fait l'objet, le 22 octobre 1976, d'une triple interdiction, dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse (« le Monde » du 30 octobre 1976). De nombreux écrivains, à l'époque de la parution d'*Eden, Eden, Eden*, avaient alors réagi. M. François Mitterrand, alors député non-inscrit de la Nièvre, avait, dans une question orale au premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, justifié cette mesure « sangnante ».

■ **UNE NOUVELLE COLLECTION** : « CHEMINS D'AMOUR D'HEURE ». — Antoine Spire dirige, aux Éditions Mergel, distribuées par Hachette, une nouvelle série de volumes, qui sont autant de points de vue sur la littérature la plus brillante. Après avoir publié « Le bonheur est une idée neuve en France », de François Couperin, où l'auteur conte comment la France a basculé au soir du 18 mai, il annonce quatre volumes : « Telle est la loi », dans lequel Noël Maurel, rédacteur en chef à Antenne 2, livre ses réflexions sur la télévision ; « Des Poèmes parlent », un recueil d'articles et de témoignages par Pierre L. en hommage à « l'homme à la plume », de Maurice Godding et Yves Quilès, raconte comment « court la plume » des journalistes communistes sous le marteau des consignes de l'appareil du P.C. ; dans « Quand l'été fut », Maurice Rajfer, qui a perdu son paradis à Auschwitz, veut comprendre pourquoi les responsables de la communauté juive française ont « essoré des juifs étrangers pour tenter de sauver l'impossible sous la botte nazie ».

■ **LE PRIX RAYMOND-POINCARÉ**, décerné par l'Union nationale des officiers de réserve, a été attribué à Maurice Pasquati pour son livre : « Les Sous-marins de la France libre » (Presses de la cité).

■ **RECITS DE VIES**, tel est le thème d'un colloque organisé par le Centre de recherche textuelle de l'université de Paris-X, Nanterre, les 22 et 23 janvier, et qui portera sur les autobiographies, Mémoires, témoignages, chroniques, interviews ou magnétophones, etc. Des spécialistes de diverses disciplines (éthnologie, études littéraires, histoire, linguistique, psychanalyse, etc.), parmi lesquels Philippe Lejeune, Geneviève Boivin, Claude Abastado, Geneviève Bédier, Nicole Guénier, Marie-Louise Tarnay, présenteront leurs recherches. (Renseignements : 280, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, Tél. : 755-92-94.)

■ **LE MAGAZINE LITTÉRAIRE**, dans son numéro de janvier, ouvre un dossier sur le thème : « Femmes, une autre écriture ? ». Figurent aussi dans ce numéro, un entretien avec Jorge-Luis Borges et un texte inédit de Ernst Jünger.

الجزيرة

histoire littéraire

Les confidences d'Ellénore

Une universitaire, Eve Gonin, a réécrit Adolphe du point de vue féminin.

LORSQUE, dans le roman de Benjamin Constant, Adolphe entreprend de séduire Ellénore, il est biond et la machine des libéraux que son père lui a enseignée : « C'est leur fait si peu de mal et à nous tant de plaisir ! » Il a retenu également pour principe qu'un jeune homme doit éviter avec soin de faire ce qu'on nomme une folle, c'est-à-dire de contracter un engagement durable avec une personne qui ne soit pas parfaitement son égale par la fortune, la naissance et les avantages extérieurs. Il connaît enfin la première règle de tout séducteur avisé : feindre de considérer sa future victime comme sujet d'essai et non comme objet désiré.

Quand débute sa liaison, dans une petite cour allemande, avec Ellénore, il a vingt-deux ans et elle, dix ans de plus ; elle est certes encore très belle, mais plus de première jeunesse. Déjà marquée par la légère flétrissure de l'âge, sa vie s'achève donc : elle n'est plus de celles qu'on épouse, ni de celles qu'on repousse, à moins d'être protégé, comme c'est son cas, par un amant puissant et respectable.

Le pouvoir de la parole

Eve Gonin rappelle fort à propos que, dans le monde que fréquente Benjamin Constant, les femmes, en dehors de la vanité masculine, ont une destinée des plus courtes : à vingt ans, elles peuvent encore donner pendant quelque temps du plaisir ; mais, après trente ans, écrit Constant, que leur sert leur liberté, sinon à offrir ce dont personne ne veut ?

Déclassée, exilée, mère de deux enfants, malheureuse du comble de l'existence, Ellénore présente à son amant toutes les garanties pour une aventure facile et sans lendemain. Adolphe apprendra à ses dépens le gouffre qui sépare le libertinage théorique de sa réalisation particulière.

Adolphe, note Eve Gonin, édifie lui-même cette situation tragique, qui conduira à la mort d'Ellénore, en méconnaissant le pouvoir de la parole : il ne sait pas que parler, c'est créer ; par ses déclarations, il enflamme Ellénore de sentiments qu'il n'éprouve pas lui-même.

Le personnage d'Adolphe, avec ses altitudes d'exaltation et de dégoût, son égoïsme et son

incapacité d'aimer, sa terrible indolence et son trait de comble, d'attacher des attaches qu'il n'a pas de cesse de rompre, à l'égard des critiques depuis la publication, en 1816, du bref récit autobiographique de Benjamin Constant.

Quant à Ellénore, bien des lecteurs auront reconnu en elle Anna Lindsay ou Mme de Staël. D'autres encore soulèveront les nombreuses similitudes entre le sort de Collège, de Mme de Charrière, et celui d'Ellénore ou encore la rapprochement de Corinne, de Mme de Staël.

Indifférente à toutes ces clés biographiques, Eve Gonin a cherché à comprendre et à restituer de l'intérieur le personnage d'Ellénore ; à cette fin, elle a réécrit Adolphe du point de vue de la jeune femme, en s'appuyant sur des textes qu'elle avait déjà tenté un critique littéraire (Gustave Planche, en 1894) et deux romanciers (Sophie Gay, en 1944, et Stanislas D'Oremond, en 1977).

C'est au prisme venu l'aider à quitter un monde où trop d'angoisses et d'émotions violentes l'ont brisée qu'Ellénore réserve ses confidences. Sans rancune, sans amertume, avec une lucidité qui ne le cède en rien à celle de son amant, elle raconte comment elle devint la proie de cette passion vampirique, passion qui ne fit que déclencher une crise latente en elle et dont le dénouement pressenti, attendu presque, ne pouvait être que la mort. « J'étais la victime, dit-elle, qui ne sentait pas de son bonheur et qui préférait ses tortures à son absence ».

Toute passion est une mise à mort, et chacun sait d'expérience que celui qui se donne le plus va au-devant des déboires les plus fâcheux ; ce n'est jamais impunément qu'on sacrifie son amour-propre à l'amour.

Le père d'Adolphe avait raison de tenir des propos légers sur les liaisons avec des femmes qui, sans inconvénient, peuvent être prises et quittées. Mais il restait à son fils à apprendre cette autre vérité, qu'il ne pouvait lui enseigner : « Malheur à l'homme qui, dans les premiers moments d'une liaison, s'engage trop vite, car cette liaison doit être éternelle ! Malheur à qui, dans les bras de la maîtresse qu'il vient d'obtenir, conserve une funeste préscience, et prévoit qu'il pourra s'en détacher ! »

On ne pourra plus lire dorénavant Adolphe sans penser aux Confidences d'Ellénore, son indispensable complément !

ROLAND JACCARD.

« LE PAIN DE L'ÉTRANGER », de Henri Troyat, Flammarion, 234 pages, 55 F.

Rimbaud horticulteur

D'OU vient l'inspiration des poètes ? Par chance, il n'y a pas de réponse, même et, depuis toujours, les exégètes s'en donnent à cœur joie pour éclaircir des œuvres obscures. « Ça va faire Rimbaud », ce voyant, qui, à seize ans, le 14 juillet 1871, dans les miasmes de la défaite, adresse au pape du Parnasse, à Théodore de Banville, un poème-pamphlet intitulé « Ce qu'on dit au poète à propos des fleurs ». C'est une quinzaine d'années plus tard, en 1886, que Rimbaud, ce voyant, qui, à seize ans, le 14 juillet 1871, dans les miasmes de la défaite, adresse au pape du Parnasse, à Théodore de Banville, un poème-pamphlet intitulé « Ce qu'on dit au poète à propos des fleurs ».

Pour un livre qu'elle préparait sur les couleurs végétales (1), Agnès Rosenzweig a été frappée de découvrir le contact, du poète à la bibliothèque bien garnie de Charleville, elle a retrouvé les lectures, certaines ou possibles, de Rimbaud, fasciné de découvrir comment le poète pour jardiner ses récoltes exotiques et colorer sa langue : garance, piment, cochenille, insecte poèteur, d'écaille, fleurs perilluses, des mantes d'été devant des pommiers d'or, acoustiques qui se répètent, parfums de l'opium, etc. Désormais, l'ère industrielle fait son entrée dans la poésie : « rose », rime avec « glucose », « télégraphique » avec « magnétique », « médium ».

(1) Le Livre des couleurs, Larousse, 1981. (A partir de huit ans).

avec « sodium », « mystère » avec « pomme de terre ».

En effet, ce que fit Rimbaud à Charleville, ce sont les écrits d'une époque où l'on s'émerveille devant les découvertes scientifiques de la science et de l'esprit humain : Tableaux de la nature de Humboldt, Études de la nature de Bernardin de Saint-Pierre qu'il recopie à dix ans dans ses cahiers, Traité des matières picturales, Histoire des drogues simples de Guibourt, Merveilles de la végétation de Fulgence Marion, le Magasin pittoresque, le Journal des voyages et, surtout, le Savant du foyer de Figular, paru chez Hachette en 1867, les ressemblances sont troublantes. Destinée à tous, à partir de l'âge où on lit Rimbaud, et non pas aux enfants lecteurs habituels d'Agnès Rosenzweig, ce florilège nous plonge joyeusement dans des albums de fleurs éclatant de couleurs, qui font pâlir une poésie à l'enseigne de la fleur de lys, ce « mystère d'extase », et de la violette « orageuse », de la rose « de mille couleurs soulignée » et de tous ces « végétaux français, hargneux, phlogés, rôtis », l'appel du Harar est déjà là.

Deux mois plus tard, Rimbaud se rend à Paris pour faire la connaissance de Paul Verlaine.

NICOLE ZAND.

« CE QU'ON DIT AUX POÈTES A PROPOS DES FLEURS », d'Arthur Rimbaud, Florilège et illustrations d'Agnès Rosenzweig, Gallimard, 48 pages, 64,95 F.

La bonté? Quelle bonté?

(Suite de la page 16.)

GUY HOCQUENGHEM ne sait pas encore que le lacanisme et la neutralité du narrateur augmentent le plaisir et l'enrichissement du lecteur. Il n'en est qu'à son deuxième roman, et il appartient à une génération qui résiste mal à la tentation d'étaler les connaissances en sciences humaines dont elle est gavée. L'Amour en relief n'attire pas moins l'attention, comme le Pain de l'étranger, sur ce que cache la philanthropie.

La bonté? Quelle bonté? Amar, jeune Tunisien qu'un accident de scooter a rendu aveugle à quinze ans, ne va pas tarder à se poser la question. Il ne doit de survivre qu'à des substituts de l'amour. Qu'il devienne le gigolo d'une vieille Américaine, qu'il s'offre les piéges avec ses exploits de surt, qu'il se prostitue ou qu'il se confie à une institution spécialisée, c'est toujours malgré son infirmité, ou à cause d'elle, que les choses lui arrivent.

MEME la nommée Andréa, qui se prétend amoureuse éperdue de lui, assouvit, à l'insu de lui et sans doute d'elle-même, un sombre besoin de culpabilité. A l'en croire, c'est elle qui, par jalousie, n'aurait pas prévenu Amar de la définitivité du scooter qui l'a rendu aveugle. Après l'avoir approché assez pour attendre un enfant de lui, elle se contente de poursuivre à distance le jeune Tunisien, et de l'épier à la jumelle. Nous tenons d'elle qu'après des études à New-York Amar aurait été impliqué dans des trafics de drogue, arrêté à Berlin, détenu aux États-Unis, et traité secrètement, en cubay pour des expériences de cerveau électronique.

L'auteur révèle dans les dernières pages que ce dénouement de roman policier et de science-fiction sort de... l'imagination dérangée d'Andréa. Produit de mai 1980, ce récit narrait que le « je » du livre avec le jeune aveugle, à défaut de partager sa vie, a promené un masochisme tance des bistrot d'Arabes du quatorzième arrondissement de Paris à la clinique expérimentale de La Borde, en passant par diverses communautés, dont le groupe d'homosexuels ami d'Amar.

L'AUTEUR apprendra que le recours à la folie est très souvent une fausse bonne idée. Tout ce qui sort de la plume de personnages déments devient suspect de fausseté. On s'exagère le pittoresque des délires et des névroses, surtout vis de l'intérieur et en cours de traitement. En se psychiatisant, la psychologie romanesque perd en ambiguïté, donc en intérêt, et le style en fermeté, à force de néologismes inutiles ; exemple : le hideux « mémoriser », qui revient sans cesse. La recherche du plus de beauté possible est un meilleur gage de durée que la course à la « modernité ». Sur le monde des aveugles, on lira encore longtemps la Symphonie pastorale de Gluck, et sur l'homosexualité, les romans de Genet ou de Duvert, alors qu'on risque d'oublier assez vite l'Amour en relief, faute que l'auteur ait voulu à l'excès d'un objet d'art.

Ce qui est vrai du témoignage de la névrosée l'est aussi de l'aveugle, qui théorise sur ses impressions au lieu de nous les soumettre à nu. Le passage par les concepts affaiblit tout, et la liberté qu'Amar croit en tirer n'est qu'une tromperie. Lui-même reconnaît qu'il n'échappe à son sort que par les sens.

« LES SEULS GENS AVEC QUI J'ÉCHANGE DES REGARDS D'ÉGALITÉ », écrit Amar, sont ceux qui veulent mon corps, non mon bien. » Nous voilà revenus aux alibis douteux de la charité, et, cette fois, avec une réelle force de persuasion. Quand il ne fait pas trop intellectuel au goût du jour, l'aveugle d'Hocquenghem nous montre bien comme la civilisation rétrécit notre monde en réservant au visible ses critères de beauté, en quoi la bonté n'a d'autre but que de nous épargner le spectacle de ce que nous détestons : le pire des maux, et toutes les terreurs louches tapies au fond de nos désirs de voyants.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

« LE PAIN DE L'ÉTRANGER », de Henri Troyat, Flammarion, 234 pages, 55 F.

« L'AMOUR EN RELIEF », de Guy Hocquenghem, Albin Michel, 224 pages, 65 F.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai théorique. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

De nouveau disponible :

J.-P. COLIGNON : « La Ponctuation, art et finesse » (chez l'auteur, 25, av. Ferdinand-Buisson, 75016 Paris, 22 F + frais d'envoi : 3 F en P.N.U., 5 F en « lettre »).

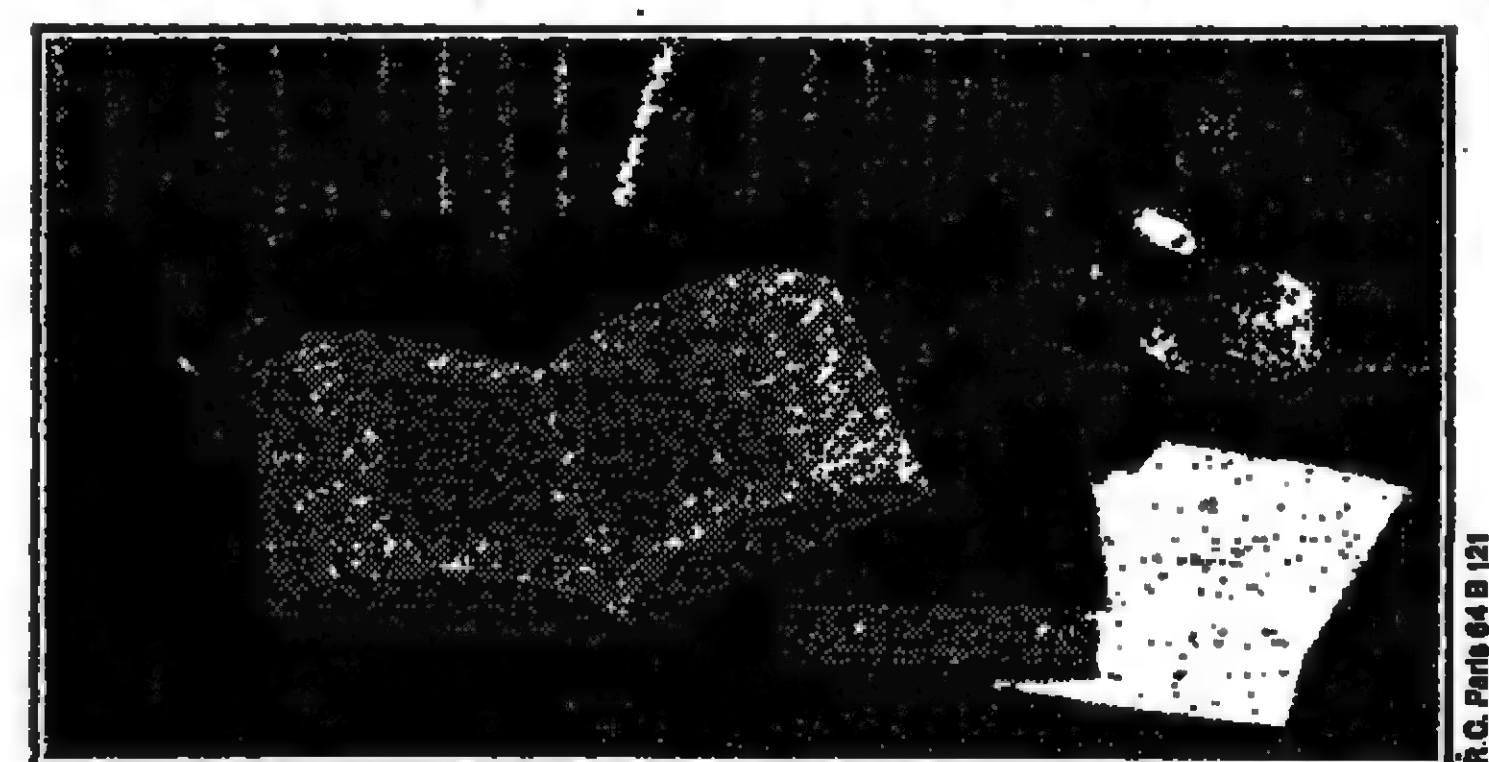
Vient de paraître

P.-V. BERTHIER et J.-P. COLIGNON : « La Logique du français pratique » (dictionnaire des difficultés orthographiques, grammaticales et typographiques noms communs/noms propres), éditions Solar, environ 65 F.

Devenue introuvable depuis des années, méconnue, oubliée des spécialistes voici à nouveau :

L'Histoire de la Langue Française

d'Émile Littré, dans l'Édition du Centenaire



C'est en 1863 que parut la première édition de l'Histoire de la Langue Française d'Émile Littré. On sait, en somme, que l'ouvrage, en six volumes, les Origines, l'Étymologie, la Grammaire, les Dialectes, la Versification, et les Lettres au Moyen-Âge.

En deux volumes in-8° de 524 et 500 pages, l'histoire de la Langue Française de Littré est une œuvre majeure, qu'on ne connaît pas assez. Elle est devenue, au cours des années, une référence pour tous ceux qui s'intéressent à la langue française, cette référence s'adresse aussi aux passionnés d'étymologie, de dialectes, à tous les hommes et les femmes cultivés.

Ainsi, si elle est absolument indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la langue française, cette référence s'adresse aussi aux passionnés d'étymologie, de dialectes, à tous les hommes et les femmes cultivés.

Profitez donc de cette occasion unique pour vous procurer cette précieuse édition hors-commerce, réalisée par l'Encyclopædia Britannica à l'occasion du Centenaire de Littré.

Édition grand luxe hors commerce réalisée à l'occasion du Centenaire de Littré (1881-1981) par Encyclopædia Britannica

Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15

BON DE SOUSCRIPTION "L'Histoire de la Langue Française" d'Émile Littré - Édition du Centenaire

Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Histoire de la Langue Française d'Émile Littré dans l'Édition du Centenaire réalisée par l'Encyclopædia Britannica à l'occasion de l'année 1981. Les deux volumes de l'Édition du Centenaire sont en vente séparément à 120 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 190 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 250 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 310 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 370 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 430 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 490 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 550 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 610 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 670 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 730 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 790 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 850 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 910 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 970 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1030 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1090 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1150 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1210 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1270 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1330 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1390 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1450 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1510 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1570 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1630 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1690 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1750 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1810 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1870 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1930 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 1990 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2050 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2110 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2170 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2230 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2290 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2350 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2410 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2470 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2530 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2590 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2650 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2710 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2770 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2830 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2890 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 2950 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3010 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3070 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3130 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3190 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3250 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3310 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3370 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3430 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3490 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3550 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3610 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3670 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3730 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3790 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3850 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3910 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 3970 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4030 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4090 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4150 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4210 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4270 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4330 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4390 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4450 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4510 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4570 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4630 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4690 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4750 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4810 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4870 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4930 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 4990 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5050 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5110 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5170 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5230 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5290 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5350 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5410 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5470 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5530 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5590 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5650 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5710 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5770 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5830 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5890 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 5950 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6010 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6070 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6130 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6190 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6250 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6310 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6370 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6430 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6490 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6550 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6610 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6670 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6730 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6790 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6850 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6910 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 6970 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7030 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7090 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7150 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7210 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7270 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7330 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7390 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7450 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7510 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7570 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7630 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7690 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7750 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7810 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7870 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7930 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 7990 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8050 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8110 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8170 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8230 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8290 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8350 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8410 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8470 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8530 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8590 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8650 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8710 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8770 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8830 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8890 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 8950 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9010 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9070 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9130 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9190 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9250 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9310 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9370 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9430 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9490 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9550 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9610 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9670 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9730 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9790 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9850 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9910 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 9970 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10030 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10090 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10150 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10210 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10270 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10330 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10390 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10450 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10510 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10570 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10630 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10690 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10750 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10810 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10870 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10930 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 10990 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11050 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11110 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11170 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11230 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11290 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11350 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11410 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11470 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11530 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11590 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11650 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11710 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11770 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11830 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11890 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 11950 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12010 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12070 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12130 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12190 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12250 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12310 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12370 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12430 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12490 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12550 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12610 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12670 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12730 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12790 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12850 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12910 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 12970 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13030 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13090 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13150 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13210 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13270 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13330 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13390 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13450 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13510 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13570 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13630 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13690 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13750 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'Édition du Centenaire à 13810 F (hors taxes) par volume. Je souhaite recevoir les deux volumes de l'É

الجزيرة

d'argentine

Mario Satz, entre le lion et le puma

Un étonnant syndrome.

PRÈS nous avoir donné Soleil en 1979, un stupéfiant défilé verbal, l'écrivain argentin Mario Satz nous propose, avec Lune, une œuvre qu'on peut qualifier de troisième volet — le troisième — d'une trilogie que l'auteur présente comme « une série de constellations où les personnages se déplacent sur des axes de rotation sur eux-mêmes et de déplacements l'un par rapport aux autres ».

à quatre moments intitulés « Aurora », « Midi », « Crépuscule » et « Minuit », ce roman-ci respire de quatre feux successifs : « Premier quartier », « Pleine lune », « Dernier quartier » et « Nouvelle lune », sous la clarté desquels se dresse « la ville, autour du temple » ; c'est-à-dire la société humaine perçue comme une communauté dynamique autour de l'axe spirituel Jérusalem-Cusco, et alimentée des grands courants du judaïsme et du taoïsme, le Kabbale et le Yi-King, en un surprenant et d'abord déconcertant syncrétisme.

L'histoire, circulaire est comprise entre deux lunes et s'inscrit

dans le souvenir d'une femme, fille d'un juif allemand et d'une Indienne. Celle-ci vit un grand amour à Cusco, au Pérou, dans les bras et le cercle magique d'un Sino-Péruvien, Tio-Lang, rencontré en mai 1968 à Paris au cours d'une charge de police. Les multiples personnages défilent de façon répétitive et sont à peine ébauchés dans une écriture rendue plus insistante en sa circularité par l'absence de réel véritablement structuré, collage ou mosaïque d'instants fulgurants ou de souvenirs lumineux qui s'épurent dans la mémoire stimulée par les feuilles de coca.

Ainsi voyons-nous Lionel Safran, le kabbaliste, appliqué tout au long du livre à nous expliquer la valeur de l'alphabet hébraïque, et obsédé parallèlement par le destin lui-même, lui qui fut enfoncé, enfant, derrière des barbelés et obligé à d'humiliantes épreuves sexuelles dans le giron d'une gigantesque « Frau ».

Personnage principal, Lionel juge que l'Holocauste nous a administré la « preuve irréfutable de l'absurdité du monde », et il choisit, en vivant à New-York plutôt qu'en Israël, tout comme Abraham à Ur en Chaldée, « un exil qui sa santé mentale ne briserait jamais ». Le problème israélo-palestinien, on l'aura compris, est central, soit que Mario Satz évoque la vie au kibboutz, celle d'un engagement social qu'il rapproche de l'ayin, la communauté agraire des Quechuas, soit qu'il nous propose en Suleiman, l'étudiant palestinien, un frère arabe, qui se fait à Munich, traître de « cocoon de sémitie ».

Étrange livre qui relie la pierre d'ore de Jérusalem à la roche bleue de Cusco, ces deux cités ayant une même profondeur historique. Mario Satz nous apporte une nouvelle vision de l'Amérique latine où l'indien n'est plus le seul étalon et les civilisations précolombiennes la seule référence culturelle.

L'apport des immigrants, la fusion des races tant vantées par Rubén Darío, l'immense poète nicaraguayen du début du siècle, ce melting-pot qui ne tourne pas comme au Nord autour de la supériorité du Blanc mais qui tient à un métissage fructueux entre la tradition judéo-chrétienne et la spiritualité indienne, nourrissent l'ambition d'un tel livre, véritable déchiffrement de l'alphabet du monde.

ALBERT BENSOUSSAN.

★ LUNE, de Mario Satz. Traduit de l'espagnol par J.-B. Blandinier. Fayard, 450 pages. 85 F.

L'holocauste d'une beauté angélique

DANS une chronique de Mexico, Ana, une Argentine, lutte contre un cancer du sein, par des pleurs successifs d'abandon et d'exaspération, qu'elle confie à son journal intime où à une avocate féministe qui lui prête une oreille complaisante. De temps à autre, son ancien amant, avocat lui aussi et militant péroniste en exil, vient lui rendre visite.

Parlez, écrit, tente de reconnaître sa vie et celle d'un Buenos-Aires peu à peu écrasé par la dictature militaire, laissez vagabonder son imagination, condenser le tempérament « sadique et hystérique des hommes » — sont autant de dérivatifs à la confrontation avec une possible issue fatale.

Jeant suspectivement de tous les registres (forêt, agression, accablant, effroi, espoir, Manuel Pulg — dont c'est le quatrième roman traduit en français — saleté par petites touches parfois teintées d'humour qui débâcle d'un être qui parle et se rassure et pour finir.

Derrière le discours d'Ana se

profile, le « portrait parlé » de la classe moyenne argentine, avec ses ambitions, ses préjugés, ses routines et ses tentatives infructueuses pour échapper à une histoire et à une actualité qui la culpabilisent et l'obligent à se « compromettre ».

Mais Pubis angélique est loin de se réduire à cette dimension sociopsychologique, comme le prouve l'apparition de deux étranges personnages féminins qui sont en quelque sorte les doubles fantasmatiques de l'écrivaïne. La première partie est hantée par la « Divine Viennoise », soeur de l'actrice Hedy Lamarr, passant du luxe insolent aux horreurs d'un « sadisme raffiné ». Pulg retrouve là une atmosphère où il est particulièrement à l'aise, celle des films « mélo » des années 30, hypersophistiqués.

Dans la seconde partie — et toujours en alternance avec les « confessions » d'Ana — la « Belle » laisse la place à W218, qui évolue dans un monde de science-fiction, envahi par les glaces. W218 pratique ce que les autorités d'un futur de cauche-

mar appellent la « thérapie sexuelle », qui est en fait une forme de prostitution d'État.

Enseignant les interdits, elle vit un amour fou avec un étranger, dont on ne sait s'il l'utilise à des fins d'espionnage ou s'il l'aime. Elle sera condamnée à être transférée aux « hôpitaux des glaces éternelles », où elle se consacrera aux malades hautement contagieux, offrant en holocauste sa beauté et sa pureté angélique (d'où le titre) aux démons de la terre.

Reprenant les thèmes de Lacan sur la tension intérieure entre le Moi conscient et l'Autre, Manuel Pulg réussit, tout comme dans le Balser de la femme-araignée, à fusionner la radioscopie des classes moyennes argentines, qu'il poursuit de livre en livre, et la transcription imaginaire des angloises et des conflits qu'implique, dans notre monde, l'affirmation des pulsions profondes de l'individu.

CLAUDE FELL.

★ PUBIS ANGÉLIQUE, de Manuel Pulg. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan. Gallimard, 258 pages. 55 F.

Tony Cartano
OPÉRA

ROMAN

« Tony Cartano a toutes les qualités du créateur, sa langue épique, baroque, flamboyante, son lyrisme naturel et fervent. » JEROME GARCIA / LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

« On l'attaque sur ses défauts d'écriture, ses parti pris de construction éclatée précisément au moment où il est en train d'inaugurer d'autres procédés. » ARTS / CHANTAL NOETZEL

« Opéra n'en vaut pas moins, par cette complexité, par son exubérance et sa richesse, par ses dimensions internationales et par un ton de modernité qui l'aide à trancher sur la grisaille automnale. » FRANÇOIS NOURISSIER / LE FIGARO MAGAZINE

« Cartano vient sans doute de signer son roman le plus réussi, le mieux construit, le plus attrayant. » LE SOIR DE BRUXELLES

« On se trouve là en face d'une œuvre d'une richesse inouïe, merveilleusement bâtie. » LA VIE

«...Quant au miroir, c'est au lecteur d'en récolter les morceaux. Ils ne manquent ni d'éclat ni de couleurs. » BRUNO VILLIEN / LE NOUVEL OBSERVATEUR

« Un livre qui réconcilie le roman d'aventures et le récit philosophique en nous proposant une réflexion sur la création. » GILLES PHOLOSWSKI / PARIS-MATCH

« Opéra de Tony Cartano est un livre nécessaire... une quête spirituelle de l'authenticité qui déjoue les pièges. » PIERRE LÉPAGE / TÉLÉRAMA

« Opéra apporte dans le romanesque français facilement antique le souffle et le sel des grands modèles (Lowry, Carpentier, Roth). » JACQUES FRANCK / LA LIBRE BELGIQUE

« Tony Cartano nous habitue à un mélange de réel et d'imaginaire à plusieurs niveaux de lecture. » LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN

« Œuvre ambitieuse qui veut en même temps balayer toute l'histoire contemporaine de l'Occupation à Mai 68, du maccarthysme à la guerre du Vietnam. Un roman flamboyant. » JEAN-PAUL MOREL / LE MATIN DE PARIS

« Tony Cartano sort le roman des ritournelles connues... Oui un vrai romancier brouille les pistes, sème les impasses, pose des sphinx à tous les carrefours et tue ses doubles pour survivre. » PATRICK GRAMVILLE / U.S.S.

« Tony Cartano, l'un des très rares romanciers français vraiment doués d'aujourd'hui. » J.J. BROCHER / LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

BUCHET/CHASTEL

NOUVEAUTÉS GALLIMARD

BÉNÉFICIAIRE D'UN PRIX DE LANCEMENT

DE - 10%

JANVIER 1982

COLLECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE

Elmer Blomay	Solennité en dentelle avec piano	70 F	63 F
J. de Bourbon	La Force des jours (Journal Tome IX)	60 F	54 F
Chateaubriand	Correspondance Tome III	196 F	176,40 F
André Dhôtel	Je ne suis pas d'ici	80 F	72 F
Marc Guyon	Les Purifications	57 F	51,30 F
Edmond Jabès	Le Petit livre de la subversion	51 F	45,90 F
Roger Nimier	hors de soupçon	71 F	63,90 F
Jean Renaud	L'Elève d'Aristote	47 F	42,30 F

LE CHEMIN

Michel Deguy	La Vieillesse mythologique ou Mémoires	99 F	89,10 F
--------------	--	------	---------

DU MONDE ENTIER

Thomas Bernhard	L'Imitateur	44 F	39,60 F
Truman Capote	Mus qui nous conduisent	75 F	67,50 F
Carlos Fuentes	Une certaine parenté	60 F	54 F
Li Tiejun	Rides sur les eaux	90 F	81 F
Botho Strauß	Journées	55 F	49,50 F

LE MANTEAU D'ERIKSON

Botho Strauß	Trilogie d'Erasmus	44 F	39,60 F
--------------	--------------------	------	---------

Prix Prix de lancement

HORS SÉRIE

J.K. Galbraith	Chroniques d'un libéral enjambant	84 F	75,60 F
Henri Michaux	Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions	78 F	70,20 F

BIBLIOTHÈQUE DES HISTOIRES

W.B. Cohen	Émirats et Africains	155 F	139,50 F
------------	----------------------	-------	----------

BIBLIOTHÈQUE DES IDÉES

A. Kojève	Esquisse d'une phénoménologie du droit	188 F	169,20 F
-----------	--	-------	----------

LES ESSAIS

Patrick Wald Lasowski	Syphilis	72 F	64,80 F
-----------------------	----------	------	---------

TEMPOIRS

Carlos Castaneda	Le Don de l'aigle	80 F	72 F
------------------	-------------------	------	------

ARCHIVES

Claude Petitfrère	La Vendée 4143 Vendéens	60 F	54 F
-------------------	-------------------------	------	------

CATHERS DU CINÉMA GALLIMARD

J. Renoir	Cœurs de jeunesse	154 F	138,60 F
-----------	-------------------	-------	----------

LA PLEIADÉ

J.-P. Sartre	Œuvres romanesques	250 F	225 F
--------------	--------------------	-------	-------

Les prix de lancement de nos nouveautés de janvier sont valables jusqu'au 1^{er} février 1982.

essai

Comment les savants font leurs découvertes

● La passion intervient plus souvent que la raison.

GERALD HOLTON affronte deux clans puissants, celui des dionysiens, émus par l'émotion, celui des apolloniens, défenseurs stricts de la raison pure : le Cercle de Vienne, K. Popper et I. Lakatos.

Ces paroxysmes pour ou contre la raison étonnent un physicien distingué de Harvard comme Holton. Pour lui, la raison n'est qu'une réorganisation de l'expérience, expérience au sens scientifique, mais aussi au sens personnel. Quel est le contexte des grandes découvertes, voilà ce que le passionné tout au long de ce recueil de textes admirablement traduits par Jean-François Roberts.

Première tâche, renvoyer dos à dos les apolloniens et les dionysiens. On ne découvre pas par le seul effet d'une intuition générale : « Si le chercheur se met à l'ouvrage sans aucune idée préconçue, comment serait-il à même de discerner des faits dans la vaste profusion de l'expérience ? » Cette banalité d'Einstein peut aussi être méditée par les empiristes. Le chercheur n'est pas non plus guidé par le raisonnement logique et les expériences cruciales qui départageraient les théories. Le même Einstein confesse par exemple, en 1917, que si les trois expériences qu'il devait valider la théorie de la relativité res-

treinte avaient échoué, il n'y aurait pas renoncé pour autant. Il en fait plus pour décambrer un savant.

Tandis que la science « publique », celle des manuels et des enseignements universitaires, procède à des reconstructions rationnelles, la science « privée », celle des savants, obéit à des déterminations plus secrètes.

Nulle urgence extérieure ne s'imposait à jeune Einstein — Lewis Feuer l'a montré dans son *Einstein et le conflit des générations*. L'état de l'astronomie de son époque ne poussait pas inéluctablement Kepler à étudier la trajectoire de la planète Mars — Gérard Simon l'expliquait dans son *Kepler, astrologue, astrologue*. Einstein et Kepler placent au-dessus de la logique et de l'expérience un souci de beauté et de simplicité. Ces idées maîtresses imprégnées, ces thèmes, sont aussi nécessaires à la science que le contenu analytique et empirique auquel on les associe ensuite.

Gerald Holton, en analysant méticuleusement le déroulement de plusieurs grandes découvertes — la trajectoire des planètes par Kepler, la relativité restreinte par Einstein, les isotopes artificiels par Fermi — identifie ces prémisses qu'il appelle des « thèmes ».

C'est pour Einstein la simplicité des principes, la quête d'une loi unitaire, c'est aussi le sentiment profond d'un univers déterministe et continu : c'est pour Niels Bohr le primat de la symétrie et la nécessité de discontinuités, les quanta, et une inévitable incertitude ; c'est pour Kepler la foi en la toute-puissance d'un Dieu maître des nombres et des proportions. Post-

tions inconciliables, ascensionnelles, défendues avec acharnement.

Jamais Einstein n'acceptera vraiment la mécanique quantique, ni Bohr la relativité, qui heurtent trop leurs convictions, leurs thèmes. Jamais Tycho Brahe ne mettra le Soleil au centre de l'univers, jamais Kepler n'y renoncera. Devant ces formidables obstinations, la raison, l'expérience, les procédures scientifiques, dressent une mince barrière qui canalise, purifie, assimile ce qui, sinon, resterait simple fanatisme.

D'où viennent ces thèmes, comment se sont-ils ancrés si profondément dans l'esprit des chercheurs ? Bien qu'il résume les archétypes jungiens, Holton rejoint la psychanalyse en les détectant, enfouis depuis l'enfance ou la jeunesse. La réussite de sa démonstration tient à une documentation parfaite et à un exposé limpide.

Un mûrissement solitaire

Holton s'interdit les questions compliquées, il se demande seulement : comment la théorie de la relativité a-t-elle germé dans le cerveau d'Einstein ? Ou bien : pourquoi l'équipe de Fermi était-elle si soudée ? Il retourne alors ses manches, il dépouille toute la correspondance, il étudie toutes les biographies, il interroge tous les témoins et, merveilleusement, il apporte toujours une réponse évidente et surprenante : l'équipe de Fermi, qui a servi d'exemple aux équipes de chercheurs du monde entier depuis cinquante ans, était constituée sur le mode de la vie familiale italienne traditionnelle : Einstein a trouvé son inspiration dans un manuel de physique un peu bésier lu dans la première jeunesse.

Au lieu d'être impliqués dans les querelles scientifiques de leur époque, les nouveaux venus sont des outsiders au parcours original ; à quinze ans, Fermi ne savait pas un mot de physique, à vingt ans, Kepler poursuivait des études de droit et de théologie. Leur obsession, leurs thèmes ont mûri solitairement avant de guider leur imagination.

Ces thèmes, quels sont-ils et combien sont-ils ? Pour Holton, pense Holton, mais il ne les recense pas et ne les décrit guère. Tout au plus estime-t-il

qu'ils ne varient pas au cours de l'histoire. On peut refuser ces nouveaux universaux pour envisager au contraire l'articulation de la science et de la société de son temps par le biais des thèmes individuels.

Tandis que les théories traditionnelles de la science privilégient soit une dynamique interne et autonome, soit un causalisme externe volontiers simpliste (la guerre ou l'impérialisme expliquant tel ou tel progrès), les thèmes introduisent à la charnière l'expérience personnelle des savants.

Par ce biais, les préoccupations dominantes d'une époque peuvent s'infiltrer dans le développement scientifique. Le néoplatonisme et le mysticisme de la Renaissance s'expriment chez Kepler, Einstein est influencé par Ernst Mach, Fermi par le positivisme. Chacun porte une image du monde dont il recherche passionnément la preuve.

En notre fin de vingtième siècle, ces thèmes et ces savants-philosophes peuvent paraître incongrus face aux bataillons de la physique actuelle, où des milliers de scientifiques travaillent sur des équipements géants, cyclotrons ou radiotélescopes, découvrent et publient à la chaîne des résultats presque aussitôt obsolètes. Holton présente cette fin de l'aventure dans les trois derniers chapitres, où il dresse un portrait assez navrant du physicien moyen d'aujourd'hui en s'appuyant sur des statistiques aussi décevantes.

Le bonheur de l'analyse psychologique se cède à une sociologie un peu courte. Le temps homogène du physicien n'est pas celui de l'historien : changement de méthode, changement d'époque, changement de point de vue, le passé ne parvient pas ici à joindre le présent, tout simplement parce que l'histoire des sciences ne nous apprend sans doute rien sur le fonctionnement actuel de la science.

Le livre de Gerald Holton doit alors se lire comme un hymne à la création, scientifique, littéraire ou artistique, une description signée de la manière dont les intuitions sauvages se socialisent, se civilisent, se rationalisent et s'organisent pour se transmettre, de la manière dont on passe du dionysien à l'apollinien.

HERVÉ LE BRAS.

★ L'IMAGINATION SCIENTIFIQUE, de Gerald Holton. Traduit de l'anglais par J.F. Roberts. « Bibliothèque des sciences humaines ». Gallimard, 498 pages, 165 F.

QUESTIONS

« L'esprit de sel »

M. LEVY-LEBLOND est professeur de physique théorique. C'est donc un homme sérieux. Seulement le sérieux ne s'oppose pas au léger, mais au pompeux. Il faut donc prendre très au sérieux ce livre léger et plaisant. Quand un physicien dénonce la science officielle, on s'attend à le voir réintroduire les sciences occultes dans la physique.

M. Lévy-Leblond, lui, poursuit et la science officielle et le colloque de Cordoue. Il dénonce le mythe de la science. Quand un homme de science dénonce le mythe de la science, on s'attend à le voir parler des incertitudes de Heisenberg ou s'en prendre à l'usage idéologique et politique de la science.

M. Lévy-Leblond, lui, suit tout cela par cœur et ne va pas ressasser ces vieilles lunes. Il fait plutôt une chose très neuve, puisqu'on n'en parle jamais, bien qu'on la connaisse depuis toujours : il dit que le roi est tout nu. Ce qui jette un froid, bien sûr. On voit que la simple vérité, l'élémentaire bon sens, passent pour cynisme et folie.

Bien sûr, la physique est exacte parce qu'elle est mathématique, mais elle n'est mathématique que parce qu'on a convenu d'appeler physique et exact ce qui serait mathématique : la méthode crée son objet ; qu'on ne s'étonne donc pas qu'elle colle si bien avec lui, elle le connaît « comme si elle l'avait fait ».

Nous le savons tous au fond, mais que devenons-nous quand on nous dit que nous sommes des hommes de science ? Notre prestige si nous nous mettons à le savoir à haute voix ?

Bien sûr, aujourd'hui, la « communauté scientifique » (comme on dit) professe à 95 %

d'unanimité qu'il y a eu un bang initial ou qu'il n'y en a pas eu (je ne sais plus trop). Et après ? Dans trente ans, trois ans, ils penseront à 95 % autre chose, et du reste qu'ils portent ces pensées ?

Je fais de l'histoire romaine, si on me demande la date d'un téoson de poterie romaine, je la connais, crois-tu que je la connais, ou l'ignore, et je réponds ce que je peux, sans avoir le sentiment de faire des phrases, mais si on me demande la cause de la chute de l'empire romain et qu'on pose les grands problèmes, je m'enfonce, réponds n'importe quoi ou prends des airs pompeux. Idem, si on se met à causer l'été des classes, rapports de production, décadence romaine, etc.

M. Lévy-Leblond n'aime pas les phrases : qualité plus rare, il n'aime pas la verveuse ; c'est un gauchiste froid et même clair. Quand on est comme lui, on n'a pas que des amis parmi ses collègues et parmi ses camarades. En revanche, on mérite d'avoir beaucoup d'amis parmi ses lecteurs, à qui ce petit livre doit être chaudement recommandé : on apprend beaucoup en s'amusant ; ce gauchiste est un voltairien. En outre, il est assez courageux pour s'écarter de la branche sur laquelle il est assis et pour la scier, non pas en masochisme, mais galement. Après cette amputation, il respire plus à l'aise et se sent tout content. C'est un honnête homme, alors que nous vivons au milieu de chefs de secte qui se prennent pour de grandes consciences. Qui dit mieux ?

PAUL VENE.

★ L'ESPRIT DE SEL : SCIENCE, CULTURE, POLITIQUE, de Jean-Marc Lévy-Leblond. Fayard, 401 pages, 65 F.

Le Q.I. et les gènes

Peut-on imaginer question plus claire, plus précise, plus simple — en apparence — que celle-ci : « L'intelligence est-elle héréditaire ? » Or cette « candidate » interrogatoire est en fait, aujourd'hui encore, minée par l'idéologie. Jeter un peu de lumière dans ces débats grommelés : c'est la tâche que s'est assignée un ouvrage publié sous la direction d'Edeline Leuven, et qui rassemble les contributions de scientifiques des nombreuses disciplines concernées.

Au-delà de nombreuses divergences, un consensus (presque) général semble se dessiner sur au moins un point entre les contributeurs : la question ainsi

formulée n'a guère de sens. D'une part parce que la définition de l'intelligence (ou plutôt de l'intelligence) est très loin d'être universelle et stable. D'autre part parce qu'il apparaît de plus en plus absurde de considérer les rapports de l'un et de l'autre comme un partage entre des influences héréditaires, comme le font les héréditaires, qui déclarent avec aplomb que l'intelligence « dépend pour 80 % de gènes et pour 20 % de l'environnement ».

CLAUDE FISCHLER.

★ L'Intelligence est-elle héréditaire ? Sous la direction d'Edeline Leuven. Les éditions E.S.F., 161 p., 75 F.

LES INTROUVABLES

Nouveautés :

AGUETTANT, La musique de piano des origines à Beethoven (120 F) — DEMINGHEM, Vie des Saints Musiciens (110 F) — GALLIOS, Ernest Chausson (58 F) — JABERT DE PASSA, Recherches sur les arrosages chez les peuples anciens (préface de Roland Darnes-Bornoz) (4 vol. reliés - 425 F) — MAGNIN, Origines du Théâtre (140 F) — MIRABEAU, Lettres d'amour à Sophie (105 F) — RAGINE (J.), Abrégé de l'histoire de Port-Royal (52 F) — SAMAIN (A.), Le Christ d'Or Polyphème (52 F) — SERRAVALLO, Révérences sur la nature primitive l'homme (110 F) — TRUSSY Marie, Margarida (Poème en vers provençaux - Edition bilingue) (100 F).

Nouvelle collection (250 titres). Réédition d'ouvrages épuisés de qualité. Chez les libraires ou chez l'éditeur.

La présente liste peut être utilisée comme « Bon de commande », il suffit de souligner les titres désirés et de joindre le titre de paiement correspondant. À piler en deux et à mettre sous enveloppe ordinaire. A chaque envoi est joint le catalogue analytique complet.

Commandes :

Chez les libraires ou, à défaut, chez l'éditeur, par correspondance.

EDITIONS D'ALOUAGHUI
53120 PLAN-DE-LA-TOUR (VAR)
Envoi franco de port (48 h réception). Joindre le titre de paiement. (Ch. b. ou C.C.P. Marseille 6.398.05)

Il séduisait Claudel,
enthousiasmait Daudet,
bouleversait Artaud.

Michel Estève
BERNANOS

« Estève, comme un authentique spécialiste mais sans jouer au pédant, a l'art de mettre en place avec précision et clarté, avec une érudition animée par la ferveur discrète, tous les éléments nécessaires à une initiation sérieuse. »

(Lucien Guéhard, LA CROIX)

« Un livre qui fera date. » (Jean-Pierre DUMAS)

Hachette



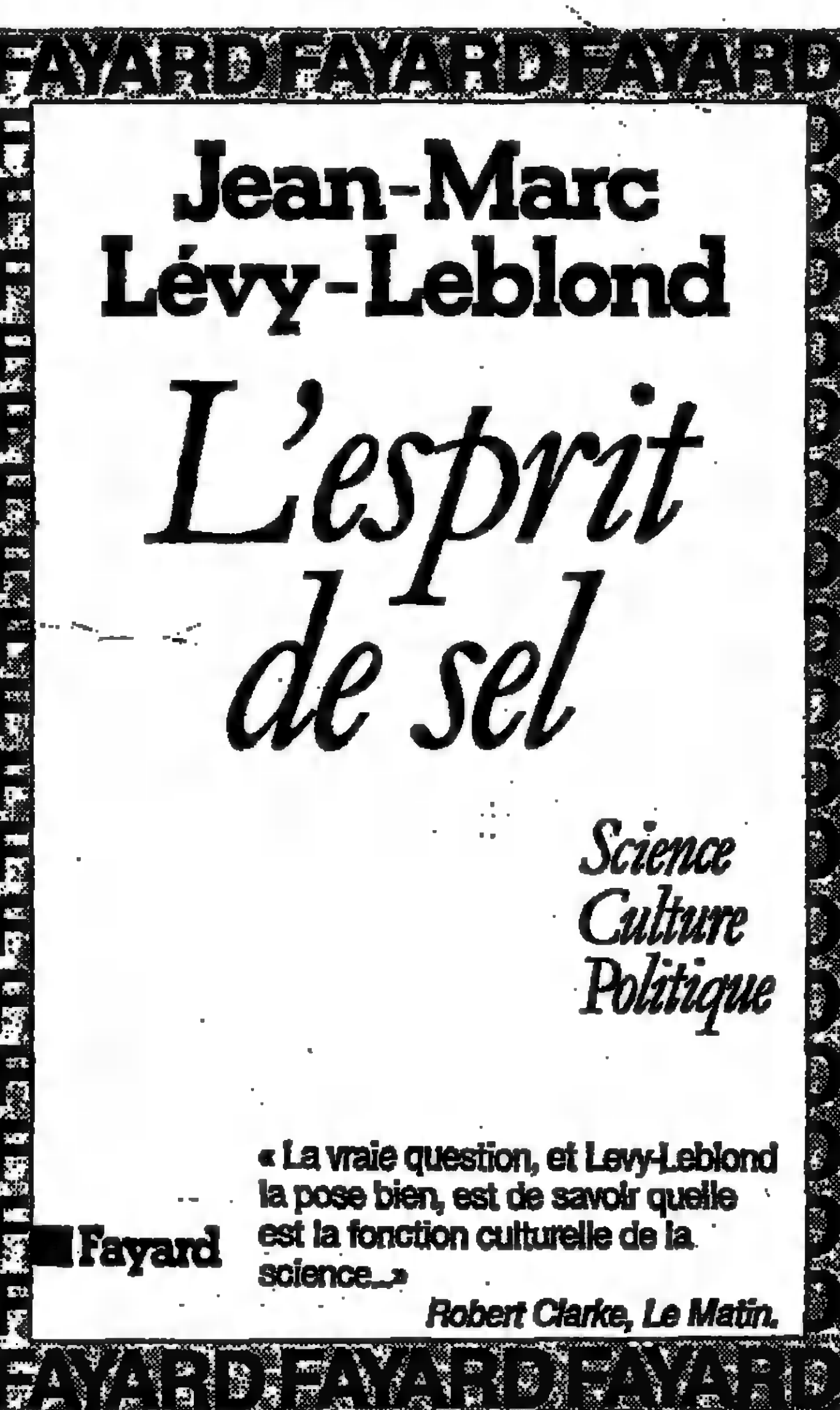
Jean-Marc
Lévy-Leblond

L'esprit
de sel

Science
Culture
Politique

« La vraie question, et Lévy-Leblond la pose bien, est de savoir quelle est la fonction culturelle de la science. »

Robert Clarke, Le Matin.



Avec 118 E

au centre

Je ch

« L'esprit de sel »

M. J. Salomon, professeur au Conservatoire des arts et métiers et chef de division S.O.C.D.E., dans un petit livre « percutante analyse, vient de garder de près ce phénomène : la résistance au changement technique qui « empêche » Prométhée.

Sans doute les mages des siècles précédents avaient-ils été trop éblouis. Il n'y a pas de démiurgisme technologique. Sur tout, l'effort du développement scientifique n'est pas neutre : il dépend des idées, des valeurs, des comportements de la société. Vouloir l'acier est un non-sens.

A LA SCIENCE

« Prométhée empêtré »

La résistance au progrès technique.

El qu'il était suave le temps des « Lumières », puis du positivisme, où science et technique, les deux maîtres de la France industrielle, nourrissaient sans compter le progrès ! Il n'en est plus de la sorte depuis qu'un « mur » s'est dressé entre la science et la technique, et que la civilisation est pas au contraire menacée par un trop-plein d'énergie technique.

Jean-Jacques Salomon, professeur au Conservatoire des arts et métiers et chef de division S.O.C.D.E., dans un petit livre « percutante analyse, vient de garder de près ce phénomène : la résistance au changement technique qui « empêche » Prométhée.

Sans doute les mages des siècles précédents avaient-ils été trop éblouis. Il n'y a pas de démiurgisme technologique. Sur tout, l'effort du développement scientifique n'est pas neutre : il dépend des idées, des valeurs, des comportements de la société. Vouloir l'acier est un non-sens.

La mise en question de la technologie se situe à plusieurs niveaux, nous dit l'auteur : la machine supprime des emplois et déqualifie celui qui la sert ; elle arrache l'homme à la nature, à la vie rurale, moins travaillant que celle des villes ; elle même à l'aliénation « organisation scientifique du travail ». En gros, l'homme est ainsi conduit à une rupture avec l'ordre naturel des choses.

Il faut dire que les données nouvelles du changement technique (accroissement de la complexité, nature inquiétante de certaines recherches : nucléaires, biologiques, politiques des gouvernements) ont bien servi la contestation.

Comment ne pas « jeter l'enfant avec l'eau du bain » ? En répondant mieux à la demande du public de participer aux décisions. Mais de nombreux pièges sont à éviter pour que la concen-

tation ne soit pas une mascarade : l'auto-critique, la manipulation, la récupération. C'est précisément sur un panorama des « expériences de participation » à travers le monde que M. J. Salomon termine son ouvrage. Elles touchent l'accès à l'information technologique du public mais aussi des décideurs.

Une riche matière, on le voit, brassée avec beaucoup d'intelligence et de clarté par l'auteur ; mais celui-ci refuse de l'individer n'ait « des pouvoirs » dans son rôle d'irresponsable de « consommateur », comme le déplorait déjà M. Bertrand de Jouvenel.

PIERRE DROUIN.

« PROMETHÉE EMPÊTRÉ », de Jean-Jacques Salomon. Perrin, 1981, 128 pages, 47 F.

CINQ SIÈCLES D'ENCYCLOPÉDIE EN TERRITOIRE YOUGOSLAVE

Exposition à la CHAPPELLE DE LA SORBONNE place de la Sorbonne (57)
Tous les jours, de 10 heures à 19 heures — ENTRÉE LIBRE
DU 15 AU 26 JANVIER

Les pièges des mots et des nombres

SACHANT qu'une vache vaut sept chèvres, et une chèvre six poulets, vous penserez peut-être, comme Albert Jacquard, qu'une vache vaut quarante-deux poulets. Le Sénégalais à qui il exposait cette déduction lui a ri au nez. « Quelle idée ridicule que d'attendre de posséder quarante-deux poulets, impossibles à compter et à transporter, pour acheter une vache ! »

On peut tout faire avec l'arithmétique, les mathématiques, la science. On peut montrer que Alain Krivine est au centre-gauche, il suffit d'employer la « bonne » méthode. De même peut-on affirmer que l'intelligence est d'origine génétique à 80 % — ou d'ailleurs à tout autre chiffre. Albert Jacquard démonte la méthode, toujours la même : on part de quelques hypothèses, apparemment sensées, établies dans une situation précise ; on les utilise ensuite sans se préoccuper de savoir quel est leur domaine de validité. Quelques calculs simples enfin — ou quelques heures d'ordinateur, ce sera plus impressionnant — et l'on obtient ce que l'on veut.

Il y a les pièges des nombres. Il y a ceux des classifications. Dans la première partie de son livre, Albert Jacquard en expose un grand nombre, et les montre à l'œuvre. Et ces pièges ne sont pas innocents, ils sont parfois à l'origine de décisions génératrices de souffrances et de morts. Les exemples donnés sont presque tous tirés de la discipline qu'enseignent et pratique l'auteur, directeur du département de génétique à l'Institut national d'études démographiques. Mais un homme d'une autre branche de la science aurait pu écrire un livre de même esprit, avec des exemples différents. Les pièges sont universels.

Universelles aussi sont les interrogations qui succèdent aux pièges, même si le discours est ici plus confiné à la génétique. La science, c'est ce qu'on sait. Mais une connaissance n'est rien sans celle de ses frontières. Le véritable homme de science est celui qui s'est approché des terres inconnues, qui en a perçu l'immensité, et combien étroit est en regard le champ de la connaissance. Albert Jacquard s'essaie — et réussit

dans une large mesure — à faire toucher du doigt ces frontières où la science vit. Sur trois thèmes — l'éducation, l'organisation, l'évolution du vivant — il recense des questions que pose la science, et les utilise pour éclairer cette énigme si mal connue : la démarche scientifique.

Un court chapitre, « Ruptures », clôt le livre. Droits de l'homme, système éducatif... il y a bien des domaines où le questionnement devrait être, comme en science, l'attitude constante. Mais Albert Jacquard ne prouve-t-il pas ici par optimisme ? Il a écrit dans un autre chapitre : « La paresse la plus courante ne consiste pas à refuser de travailler, mais à refuser de faire appel à notre imagination pour répondre aux questions qui nous sont posées. » Ce constat est juste, mais juste.

MAURICE ARVONNY.

« AT-PEUT-IL DE LA SCIENCE », par Albert Jacquard, Éditions du Seuil, collection « Science ouverte », 228 pages, 65 F.

Le Q.I. et les gènes

Quiconque a observé la façon dont évolue une conversation a déjà fait l'expérience de l'analogie. L'analogie qui permet de passer d'un mot à un autre, d'une idée à une autre. De rebondir de richesses en richesses, de nuances en nuances. L'analogie qui est le principe même du langage et le cœur de la méthode du Grand Robert.

Le Grand Robert est alphabétique pour chasser les 69 000 mots qu'il contient.

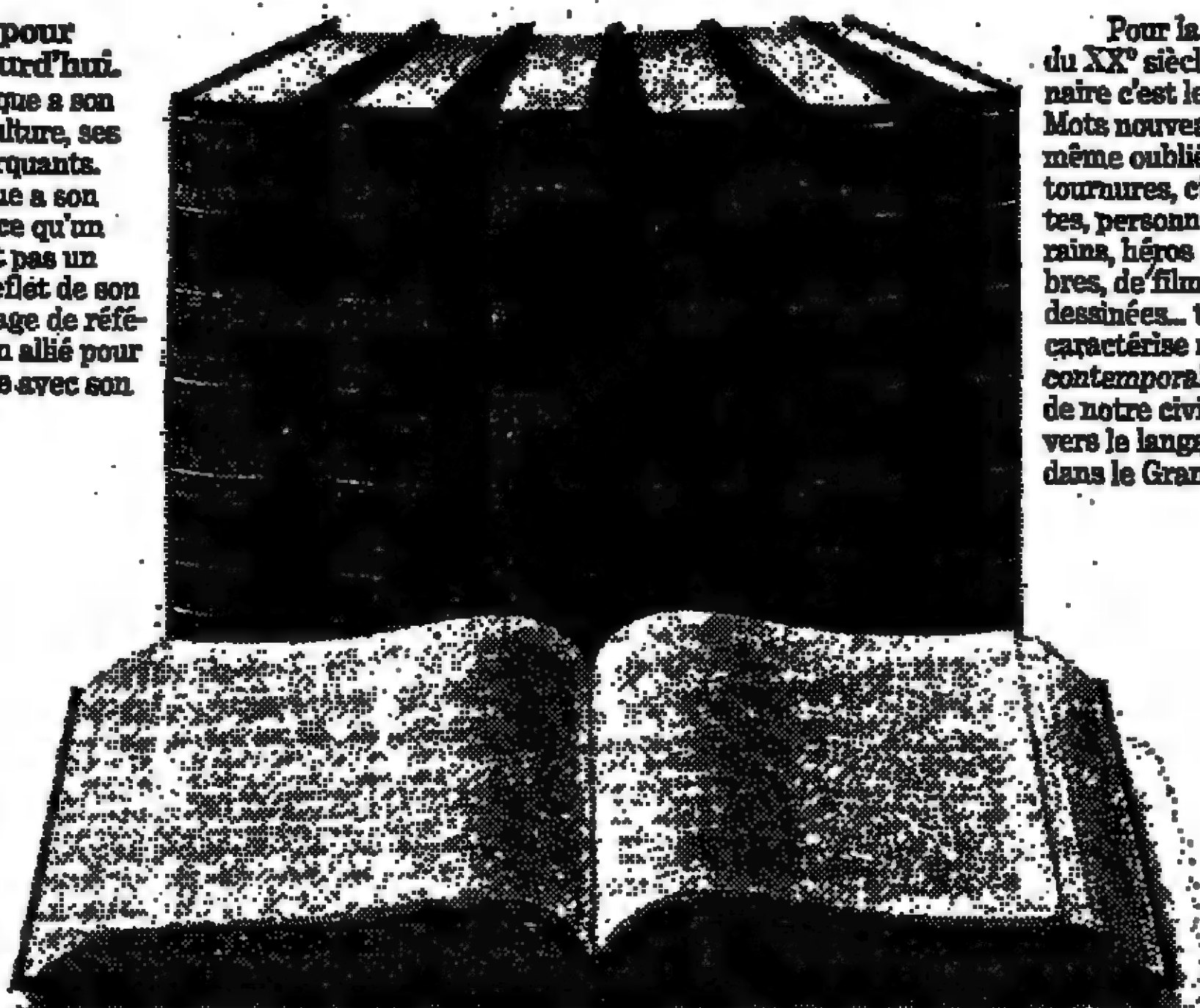
Mais il devient analogique pour permettre de trouver un mot inconnu à partir d'un mot que l'on connaît. Pour offrir de chaque champ d'expression une vision globale et complète. Par un système de renvois, la méthode analogique permet à partir d'un mot donné de découvrir tous les mots de même sens, ou de sens proche, tous les contraires, et bien d'autres termes liés au premier.

Un mot « doux », par exemple, on ne trouve pas moins de 130 mots de sens proches et plus de 50 contraires, répartis en 3 familles de sens, et plus de 20 emplois différents, employés dans les contextes de 40 citations choisies.

Le Grand Robert. Mieux qu'un dictionnaire, un outil de communication.

Toute la richesse de l'analogie. Quiconque a observé la façon dont évolue une conversation a déjà fait l'expérience de l'analogie. L'analogie qui permet de passer d'un mot à un autre, d'une idée à une autre. De rebondir de richesses en richesses, de nuances en nuances. L'analogie qui est le principe même du langage et le cœur de la méthode du Grand Robert.

Un outil pour la vie d'aujourd'hui. Chaque époque a son vocabulaire, sa culture, ses personnages marquants. Et, chaque époque a son dictionnaire. Parce qu'un dictionnaire n'est pas un musée, mais le reflet de son époque. Un ouvrage de référence, un outil, un allié pour qui souhaite vivre avec son temps.



Pour la seconde moitié du XX^e siècle, ce dictionnaire est le Grand Robert. Mots nouveaux, anciens ou même oubliés, expressions, tournures, citations récentes, personnages contemporains, héros de livres célèbres, de films, de bandes dessinées... tout ce qui caractérise notre culture contemporaine et l'histoire de notre civilisation à travers le langage se trouve dans le Grand Robert.

Le Grand Robert en quelques chiffres.

Le Grand Robert en 11 volumes réunit un vrai grand dictionnaire de la langue française (7 volumes et 6 000 pages) et un vrai grand dictionnaire des mots propres (4 volumes et 3 200 pages). En plus des 69 000 mots et des 40 000 mots propres qu'il contient, il offre 200 cartes et plans originaux, 5 000 illustrations en couleurs et plus de 200 000 citations empruntées aux meilleurs auteurs français de François Villon à François Sagan.

Tous les jours.

Chaque jour, ou presque, vous éprouverez votre Grand Robert. Pour vérifier le sens d'un mot, une définition, une date. Pour finir votre grille de mots croisés, ou pour en trouver la clé. Pour éclaircir une idée et trouver ou apprendre le mot juste. Pour répondre aux questions de vos enfants, ou, tout simplement pour rêver, en vous laissant porter par la richesse des idées, des Arts, des Sciences, des Lettres, des événements, des pays, et des mots de notre langue avec tout ce qu'ils expriment.

Avec 118 F recevez ces 7 volumes.

L'essentiel et le meilleur.

Le mot dans lequel nous vivons nous abrège tous les jours dans une masse d'informations. Mais cette profusion de mots ne nous aide pas à nous retrouver, pour en tirer l'essentiel et le meilleur, il faut un fil conducteur. Vous le trouverez dans le Grand Robert.

différence richesse a aussi un inconvénient : on peut s'y noyer. Pour s'y retrouver, pour en tirer l'essentiel et le meilleur, il faut un fil conducteur. Vous le trouverez dans le Grand Robert.

Le « savoir dire ».

Être écouté est une condition nécessaire à toute communication. Il n'est pas utile de parler fort ou d'employer des mots rares et complexes. Il suffit d'employer les mots justes. De

les associer correctement en des tournures fortes et précises. Ce pouvoir, ce « savoir dire », le Grand Robert veut vous l'offrir et chacune des lignes de ces 11 volumes y contribue. C'est là une mission importante.

car, la maîtrise du langage est une nécessité, tant pour l'épanouissement intellectuel des enfants que pour l'harmonieuse insertion de chacun dans sa vie professionnelle, familiale ou culturelle.

Dès demain au centre de votre bibliothèque.

« Cette œuvre ne rendra les plus grands services à tous ceux qui veulent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire ».

Charles de Gaulle.

Je choisis.

AVEC 118 F. Offre à saisir avant publication des tarifs 82.

Offre exceptionnelle.

A tout acquéreur du Grand Robert de la Langue Française, nous offrons la possibilité de recevoir sans frais de réservation supplémentaire et selon les conditions exceptionnelles exposées dans le bon à découper, le Grand Robert des Mots propres en 4 volumes.

Cet ouvrage illustré de plus de 5 000 photos en couleurs et de plus de 200 cartes et plans originaux, complétera harmonieusement le Grand Robert de la Langue Française en 7 volumes. Grâce à cette offre, c'est ainsi 11 volumes élégamment reliés « havane » que vous pourrez, dès demain, mettre au centre de votre bibliothèque.

1. Si de profiter tout de suite de votre offre en vous demandant de nos faire parvenir :
 - le Grand Robert Langue Française en 7 volumes,
 - le Grand Robert Langue Française en 7 volumes et le Grand Robert des Mots propres en 4 volumes (soit 11 volumes au total).
2. Si de réserver gratuitement une documentation complémentaire sur le Grand Robert en 11 volumes sans aucun engagement de ma part.

Les informations concernant vos conditions de vente avec offre préalable me seront transmises en même temps que les volumes. J'ai bien noté qu'à réception des ouvrages, 7 ou 11 volumes, je disposerai d'un délai de 7 jours pour renoncer à mon achat ou vous renvoyer, à vos frais, les volumes dans leur emballage d'origine. Si je ne les renvoie pas dans ce délai, vous pourrez considérer que mon achat est confirmé et me facturer selon les modalités que j'ai choisies ci-dessus.

Je choisis de régler le solde selon les modalités suivantes :

- au comptant les 11 volumes au prix de 3750 F (soit au prix total de 3628 F plus l'envoi versé de 128 F).
- par chèque bancaire, C.C.P. ou C.I. mandat-lettre, à l'exception de tout autre mode de paiement, établi à l'ordre de Seuil.
- au comptant les 7 volumes au prix de 2190 F (soit au prix total de 2072 F plus l'envoi versé de 118 F).
- à crédit les 7 volumes au prix total de 2624,30 F correspondant à 20 mensualités de 131,21 F au taux effectif global de 24,88 %.
- à crédit les 11 volumes au prix total de 4000 F correspondant à 20 mensualités de 200 F au taux effectif global de 24,88 %.

*Offre réservée aux personnes majeures résidant en France métropolitaine. À retourner à Seuil, B.P. 118 - 75120 Clichy. Les personnes résidant hors de France métropolitaine peuvent demander une documentation à Seuil, Le Seuil, 105 avenue Fennellier 75011 Paris.

Cadeau gratuit : À ceux qui auront commandé le Grand Robert et qui ont choisi le mode de paiement chèque, sera offert gratuitement la reproduction en tirage limité, sur papier chiffon, de 5 planches extraites du « Livre de Lecture bourguignon ». Ce charmant ouvrage du XVII^e siècle, imprimé avec des clous sur du papier à chandelle, est un objet rare et peu connu. Ces extraits constituent un cadeau exceptionnel que le Grand Robert est heureux d'offrir à ses amateurs.

*Offre valable 3 mois à compter du 15 janvier 1982.

DICTIONNAIRES LE ROBERT

La Science Progrès ou menace ?

Albert Jacquard
Au péril de la science ?



Seuil

enquête

QUESTIONS A LA SCIENCE

Où en est l'anthropologie ?

La fin des grands modèles et l'appel à l'histoire.

DEPUIS sa naissance, l'anthropologie a peur de mourir. La sociologie, l'économie, l'histoire, attendant du mouvement de l'humanité le renouvellement constant de leur objet d'étude. L'anthropologie, au contraire, se prépare à la disparition du sien, à l'élimination, culturelle et parfois physique, des groupes humains qu'on qualifie autrefois sans complexe de « primitifs ».

Dès 1888, le directeur du British Museum écrit, en préface à un ouvrage sur la culture matérielle des îles du Pacifique : « C'est un lieu commun de dire que, dans quelques décennies, les études ethnographiques auront pour tout terrain d'action l'intérieur des musées. Là où les races indigènes ne sont pas en train de mourir, elles changent rapidement, résultat inévitable de la pression exercée par la race blanche. » Et, en 1965, les candidats à un examen final se voient proposer par l'université d'Oxford le sujet suivant : « L'anthropologie sociale est-elle morte ? »

Impérialismes

Ce problème de l'anthropologie — l'évaporation de son objet d'étude — est aggravé, après la deuxième guerre mondiale, par une modification du statut de l'observateur. Depuis la décolonisation, l'anthropologie n'opère plus sous la protection de l'autorité impériale britannique ou néerlandaise. L'accès aux pays sous-développés, qui contenaient l'essentiel des ressources en « primitivité culturelle », est moins facile et pose désormais des problèmes d'ordre diplomatique. Le simple fait de traiter comme objet les peuples anciennement colonisés est souvent considéré comme une insulte par les nouveaux États, comme une forme subtile et vicieuse de réaffirmation de la supériorité blanche.

Aujourd'hui, l'ethnologie, même de gauche, antiraciste et bourrée de la quantité réglementaire de mauvaise conscience, est une incarnation tardive de l'Europe conquérante. Les pays de tradition anthropologique — France, Grande-Bretagne,

Pays-Bas — sont tous d'anciennes puissances coloniales. Quant aux États-Unis, ils sont un produit pur et simple du colonialisme. Dernier exemple en date de cette association du fusil militaire et du stylo à bille ethnologique : le cas vietnamien. Actuellement se développe à Hanoï une école anthropologique dont le but est double : comprendre les innombrables minorités culturelles de la péninsule indochinoise et faciliter l'intégration de tous ces peuples frères dans la grande nation vietnamienne (1).

Le quadrillage

Malgré ces problèmes, réels, l'anthropologie des années 1945-1980 n'a pas été une peau de chagrin. Au contraire. L'expansion des crédits universitaires a entraîné une augmentation considérable des études monographiques, menées à 95 % par des chercheurs britanniques ou américains. L'acquis matériel des trente-cinq dernières années est immense. La planète a été quadrillée comme jamais du point de vue ethnographique : de la Birmanie au Chili, de Ceylan au Ghana, du Mexique à l'Éthiopie, les cultures ont été mises en fiches et en livres, produisant un corpus de données réellement étonnant.

Menées surtout dans la grande tradition britannique (même lorsqu'elles sont américaines) ces enquêtes s'intéressent de moins en moins à la forme des poteries, des maisons, des pirogues, et de plus en plus à la structure sociale, ensemble abstrait, mais plus fondamental, de relations humaines, familiales, économiques. Paradoxiquement, la force de la méthode britannique d'enquête sur le terrain, c'est son extraordinaire capacité d'abstraction, sa faculté de se dégager de toute couleur locale en s'appuyant sur des concepts dérivés de la sociologie durkheimienne. L'anthropologie sociale a évacué le folklore, mais salé et formalisé les mentalités.

La synthèse impossible

La crise économique mondiale a mis fin à cette période des vaches grasses. Les commissions parlementaires britanniques, dominées par les conservateurs, fervents de la coupe budgétaire, s'interrogent « sur l'utilité pour l'économie britannique d'études menées sur de petites communautés en des terres étrangères ». Deux sujets de recherches repérés dans les catalogues du S.S.R.C. (Social Science Research Council), équivalent outre-Manche du C.N.R.S. dans sa partie sciences humaines, ont particulièrement attiré la vindicte de la commission : « L'étude du commerce de longue distance en Libye », « L'analyse du système de parenté et de la structure sociale en Pologne ». Ce sont justement des domaines où la diplomatie occidentale aurait pu utiliser les services des spécialistes correspondants. L'impérialisme britannique n'est décidément plus ce qu'il était !

Le désarroi de l'anthropologie, évident dès les années 70, est en réalité d'origine intellectuelle

plutôt que matérielle. Les structures élémentaires de la parenté, de Lévi-Strauss, datent de 1947. Depuis, aucune grande synthèse concernant l'organisation sociale n'est venue mettre en ordre la masse des résultats monographiques. Au contraire, l'accumulation de données a semé le désordre, jeté le doute sur les synthèses antérieures. Claude Lévi-Strauss juge cette situation comme normale, phase inévitable d'un cycle traditionnel : expansion des connaissances, désordre, mise en ordre, et ainsi de suite.

Les Structures élémentaires furent, en leur temps, une mise en ordre théorique d'un chaos empirique désordonné, gonflé par les recherches des décennies antérieures. Reste que, normalité ou non, nous sommes au creux de la vague. Peu de chercheurs manifestent aujourd'hui l'optimisme de Maurice Godelier, qui estime, très joliment, que le sur-mot théorique des anthropologues n'est pas atteint.

Selon Alan Macfarlane, professeur à l'université de Cambridge, au début de sa thèse de troisième année n'aurait-il eu à écrire un essai sur les thèmes : « Qu'est-ce qui ne va pas dans le schéma évolutionniste ? », « Qu'est-ce qui cloche dans le fonctionnalisme ? », « Quelles sont les faiblesses du structuralisme ? », « Quelles sont les insuffisances du structural-fonctionnalisme ? ». Les anthropologues, en ce qui concerne les questions théoriques, sont, outre-Manche, d'humeur sombre.

Masochisme théorique

En France, le pessimisme quant à la possibilité d'une synthèse est moins conciliant mais tout aussi réel. Ce qui frappe, lorsqu'on interroge des savants français, c'est leur très grande réticence à donner des réponses claires à des problèmes de synthèse classiques. A la question « Le mariage préférentiel entre cousins est-il fréquent chez les autochtones d'Asie du Sud-Est ? », on obtient des réponses du genre : « Vous croyez ? »

La France, actuellement, pratique la généralisation plutôt que la synthèse. On n'hésite pas, par exemple, à affirmer que l'étude approfondie d'une seule communauté peut régler des problèmes planétaires. Française Héritier demande à l'analyse sur

ordinateur d'un groupe de villages africains de résoudre, après comparaison avec un village de Lozère sous l'Ancien Régime, le problème du passage des structures élémentaires aux structures semi-complexes, ou même complexes, de la parenté (2).

Côté britannique, on pratique aussi la généralisation, mais négative, et elle n'est pas moins dangereuse. Edmund Leach publie, en 1961, *Paléontologie en Ceylon*, monographie dont la virtuosité technique laisse pantois, mais dont la conclusion pourrait mener un anthropologue fragile à l'apoplexie (3). Après avoir analysé et souligné la faiblesse des relations de parenté dans un village cinghalais, Leach suggère que des études semblables, menées dans des communautés africaines, pourraient bien ruiner l'hypothèse, très générale en anthropologie, de la puissance des structures de la parenté dans l'ensemble des systèmes sociaux primitifs.

Adieu la parenté, bonjour la famille

Vient-il semer le doute sur la qualité du travail et des résultats qui ont fondé la prééminence de l'école britannique ? Cette conclusion négative est, en tout cas, mal établie. Ceylan ne peut être considéré comme typique du monde primitif ni même du tiers-monde : la transition démographique — baisse de la mortalité et hausse de la fécondité — qui n'a pas commencé en Afrique, s'y achève actuellement, et l'alphabétisation de masse y est acquise. La société rurale de Sri-Lanka est, structurellement et moralement, beaucoup plus proche de celle de l'Europe que des mondes africains ou océaniques. Leach fonderait-il, inconsciemment, sa comparaison et sa généralisation sur l'idée que tous les peuples bruns doivent se ressembler quant à la structure sociale ?

Cette erreur n'empêche pas Leach, dont les travaux commencent à être traduits en français, d'être considéré aujourd'hui comme l'un des plus grands anthropologues britanniques, grand prophète outre-Manche de la lutte contre l'influence lévi-straussienne.

Cette double crise — par manque de théorisation et par excès de généralisation — est

pourtant l'amorce d'une révolution, qui mène l'anthropologie à la rencontre de l'histoire, dans les années 70, en France comme en Angleterre.

Progressivement, l'analyse des systèmes de parenté par les anthropologues britanniques a changé de nature : une distinction s'est imposée entre la parenté comme système idéologique et la parenté comme système de relations interpersonnelles à partir des études d'Evans-Pritchard sur les Nuer. On se demande moins pourquoi toute une catégorie d'individus sont appelés frères, indépendamment de l'idée biologique de fraternité, mais l'on examine plus attentivement la cohabitation, au sein d'un même ménage, de tels ou tels types de parents. Bref, on abandonne la parenté pour la famille.

Et c'est ici que l'anthropologie rencontre l'histoire, les deux disciplines échangeant leurs méthodes et leurs domaines. Les historiens de l'Europe préindustrielle ne pouvaient rien tirer de l'étude des systèmes matrimoniaux très sophistiqués élaborés par les sociétés primitives, africaines, australiennes ou indiennes d'Amérique. Le caractère résolument exogamique et asexuée du modèle européen interdisait tout rapprochement. En revanche, ils se sentent concernés par l'analyse du groupe domestique, étroit domaine dans lequel l'Europe de l'Ancien Régime fait apparaître une grande diversité.

Réciproquement, les anthropologues d'aujourd'hui se tournent plus volontiers vers les sociétés rurales européennes que vers les polynésiennes.

Rencontre avec l'histoire

Ainsi, tandis qu'en 1958 Jack Goody dirigeait à Cambridge une étude sur la famille au Ghana, à Bordeaux et chez les Peuls, en 1971 est publié dans la même ville, sous la direction de Peter Laslett, un énorme recueil, *Household and Family in Past Time*, qui analyse les structures familiales en Angleterre, dans des villages français, japonais, toscans, belges, néerlandais, à l'époque préindustrielle. Signé lors en passant que cet ouvrage pulvérise l'idée que la famille patriarcale dominait l'Europe ancienne.

Simultanément, Alan Macfarlane qui est à la fois anthropologue et historien, imprime en trois ouvrages l'idée qu'il existe une nouvelle discipline, l'anthropologie historique. Il ébauche la sociologie anglaise du dix-huitième siècle, la vie familiale d'un pasteur protestant de la zone époque, et, enfin, un peu plus tard, dans *The Origins of English Individualism*, il remet en question tous les schémas évolutionnistes, wébériens, marxistes et durkheimiens.

En France aussi fleurit l'anthropologie historique. Un programme d'étude au programme de l'École des hautes études en sciences sociales pour l'année universitaire 1981-1982 le prouve. Mais le « français » du terme est autre. Nos historiens empruntent à l'anthropologie une inspiration générale, des thèmes évocateurs, plutôt que des méthodes ou un problème scientifique. Ce qui est anthropologique pour l'historien français, c'est le naturel primitif : mille et une façons de faire l'amour, de se vêtir, de se pointer, de se gratter le nez à Moyen Âge ou sous l'Ancien Régime. Il cherche dans le passé une sorte de bon sauvage, substitut de celui des philosophes du dix-huitième siècle.

Deux exemples récents permettent de voir les conceptions opposées qu'on se fait de l'anthropologie historique, des deux côtés du Channel.

Lorsque Georges Duby s'interroge, dans *Le Chevalier, la Femme et le Prêtre*, sur les origines du mariage occidental, il fait d'un thème anthropologique, le mariage, une occasion d'observer des changements, d'écrire une autre histoire. Lorsque Macfarlane introduit le concept de famille dans son étude de l'individualisme anglais, c'est pour souligner l'existence sous les vagues de l'histoire de structures anthropologiques immuables. Les Français ont mis l'anthropologie au service de l'histoire. Les Britanniques ont mis l'histoire au service de l'anthropologie.

EMMANUEL TODD.

(1) Les Premiers Auteurs de l'ethnologie vietnamienne, par Phan Efan Dik, in « Asia du Sud-Est et monde insulinaire », C.O.R.S.E., 1979, vol. IX, n° 1-2, pages 155-178.
(2) L'Économie de la parenté, de Maurice Godelier, Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales.
(3) Paléontologie en Ceylon, par Edmund Leach, Cambridge University Press, 1961. En français : Les Structures de la parenté, Éditions du Seuil, 1961.
(4) L'expression anglaise est « historical anthropology ».

LANGUES ORIENTALES

Arabe	H.T.
Manuel d'arabe moderne, par R. Bili	70 F
Grammaire de l'arabe classique, par R. Bili	121 F
Éléments d'arabe classique, par R. Bili	61 F
Hébreu	
L'Hébreu au présent, Manuel d'hébreu contemporain, par J. Carmel, R. Meiser et D. Taub	67 F
Grec moderne	
Introduction au grec moderne, par J. Mirambel	80 F
Petit dictionnaire français-grec moderne et grec moderne-français	80 F

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur G.-P. MAISONNEUVE et LAROSE 15, rue Victor-Cousin, 95005 Paris

philosophie

Jan Patocka, grand penseur de Prague

LES idées ne circulent pas en Europe. Les moyens modernes de communication ont supprimé les frontières, aboli les distances, et rapproché, jusqu'à la quasi-instantanéité, l'événement de l'information qui en rend compte : ce qui fait, semble-t-il, de la planète un village. Mais ce gigantesque progrès technique s'accompagne d'une régression culturelle non moins spectaculaire.

Il suffit que le hasard ait fait naître et vivre un grand philosophe à Prague, l'un des capitales de l'Europe perdante — pour que nous ignorions tout de son œuvre. Jan Patocka, que Husserl tenait pour l'un de ses disciples les plus pénétrants, est à peu près inconnu en France. Il y a beaucoup de blancs sur la carte du village planétaire.

C'est pourquoi (malgré une traduction qui entre deux mois semble toujours opter pour la plus obscure), il faut saluer la parution des *Essais hétéroclites* comme un grand événement. Ne pas se fier au titre, néanmoins. Révisiter l'attrait romantique du mot : hétéroclite. Patocka n'a pas écrit un réquisitoire antistalinien ou un manuel de dissidence. Il fut, c'est vrai, un opposant déterminé, héroïque même à la normalisation qui a suivi le Printemps de Prague. Porte-parole de la Charta 77, Patocka fut arrêté, et succomba, le 13 mai 1977, aux suites d'une crise cardiaque provoquée par son interrogatoire.

Les *Essais hétéroclites* ne sont pas pour autant un « cri » (de révolte, d'angoisse, de désespoir, etc.). Penseur exigeant et

rigoureux, Patocka modifie le rapport que, spontanément, nous entretenons avec les textes venus de l'autre Europe : il requiert de nous une attention et une modestie, qui vont bien au-delà de la compassion dont nous sommes généralement si prodigues.

Au lieu, comme prévu, de livrer le témoignage de sa condition, Patocka nous arrache à notre sommeil dogmatique, et nous rend la mémoire de nous-mêmes. Avec Kolakowski, Milosz et Kundera, il contribue à mettre en crise ce cliché européen qui, depuis plusieurs décennies, réduit l'Occident à l'Amérique, et l'Amérique à son impérialisme ou à ses hamburgers. Comme si l'Occident n'était passable, dans sa complexité, que là où il est menacé dans son existence.

Polemios, père de toutes choses

« Polemios est le père de toutes choses » : cette parole d'Héraclite, énigmatique et belle, constitue pour Patocka l'acte de naissance de l'esprit européen. C'est en cherchant son unité dans la discordance, en faisant de l'opposition entre les citoyens — le tonus de la vie de la cité —, que la philosophie a rendu possible l'apparition presque simultanée de la philosophie, de la politique et de l'histoire — ces trois dimensions essentielles de l'humanité occidentale.

Selon Patocka, l'homme sort de la préhistoire quand il abandonne les certitudes naïves du

sens accepté pour le questionnement du sens, et qu'il quitte une existence vouée à « l'extinction du petit rythme vital » pour une vie que rien ne met à court, une vie qui consent à sa propre problématique.

Ce n'est sans doute pas par hasard que Patocka retourne la, mais en l'inversant, le vocabulaire du communisme. En des pages d'une irrésistible puissance, Marx promettrait à la société humaine que la dissolution des rapports bourgeois de production la dégagerait pour toujours de la préhistoire. Autre chose a eu lieu, explique Patocka. Un événement bien pire. Un démenti absolu à cet optimisme. Le marxisme a été abattu le sens de leur histoire, il a « dé-problématisé » leur vie, sans leur rendre pour autant la sécurité pré-historique d'une vie préservée de tout ébranlement, de toute inquiétude. Ni histoire ni préhistoire : c'est le temps du nihilisme.

Les dernières pages du livre — les plus fortes peut-être — confrontent l'homme du vingtième siècle à un bouleversement aussi décalé que la naissance de la philosophie : la guerre mondiale (ultime avatar de Polemios). L'expérience moderne de la guerre (et particulièrement l'épreuve du front telle que Jung et Teilhard nous la rappellent) annule non seulement toutes les valeurs épiques ou aventureuses attachées au combat, mais ces principes fondamentaux que Patocka appelle les valeurs du jour : le progrès, la profession, la carrière. Les grandes idées pâlissent, l'espoir

lui-même s'avoue comme dérisoire, face à ce fâcheux décalage de la vie dans la nuit qui représente le malheur de la guerre.

La solidarité des ébranlés

Aucun slogan du jour, dit Patocka, ne pourra mettre fin au règne de la force, pas plus la nation que la société sans classes ou la conscience internationale. Pour dépasser cet état, Patocka en appelle à la solidarité des ébranlés — ébranlés dans leur foi en le jour, la vie et la paix. Une telle solidarité « doit et peut créer une autorité spirituelle (...) capable de pousser le monde en guerre à accepter certaines restrictions, capable ensuite de rendre, impossible certains actes et certaines mesures ».

L'actualité révèle cruellement l'urgence de ce « sacréisme politique », selon les termes de Paul Ricoeur, dans sa belle préface. A-t-il sa chance ? On sait, en tout cas, à la lumière des événements de Varsovie, que le principal obstacle, en russe, à l'ébranlement est cette déformation du sens de la réalité qui, sous le nom de réalisme, consent à la force et lui donne le visage de la faiblesse.

ALAIN FINCKELKRAUT.

* ESSAIS HÉTÉROCLITES SUR LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE, de Jan Patocka, Traduit du tchèque par Erika Abram, Préface de Paul Ricoeur. Postface de Georges Finkelman. Ed. Verdier. Distribution Éditions, 170 p., 55 F.

"Lisez, faites lire ce livre. C'est une nécessité urgente." Max Gallo



LA PETITE APOCALYPSE
de TADEUSZ KONWICKI
Traduit du polonais
"Un roman pré-monitoire, lumineux, désespérant, qui contient toute la Pologne."
Nicole Zand
Collection "Pavillons"
ROBERT LAFFONT

150150

pologie ?

au fil des lectures

histoire

VLADIMIR
PAR VLADIMIR

Vladimir Volkoff a écrit à un ouvrage bien singulier. La chose ne doit pas nous étonner, habitués que nous sommes à son œuvre romanesque. Les premières singularités viennent du fait que ce livre, rédigé initialement en anglais, fut traduit par l'auteur, qui le consacra « par trop tard pour une vie de auteur » ; il parut donc pour la première fois en France, en traduction.

Le deuxième singulier est qu'il s'agit d'une œuvre historique dont le nom de l'auteur est certainement plus le lecteur que celui du héros, peu ou mal connu en Occident. Le troisième singulier réside dans une terminologie d'expression, qui dissimule publiquement un immense travail d'information historique. Mais la singularité la plus grande est le genre auquel appartient ce récit. Ni travail universitaire, ni roman historique, ni histoire romanesque, il faut chercher du côté de l'hagiographie, mais une hagiographie qui collabore avec les rites de la modernité, voire du postmodernisme.

Bien sûr, le but premier est d'écrire la vie et les aventures d'un petit prince viking, tribune fils de Svend, prince de Kiev, qui réunit à la fin du dixième siècle à l'empire de Kiev, à devenir par la suite et la hardiesse un des souverains puissants les plus puissants de l'Europe de l'est, puis après une extraordinaire conversion nationale et politique, à devenir le beau-frère des empereurs de Byzance (ils étaient deux à l'époque) et à organiser un immense royaume chrétien aux marches de l'Europe.

Toutefois, parallèlement à ce projet initial, le lecteur se découvre peu à peu un second, plus secret, plus profond aussi, définissant les axes spirituels et culturels qui présideront au développement de la culture russe jusqu'à ce qu'elle entre Vladimir (Léon) vient sous son nom à question. Autant qu'un discours sur les origines de la Russie, c'est une réflexion sur ses propres origines intellectuelles et spirituelles qui nous l'emporte.

Certains historiens pourraient ne pas être d'accord sur la présentation de tel ou tel événement, sur l'importance accordée à tel ou tel aspect, mais quelques généralisations historiques, mais personne ne pourra venir contester à l'écriture de ce barbare civilisé, de ce petit chrétien qui n'a jusqu'à la fin de sa vie.

J.-C. ROBERT

DIX DESTINS DE ROIS

Si vous aimez l'histoire ancienne, voici celle, fort instructive et expressive, d'une époque en voie de disparition : les rois. Ils sont décrits avec brio, mais avec une science toute moderne et d'une plume vive, parfois taillée en fil de fer. Loin de la cour de Goya, ces portraits ne sont jamais flétris. Les deux premiers, François Jodel et Louis Boulay de la Métrie, sont de indépendance s'ils ne sont pas des laïcs.

C'est pourquoi à sa guise, sous le vernis sacré, on peut distinguer l'âme de l'homme. Celle qui nous mène au dernier souvenir d'Angleterre enragée dans son « royaume échoué à l'ouest caribéen insulaire ». Ce qui, ajoutée-elle, « dans un langage sortant d'un monde à part, les choses moyennes anglaises ». On retrouve d'ailleurs chez presque tous ces rois.

Des rois et de leurs rois, des rois et de leurs rois, des rois et de leurs rois, de leur dépendance et de leur famille, de leurs vies et de leurs morts, de leurs amours et de leurs diables, les auteurs nous parlent comme s'ils y étaient. Mais c'est là de l'histoire, non des histoires pour magazines. Car à travers ces figures royales, souvent bourgeois, vous serez instruits de dix peuples, de sociétés, d'inscriptions ou peintures sous les nuances de l'Europe.

La politique n'est nulle part aussi présente, présente, que dans le chapitre espagnol. Les auteurs excellent à montrer ce pendant d'une succession de la démocratie par une monarchie. Ce roi attaché de sa dynastie, ce « roi à l'essai », c'est Franco qui l'a fait. On le lui rappelle sans, s'il est soupçonné de remonter un peu plus haut. Le mot, qui reste politique, mais à l'essai, a ouvert ce puissant moyen de survie, de durée, de retour. C'est un cas unique d'attachement démocratique.

Ce joli livre, qui est le contraire d'un livre féroce, touché ici à un langage laïque qui nous touche, nous, de très près.

YVES FLORENNE

* Il est encore des rois, de P. Jodel et L. Boulay de la Métrie, Presses de la Cité, 300 pages, 80 F.

MÉTAPHYSIQUE
LANDAISE...

Qu'est-ce que les Landes ? Un lieu étrange, désert, où, de rares bergers font paître leurs moutons. Un lieu magique dont l'envoûtement n'a pas été de se faire sacré ; un lieu qui a un grand charme poétique. Bernard Manciet, le plus célèbre Gascon de nos lettres actuelles, a écrit sur ce pays son premier livre en français.

Ne fallait-il pas lire Landes pour savoir lire ainsi les signes, épeler les bruits que font l'eau ou le vent, retrouver la formule métaphysique du pin ou des échevres ? On se donne avec un tel enjeu, les risques sont énormes. Bernard Manciet en est conscient, mais il n'a pas peur. En deux cents pages écrites d'une plume à la fois ironique et lyrique, il dépense les merveilles d'une terre qui ignore la culture et qui a donné au monde que des écrivains, d'un tel qui se débrouille sans le pied — même le pied de Napoléon III.

Pour le Second Empire, les Landes ou l'Alsace, c'est un peu le rôle de coloniser. Avons-nous bien changé d'esprit ? Rien n'est moins sûr. Les Landes, heureusement, ont l'habitude de ne pas se soucier des étrangers. Bien à l'abri derrière leurs rideaux d'arbres et de pins, ils cultivent la patience dans l'espoir de trouver le fin mot d'une sagesse qui n'appartient qu'à eux.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

* La Triangulaire des Landes, de Bernard Manciet, Arléa, 220 p., 70 F.

philosophie

VERS UNE PENSÉE DE LA CHAIR

Le lecteur français est souvent plus familier des pensées issues de Husserl que de l'œuvre même du fondateur de la phénoménologie. Le livre dense et rigoureux de Didier Franck permet de s'expliquer avec celle-ci à partir de la question, omnipotente et méconnue, de la chair.

Suivant l'axe de la cinquième « méditation cartésienne », il prend en vue l'ensemble de l'œuvre publiée. Mais, ce n'est là sa richesse, il fait plus et mieux que combler une lacune dans les « études husserliennes » : il ouvre à la pensée l'espace d'une question, par une recherche qui éprouve les limites de la phénoménologie. Cette éprouve n'est possible qu'à partir du plus près et au plus vif, son mouvement propre. S'agissant de la chair, de l'œuvre moi et du temps, Didier Franck montre que « ce qui est au moment la phénoménologie de nous hors de sa prise », ce qu'elle doit peut-être payer son respect unique de l'altérité du « pris de son propre autoconscience même ».

La chair n'est pas le corps, le corps donné dans l'espace objectif, le corps objet des sciences de la nature. La limite de son corps est sa subjectivité, tandis que son chair, toujours en creux d'elle-même, est connective au monde : son regard va jusqu'aux étoiles. La limite ne peut lui venir que d'une autre chair, et cette autre chair est « une composante de son de la même propre ». Ma chair finit là où elle commence, à l'autre, dans un contact, une coïncidence, une coexistence, donc D. Franck donne d'indivisibles analyses.

Cette chair, qui n'est ni objet ni sujet, est à l'origine de toute subjectivité, elle-même pour l'être à l'existence subjective. Comment l'entendre ? Comment penser la « relation charnelle » en deçà de la relation du corps ? Quel est le secret, à cet égard, de la différence sexuelle ? Comment penser l'espace charnel ? Comment la chair donne-t-elle le temps ? Telles sont quelques-unes des questions de ce livre important.

« Ce qui pour le corps, écrit-il, Spinoza, devient pour l'esprit un fait d'identité. » Ces questions ne sont pas, comme on le voit, de l'ordre de la pure spéculation, mais de l'ordre de la vie.

JEAN-LOUIS CHRISTIEN

* Chair et corps, Sur la phénoménologie de Husserl, de Didier Franck, Éditions de Minuit, coll. « Arguments », 180 p., 40 F.

CADEAU pour tous dans le monde et culture

COMESTIBLES

édition originale annotée
224 pages

chaque des droits de ce recueil conçu comme un menu de repas comprend au moins un personnage comestible

chez
Jean Guenet
83, rue des Tanneurs
92110 Saint-Cloud

Dès réception d'un chèque de 58 FF avec votre nom et votre adresse, le livre vous est posté directement.

sciences humaines

L'EFFROI
DANS LE CORPS

Ses réactions si fructueuses comme qu'on se réveille (1) ne pouvaient qu'engager Françoise Davignaud dans une quête parallèle : celle de l'effroi, dont il paraît que le rêve est un lieu privilégié. Une recherche qui a pour symbole la clé de la huitième femme de Barbe Bleue. Car c'est dans le corps humain que se trouve l'effroi : corps supplicié, mutilé ou monstrueux.

Effroi de ce corps, effroi dans le corps à corps : la guerre, l'amour, l'effroi de l'effroi, que la conscience exprime bien avec la bisexualité Ognon, l'appétit de l'orgasme l'important de l'acte dans le couple. Ce qui nous conduit tout droit au bref mais riche chapitre de l'effroi du corps féminin. « Dévoilement, engouffrement, castration. Ce corps dont on se défend ou se venge par le feu, les chaînes, les mutilations ; souffrant et irrémédiablement de l'abîme ; éternel dialogue avec « la bouche d'ombre ». Une autre « bouche d'ombre », mais qui s'élève par la parole dans l'inconscient de Hugo.

YVES FLORENNE

* Le Corps de l'effroi, de F. Davignaud, La Sycomore, 128 p., 67 F.

(1) J. et F. Davignaud, J.-P. Corbier : la Banque des rêves. Payot.

LES POSSÉDÉES
DE MORZINE

Au printemps 1857, la petite communauté alpine du village de Morzine est assaillie d'un mal étrange et contagieux : les jeunes filles de l'école des sœurs sont atteintes de convulsions qui les envoient à l'hôpital. La population est assaillie à son tour d'une maladie du diable et réclame le châtiment des coupables et l'exorcisme des victimes. Les autorités ecclésiastiques restent cependant réservées. Ce sont les médecins qui interviendront pour réinscrire ce phénomène diabolique dans l'espace thérapeutique, ouvrant le grand débat médical qui se résoudra avec Charcot par le concept d'hystérie.

Le cas des possédées de Morzine est considéré d'abord parce qu'il marque la relève du discours religieux et populaire par le savoir médical, et surtout parce qu'il fait ressortir la persistance d'une même vision : maintenir et décrire l'expression de la déviance.

Le maître de Catherine-Laurence Maître est de congédier les explications pseudo-scientifiques et d'interpréter le grand débat médical comme une sorte de lapsus historique, c'est-à-dire comme le retour d'un refoulé culturel.

Ce que les médecins diagnostiquent et soignent sous le terme d'hystérie, c'est la voix collective des femmes de Morzine, qui assument les souffrances, les crimes et les aspirations d'une communauté en voie de désintégration : c'est la protestation des victimes du sexisme, de l'exploitation rurale et de l'exploitation industrielle contre le pouvoir masculin et normalisateur.

MICHEL TREVOZ

* Les Possédées de Morzine, de Catherine-Laurence Maître, Presses universitaires de Lyon, 128 p., 60 F.

FRANÇOIS PERROUX

Pour une philosophie du nouveau développement

« Nul n'ignore que F. Perroux qui a ouvert à la science des chemins neufs par la formalisation mathématique de l'économie, a tout ce qu'il faut pour n'être pas inégal aux redoutables questions que pose le « développement ». » JACQUES LASSOUR

« Un texte extraordinairement stimulant. » JACQUES LASSOUR

« Ce livre passe en revue les théories classiques, marxiste, keynésienne. Les dépassant, il voit l'économie comme un jeu de pouvoirs asymétriques. » JACQUES LASSOUR

AUBIER/PRESSES DE L'UNESCO

AUBIER



Collection « Réflexion »

PAUL TOINET
Vers un âge théologique ?
Par-delà nos impasses

Collection « Théologie Nouvelle »

PAUL TOINET
L'ordre sacerdotal
et l'avenir de l'homme

FLORENT GABORIAU
Naître à Dieu
Questions sur le baptême

FLORENT GABORIAU
Nourris de Dieu
Questions sur l'Eucharistie

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

Collection des chefs-d'œuvre de l'histoire de France

TALLANDIER

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ARTS

Une banque d'images pour la Paix

Les images sont les plus puissants des messages. Elles ont la capacité de toucher l'âme, de provoquer l'émotion, de susciter la réflexion. Elles sont donc un moyen privilégié pour la diffusion de messages de paix, de solidarité, de compréhension mutuelle.

Le Centre Georges Pompidou a mis à disposition du public une banque d'images pour la Paix. Cette banque est constituée de 100 images sélectionnées par des artistes et des chercheurs de différents pays. Elles sont regroupées en 10 thèmes : la violence, la guerre, la paix, la justice, la liberté, la dignité, la solidarité, la culture, la science, la nature.

Cette banque d'images est accessible à tous, gratuitement. Elle est située au Centre Georges Pompidou, 104 rue de la Harpe, 75005 Paris.

eaux profondes

Un suspense à la Hitchcock pour le comble du suspens.

Geumont

nouveau drouot

Salon des ventes - 9, rue drouot - 75009

téléphone 344 17 11

Impasse des Minimes 104

LA CHAMBRE D'ECRAN

Salon des ventes - 9, rue drouot - 75009

téléphone 344 17 11

UN FILM DE VERA VARDIA

DOCUMENTAIRE

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

OLYMPIC MAN, Centre Pompidou, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

VIE ET MORT DU ROI BOULE, Théâtre de la Ville, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

AIN SALAH, Théâtre de l'Épicerie, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES JONES DE LA VIE, Théâtre de la Ville, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

ANTOINETTE ET CLOPATRE, Centre Pompidou, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

ARLEQUIN EMPEREUR DANS LA LUNE, Théâtre de la Ville, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LA DIVINE COMÉDIE, Centre Pompidou, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Les autres salles

Antoine (206-77-11), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Antoine (206-77-11), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Antoine (206-77-11), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Les cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans.

Les films marqués () sont interdits aux moins de 18 ans.**

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Une certaine rencontre, de R. Muller. 17 h : L'Amour de l'homme, de G. Calor. 19 h : L'Amour de la femme, de G. Calor. 21 h : L'Amour de l'enfant, de G. Calor. 23 h : L'Amour de la mort, de G. Calor.

Les exclusivités

ALLEMAGNE MIKE BLAFARDE (AR, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

AMERICAN POP (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

AMERICAN POP (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

DIVINE CRÉATURE (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

DIVINE CRÉATURE (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

DIVINE CRÉATURE (A, v.a.) (Impérial, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jedi 14 janvier 1982

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES COMÉDIES MUSICALES

Porto-Saint-Martin (607-57-53), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Porto-Saint-Martin (607-57-53), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

Porto-Saint-Martin (607-57-53), 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR DES FEMMES, film américain de Michel Sautou, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

L'AMOUR DES FEMMES, film américain de Michel Sautou, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

L'AMOUR DES FEMMES, film américain de Michel Sautou, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES FILMS NOUVEAUX

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES FILMS NOUVEAUX

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES FILMS NOUVEAUX

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES FILMS NOUVEAUX

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES FILMS NOUVEAUX

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LE PRINCE DE NEW YORK, film américain de Sidney Lumet, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

SPECTACLES

HAPPY BIRTHDAY SOUHAITEZ-NE JAMAIS ÊTRE INVITÉ (A, v.a.) : U.G.C. Danton, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

HAPPY BIRTHDAY SOUHAITEZ-NE JAMAIS ÊTRE INVITÉ (A, v.a.) : U.G.C. Danton, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

HAPPY BIRTHDAY SOUHAITEZ-NE JAMAIS ÊTRE INVITÉ (A, v.a.) : U.G.C. Danton, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.a.) : Saint-Michel, 20 h 30 : L'Amour de l'homme, 20 h 30 : L'Amour de la femme, 20 h 30 : L'Amour de l'enfant, 20 h 30 : L'Amour de la mort.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DU 2 AU 10 FÉVRIER 1982

8 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

OPERA NATIONAL DE SOFIA

SOLISTES, CHOEURS, BALLET ET ORCHESTRE

2 ET 9 FÉVRIER (20H) - 5 FÉVRIER (19H30)

NABUGGO

OPÉRA EN 4 ACTES DE GIUSEPPE VERDI

3 ET 6 FÉVRIER (20H) - 7 FÉVRIER (14H30)

LE PRINCE IGOR

OPÉRA EN 4 ACTES DE A.P. BORODINE

4 ET 10 FÉVRIER (20H30)

LES GRANDES VOIX BULGARES

2 CONCERTS D'EXTRAITS DE GRANDS OPÉRAS

LOCATION À PARTIR DU 18 JANVIER AUX GUICHETS ET PAR TÉLÉPHONE AU 77 77 77 77 (LES JOURS DE 14H À 17H SAUF DIMANCHE) TRAC ET TOUTES AGENCES D'INFORMATION

INSERM

JOURNÉE NATIONALE « PORTES OUVERTES » COLLOQUE NATIONAL DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

Liste des laboratoires de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale ouverts au public le 15 janvier 1982 entre 9 heures et 18 heures.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Unité de recherches sur le métabolisme métabolique et la physiopathologie des stéréols (INSERM U. 33)

Tél. : 676-43-90 - Professeur R.-M. BAULEZ

Recherches sur la régulation des systèmes de la reproduction et leur sensibilité aux hormones. Recherches des techniques nouvelles de contrôle de la fertilité. Évaluation de la réponse aux hormones de certains cancers (sein, utérus).

Unité de recherches de pathologie vasculaire et d'endocrinologie rénale (INSERM U. 36)

Tél. : 676-43-90 - Professeur P. CORVOL

Recherches sur le diabète et les maladies de la nutrition (obésité, maladies digestives, certains cancers).

Unité de recherches de neurobiologie (INSERM U. 114)

Tél. : 676-43-90 - M. J. GLOWINSKI

Recherches sur la biologie du système nerveux. Mécanismes d'action des drogues psychotropes au niveau du système nerveux central.

Unité de recherches épidémiologiques et statistiques sur l'environnement et la santé (INSERM U. 170)

Tél. : 726-21-21 - M. F. LAZAR

Les effets de l'environnement sur la santé sont étudiés et mesurés par des études de pathologie géographique. Recherches sur la reproduction humaine (généralité, prématurité).

Unité de recherches sur les méthodes statistiques et épidémiologiques et leurs applications à l'étude des maladies (INSERM U. 189)

Tél. : 676-43-90 - M. J. LELIÈVRE

Epidémiologie : Étude de l'influence de divers facteurs (milieu, mode de vie, etc.) sur le développement de certaines maladies.

Unité de recherches de diététique et d'études radio-immunologiques des hormones protéiques (INSERM U. 55)

Tél. : 676-43-90 - Docteur G. ROSSIGNOL

Recherches statistiques réalisées à partir d'études épidémiologiques, d'enquêtes et d'essais thérapeutiques divers (vaccin contre l'hépatite B) dans les domaines du diabète, de la nutrition, du cancer et de la fertilité.

Unité de recherches sur la santé mentale et les déviations de l'enfant et de l'adolescent (INSERM U. 69)

Tél. : 726-21-21 - Docteur S. TOMKIEWICZ

Recherches sur les aspects de la psychopathologie et de la déviance de l'adolescent et de l'enfant (délinquance juvénile, hérédité biologique et sociale, déficience mentale).

Unité de recherches de néphrologie normale et pathologique (INSERM U. 66)

Tél. : 361-39-58 - Professeur G. RICHET

Recherches sur la morphologie et la physiopathologie des reins. Traitement des maladies rénales.

Unité de recherches de récombinaison et expression génétique (INSERM U. 183)

Tél. : 361-39-58 - Professeur J. TOLLAI

Recherches sur le génie génétique, la biologie du virus de l'hépatite B.

Unité de recherches de cytologie appliquée et de transplantation d'organes (INSERM U. 37)

Tél. : (78) 76-28-28 - Docteur M.-E. KLOT

Recherches sur la microchirurgie (chirurgie plastique, neurochirurgie, chirurgie cardiaque), la chirurgie vasculaire classique, la transplantation d'organes (cœur, poumon).

Unité de recherches sur les hormones polypeptidiques et la physiopathologie endocrinienne (INSERM U. 143)

Tél. : (83) 85-16-94 - Docteur F. FRECHET

Recherches relevant de l'endocrinologie, spécialement consacrées aux hormones pancréatiques. La chimie d'application de ces travaux est considérable dans l'exploration de l'obésité et du diabète.

Unité de recherches en immunologie (INSERM U. 136)

Tél. : (91) 41-81-32 - Docteur P. KOULIKOFF

Recherches portant sur l'immunologie cellulaire (étude des réactions de l'organisme aux agressions extérieures) en relation avec les processus de cancérisation. But : Favoriser les réactions immunologiques anticancéreuses.

Unité de recherches en physiologie obstétricale et pharmacologie périnatale - Endocrinologie (INSERM U. 28)

Tél. : (91) 41-81-32 - Docteur P. KOULIKOFF

Recherches sur la physiopathologie de la grossesse (croissance fœtale) et de l'accouchement.

Unité de recherches biomédicales (INSERM U. 103)

Tél. : (87) 63-27-48 - Professeur P. RABISCHONG

Recherches sur la biomécanique de l'appareil moteur : locomotion, équilibre, bipède. Appareillage pour handicapés. Implants. Orthopédie.

Unité de recherches d'oncologie médicale (INSERM U. 186)

Tél. : (20) 38-23-33 - M. D. STERLIN

Recherches sur les tumeurs (épidémiologie, cancérologie). Études des gènes cancérogènes.

Unité de recherches neurobiologiques (INSERM U. 6)

Tél. : (91) 75-02-00 - Docteur J. T. DUMONT

Recherches sur la biologie du système nerveux : l'oculomotricité (mouvement des yeux).

Unité de recherches de neurobiologie des comportements (INSERM U. 176)

Tél. : (56) 96-50-56 - Professeur J.-D. VINCENT

Recherches sur le cerveau : biologie du système nerveux, étude, régulation des comportements.

RADIO-TÉLÉVISION

Vu

LE DOUTE ET LA RAISON

Vous y croyez, vous, aux médiums, aux magnétiseurs, aux voyantes extra-lucides - Miroka, vous êtes avec moi ? - moi, pas tellement, mais je ne demanderais pas mieux. C'est si vrai que, l'été dernier, en Bretagne, souffrant d'un mal mystérieux et rebelle ramené de Hail, je suis allé consulter, sur la recommandation chaleureuse d'un ami, un guérisseur local. Il y avait foule. Les séances duraient de trois à cinq minutes. Le traitement consistait à effleurer les jambes étendues du patient d'une main légère et rapide. Je fus invité à revenir la semaine suivante ou, en cas d'impossibilité, d'envoyer une photo pour permettre à la guérison de s'opérer de loin, mais me confiant, je l'avoue, n'ai pas tenu la distance. Il y a quand même 500 kilomètres de Guingamp à Paris.

Cela dit, comme tout le monde, il m'est arrivé de consulter des diseuses de bonne aventure. J'y ai parfois rencontré une formidable connaissance du cœur humain, finalement soumise à un certain nombre de lois, de contraintes que la pratique permet de répertorier assez vite. Une attention aussi, une sensibilité, une ouverture à l'autre parfaitement capable de vous rassurer au-delà de tout aperçu ponctuel et vérifiable sur votre avenir immédiat.

Psychologie, parapsychologie, illusion, la frontière n'est pas toujours facile à tracer, et l'on attendait de l'émission présentée mercredi par TF 1 qu'elle réponde à l'attente d'un énorme public et qu'elle cenne de plus près des phénomènes dont l'ambiguïté tient précisément au fait qu'ils sont l'effet d'un truquage et de l'objet d'un commerce entre gens de métier, prestidigitateurs, magiciens, simples et probes artistes de variétés. Nous en avons rencontré un à l'écran. Comment expliquer l'aisance avec laquelle sa partenaire a deviné, le dos tourné, la ribambelle de chiffres inscrits sur un bout de papier, là, sous notre nez, par les réalisateurs. C'était de la télépathie ? Non, bien plus fort que ça : un code, une astuce quelconque, un secret qui vaut des millions.

Prenez le cas bien connu d'Uri Geller, dénoncé comme charlatan par ses propres confrères. Ils connaissent la musique. Celui de Jean-Pierre Girard, en revanche, semble toujours résister de pouvoirs mystérieux dont personne n'a encore pu démontrer la supercherie. Nous l'avons vu déplacer sans y toucher, sous l'œil vigilant de la caméra, un verre posé sur une table transparente. C'était assez impressionnant. On aurait aimé que le professeur Jean-Pierre Vigier, rationaliste

convaincu, d'un scepticisme à toute épreuve, assiste à l'expérience... et connaisse sa réaction. C'est ce que je reproche à cette enquête, autour d'exemples précis, de ceux qui y croient et de ceux qui n'y croient pas. Notre guide, Yves Lignon, un prof de maths qui a inscrit la parapsychologie au programme de l'université de Toulouse-le Mirail, lui, pousse très loin la foi - d'ailleurs partagée par de nombreux savants russes - en une énergie encore mal connue qui se révélerait un jour tout aussi puissante et tout aussi explicable que l'énergie atomique. Il nous a présenté un médecin bordelais témoin de chutes et de déplacements d'objets dans une charcuterie du centre-ville, qu'il attribuait à des dissensions, à de nouvelles vibrations entre madame et sa caisse et monsieur et son état. Difficile aussi de nier certaines intuitions, certaines guérisons où la psychosomate a son mot à dire, certaines prémonitions assez troublantes pour entretenir en chacun de nous un doute, mieux, une attente, une vague impression qu'en effet il y a peut-être là quelque chose que quelque part, un fluide, des ondes qui laissent rêver d'un nouveau Volte.

CLAUDE SARRAUTE.

Les responsables de Canal 35 inculpés

LA PREMIÈRE SAISIE

La saisie de Canal 35 (W.A.D.C.) (le Monde du 14 janvier) a suscité une grande émotion chez les auditeurs et les animateurs de radios libres. Les médias lui ont donné aussi un large écho le soir même (Antenne 2 ayant pu filmer l'action des policiers démantelant les installations de la télévision pirate). Mais les responsables de la télévision pirate se plaignent, aujourd'hui, d'un curieux dédoublement des chaînes au lendemain de l'intervention policière. Deux des principaux responsables de Canal 35 étaient convoqués chez le juge, jeudi 14 janvier, où ils devaient être inculpés.

Poursuites policières, saisies, incriminations... On croyait ces mots proscrits de l'actualité des médias. M. Georges Fillioud, ministre de la communication, n'a-t-il pas écrit au garde des sceaux, le 5 juin, pour lui demander de veiller « à donner aux parquets les instructions nécessaires afin que les poursuites pour infractions à la législation sur le monopole soient provisoirement suspendues » ? Et si le 10 mai n'a pas - loin s'en faut - aboli la pratique du brouillage (celle-ci se trouvant même implicitement légalisée par le résultat du référendum contre R.F.M.), du moins les responsables de radio se sentaient-ils en sécurité.

Aussi, la saisie du matériel de Canal 35 (l'émetteur, d'une valeur de 270 000 F, a été confisqué, l'antenne restant sous scellés) a surpris et choqué. Les responsables, reçus par M. Jérôme Clément, conseiller à Matignon en matière d'audiovisuel, n'avaient reçu, disent-ils, aucune mise en garde. « On nous a bien notifié que nous étions hors la loi, mais toutes les radios se sont-elles pas encore aujourd'hui ? Nous pensions bénéficier naturellement de ce régime de tolérance. Suivant cette logique, une demande de dérogation avait été adressée au ministère de la communication, lequel a jugé la démarche prématurée, « la procédure d'examen des dérogations pour la création de radios locales privées n'ayant pas encore été fixée dans ses modalités ». « Toutefois, dit la lettre de réponse, dès que les textes réglementaires auront été publiés, nous vous adresserons le dossier à remplir. » La formule est conciliante, mais il s'agit bien de radios locales privées et non de télévision.

« Il ne faut pas confondre radio et télévision dit-on aujourd'hui au même ministère. Nous avons tenu nos engagements à l'égard des radios locales mais il n'a jamais été question d'autoriser, dans le contexte actuel, les télévisions privées. La saisie met donc fin à un débat constaté par la loi. Canal 35

était une tentative pour tester les intentions et la détermination du gouvernement. La réponse ne permet plus d'avoir des doutes. » Des doutes ? Les responsables de cette station de télévision n'en ont plus, ce qui ne les empêche pas d'envisager une reprise de leurs émissions dans une dizaine de jours, le temps de se doter d'un nouvel émetteur (le premier n'étant pas entièrement payé), de collecter des fonds auprès des adhérents de l'Association pour le développement de la communication, et des sympathisants de l'expérience : télépoteurs chanceux (la station recevait jusqu'à cent cinquante à deux cents coups de téléphone certains soirs), professionnels de l'audiovisuel intéressés par l'expérience, artistes (plusieurs ont immédiatement proposé de donner un gala de soutien à la télévision). Mais les doutes, ce sont les radios libres elles-mêmes qui commencent à les ressentir. Le procédé est impopulaire et unanimement considéré comme une atteinte à la liberté.

La solidarité s'est manifestée immédiatement. Radio-Libertaire à Radio-Servis-Tour-Eiffel, le soir même, les animateurs de Canal 35 répondaient aux invitations pressantes et se répartissant dans de nombreuses radios parisiennes. Déjà, circulent pétitions et communications. Radio-Irre proteste contre la saisie de « la première des télévisions privées parisiennes » et ajoute « le monopole n'est qu'un instrument pour la diffusion de la pensée de l'Etat. Avec la saisie de W.A.D.C., l'état de grâce s'est transformé en état punitif ». De son côté, l'Association pour la libération des ondes (ALO) dénonce la saisie comme « un véritable acte de violence, conséquence d'une incapacité de dialogue particulièrement préoccupante, dans un problème de communication (...). Dans cette phase de l'évolution du monopole, cette saisie doit être la dernière et non la première d'une nouvelle série ». Quant à la ligne des droits de l'homme, elle « s'inquiète de l'intervention » et « exige d'en connaître les raisons ».

On s'interroge, en effet, sur les véritables motifs de la saisie. Pourquoi un acte si négatif contre une télévision pirate sans doute, mais peu dangereuse étant donné sa faible audience ? Pourquoi avoir choisi, pour le faire, la veille de la publication des décrets rendant enfin applicables la loi sur les radios privées locales ? S'il s'agit d'un avertissement - et on se voit pas d'autres raisons à cette intervention - celui-ci est bien inquiétant.

ANNICK COJEAN.

● M. François Guérard (C.D.S.), délégué de l'U.D.F. dans le Val-de-Marne, souhaite la création en France d'une fondation dont l'une des tâches serait d'apporter une réflexion sur les domaines de l'éducation, spécialement en matière de radiodiffusion. Il propose que cette fondation prenne le titre « Humanisme et démocratie ». (Corresp.)

Jeudi 14 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

NOUVEAU 45 T
chanté
PHILIPPE TIMSIT
HENRI PORTE DES LILAS

20 h 35 Téléfilm : Aide-toi.
Les aventures de Lucien Lebel, employé de banque, licencié pour avoir distribué la parole biblique.
22 h 5 Document : Au-delà de l'histoire.
Vieilles guides par des archéologues à travers une France où il y a 4000 ans on travaillait déjà le bronze.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

NOUVEAU 45 T
chanté
PHILIPPE TIMSIT
HENRI PORTE DES LILAS

20 h 35 Magazine : Situation 82.
de P. Dussay et J. Barthe.
Etats-Unis : le poids de la morale, une enquête de D. Tournier.
Il y a New York et la Californie, et puis... une autre Amérique, le pays profond, où depuis deux années maintenant les tenants de la « majorité morale », ceux qui ont été les précepteurs de la « culture », ont écrit « aux valeurs religieuses bien contraintes au rêve d'un « nouveau monde » libéral.

Decouvrez le monde fou
ALICE COOPER
ce soir sur Antenne 2
à 21 h 40

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.

Avec Alice Cooper
Le grand chasseur du début des années 1970 - qui a pris de la bouteille - et France Gall, tel flâneur à Londres.
23 h 15 Journal.

GOTAINER
poil au tableau
45 tu 6010414

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

NOUVEAU 45 T
chanté
PHILIPPE TIMSIT
HENRI PORTE DES LILAS

20 h 30 Série : Benny Hill.
21 h 30 Cinéma : Tex Avery.
Un programme de dessins animés des années 40-50 (diffusé le 3 janvier 1982).
22 h 50 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h Une enquête au pays, de D. Charli.
22 h 30 Nuits magiques, San Francisco.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Opéra (donné au théâtre Français à Paris par les lauréats du concours Marie-Claire, le 29 juin 1981) : « L'Ami Miller », de Verdi, opéra en trois actes, par les chœurs et l'Orchestre symphonique de la RAI de Milan ; solistes : S. Alaimo, N. Aulic, A.-M. Fichera, Olympe, C. Desdier, C. Yvelin, O. Marmont, chef des chœurs, M. Bordignon, dir. G. Gervais.
23 h 15 La nuit sur France-Musique : Studio de créations radiophoniques, œuvres de Krumpholtz, 0 h 5, Musique de nuit, œuvres de Matis, Berg.

Vendredi 15 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponses à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Cher, cher parfum.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 5 Émissions pédagogiques.
Ils ont votre âge : Armand et Pierre.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'été aux enfants.
19 h 50 Ces chers disparus.
Raimu.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir : Pieds nus dans le parc.
de N. Simon, adapt. A. Roman, mise en scène P. Mondy.
Avec V. Jans, T. Lhommé, M. Bism.
A New-York, un couple qui ne cesse de se disputer joue le jeu de l'amour et de l'humour.
22 h 40 Étoiles sur glace.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passes donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 45 Série : Les amours des années grises.
Léon est fusillé par les maquisards. Pierre et Marcel reçoivent l'indulgence.
14 h Aujourd'hui madame.
Reprends tes études.
15 h 5 Série : La famille Adams.
Abigail et Nabby partent en Europe. Nabby épouse le colonel Smith.
16 h Magazine : Un temps pour tout.
de M. Cern et A. Valentin, réal. J.-P. Sphar.
Un nouveau spectacle : le premier ministre est conquis à l'usage du téléphone.
16 h 50 Série documentaire : Les chemins de la vie.
L'histoire des enfants de Beaubourg.
Où la légende se transforme en jeu.
17 h 50 Récré A2.
Mes amis ont la parole ; les quat'z'ains.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Les nouvelles brigades du Tigre.
Le vengeur des Karpatz rénaît. V. Vica.
Après le suicide de Lucien Desnoes, le fondateur du vengeur des Karpatz rénaît et assassine.
21 h 35 Apoptrophée.
Magazine littéraire de B. Fivet. A la rencontre des Français.
Avec J. Berger (« La Cocadrille » et « Une autre façon de raconter »), C. Clerc (« Le bonheur d'être français »), R.-F. Delmas (« A la recherche des marginaux de France plus parvenus que les Indiens »), G. Lancia (« Les caillots »), G. Mercier (« Vive la sociale »).

22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle Hitchcock) : La Loi du silence.
Film américain d'A. Hitchcock (1952). Avec M. Cliff, A. Baxter, K. Malden, B. Abner, O.-E. Hass (Noir - Rediffusion).
Le curé d'une paroisse de Québec reçoit en confession l'aveu d'un meurtre commis par le sacristain de son église. Mais au cours de l'enquête il est soupçonné de ce meurtre et ne peut rompre « la loi du silence ».
Au-delà d'un cas de conscience propre à la religion catholique, Hitchcock a traité, magistralement, un de ses thèmes préférés : le transfert de culpabilité. Ce film est dramatique, étonnant, joué d'une manière remarquable.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les Wambas : Vive le volley ; des livres pour nous ; A. Maillet.
19 h 55 « TV 5000 ».
Le Conseil national de patronat français (C.N.P.F.).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
La dernière arche.
20 h Les Jeux.
20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : Voyage au bout de la ZUP.
Dans la série « Caméra vive ». Une émission de J. Radiguet.
Équipe : J.-C. Desdier. Réal. : D. Page.
21 h 30 L'étrange Théâtre de l'Oiseau-Mouche : Partons à vendre.
Réal. : J.-M. Vauti.
Le Compagnon de l'Oiseau-Mouche est une troupe de comédiens handicapés musiciens.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassas.
Passeront pour classe de mer.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Actualité de l'histoire ; Le monde de notation ; Hathi ; La liberté de ma décision politique face à la technique.
8 h Les chaînes de la communication : Les socialistes russes (1890-1920) (quand on ne peut pas voter) ; à 8 h 32, l'homme et l'habille : les types de production.
8 h 50 Échec au hasard.
9 h 7, Matinale des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge.
11 h 2 Tête à corder de Frédéric Pons : Concert Mozart-Baillif donné au Havre en mars 1981.
12 h 5 Avez-vous M. Camus, animateur de la revue « Obliques ».
12 h 45 Panorama, avec J. Sempoux.
13 h 30 Musique extraterrestre : Croquons et religieuses parviennent en Amérique latine.
14 h Sema : Mazon.
14 h 5 Un livre, des voix : « Journal. Tome I », de V. Wolff.
14 h 47 Les incantations de l'histoire : Gilles de Gouberville.
15 h 50 Contact.
16 h Pouvoirs de la musique : Les Amis nationaux de la musique le 14 décembre 1981.
18 h 30 Finitions : Le hasard sur le toit, d'après J. Glazou.
19 h 25 Jeux à l'ancienne.
19 h 30 Les grandes œuvres de la science moderne : Les spirales.
20 h Émissions musicales : La colonne vertébrale (en liaison avec TF 1).
20 h 30 Black and blue : Vieux de paradis.
22 h 30 Nuits magiques : San Francisco.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 Musique de nuit : Gervais de Tullis, Jarrett, Chopin, N. Beethoven et Chabrier.
8 h 7 Quatuor musical.
9 h 2 D'une oreille à l'autre : Gervais de Tullis, Jarrett, Chopin, Beethoven, Debussy, Glazou et Stravinski.
12 h Équivalences : Gervais de Tullis et Jarrett.
12 h 35 Jazz n°1 vous plaît.
13 h Jeunes solistes (en direct du Studio 105) : Gervais de Tullis et Jarrett, par le Trio Isabelle Lemaire : L. Lemaire, violon, J.-F. Beillevue, piano, M. Arrigoni, clarinette.
14 h Prélude aux enfants d'Orphée.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h Musiciens à l'étranger : Vous avez dit baroque ? : Un art du pathétique ; œuvres de Geminio, J.-S. Bach, Rameau.
17 h 15 L'histoire de la musique : La philosophie musicale de M. Gervais.
18 h 30 Studio-concert (en direct du Studio 105) : œuvres de J.-S. Bach, avec Fernandez, violon baroque, et W. Jans, clavier.
19 h 35 Jazz.
20 h 30 Musique contemporaine.
20 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel, à Paris, le 9 avril 1981) : « Le Festin de l'antiquité », de Rameau, « le Carnaval d'Alce », de M. Camus, « Symphonie n° 2 en ré mineur », de Sibelius, par l'Orchestre national de France, avec C. Beillevue, piano, N. Marmont.
22 h 15 La nuit sur France-Musique : œuvres de Prokofiev, Mendelssohn ; 23 h 5 : Horowitz, Max Steiner (deuxième partie) ; 0 h 5 : Musique traditionnelle ; le Lait et le miel.

Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du numéro du 17 janvier

- La belle histoire de Merlin S.A.
- Le face-à-face militaire en Europe.
- Quand Aron était à gauche de Sartre.

- Signes : les marchands de contacts.
- La grand-messe de Twickenham.
- S.O.S. consommateurs en détresse.
- Éduquer les enfants à la paix.
- La stratégie de la petite graine.
- Sauver les ours !
- Japon : les châteaux fous de la sexualité.
- Interview : les paysages de Saul Bellow.

L'actualité du disque

Une nouvelle d'Osvaldo Soriano
« Fantômes de Patagonie »

SOCIAL

L'ordonnance sur la durée du travail

Quel effet sur l'emploi ?

« Lutter contre le chômage, améliorer les conditions d'exercice des emplois, favoriser l'émergence d'une société où chacun maîtrise mieux son temps », tels sont les principaux objectifs, définis dans l'exposé des motifs, que M. Jean Auroux, ministre du travail, s'est fixé, en faisant adopter par le conseil des ministres de mercredi son ordonnance « relative à la durée du travail et aux congés payés ».

Le travail doit être mieux partagé. Il doit devenir source de création et d'épanouissement, poursuit M. Auroux. Pour ce faire, l'intervention de la puissance publique s'impose d'autant plus que, près d'un demi-siècle après que la loi du 21 juin 1936 ait fixé la durée légale du travail à quarante heures par semaine, la durée hebdomadaire moyenne dépasse encore cette norme.

Plus encore qu'à la réduction, même « historique », de la durée légale du travail de quarante heures à trente-neuf heures par semaine, c'est à la durée moyenne effective qu'est, en effet, attaché le ministre du travail, qui rappelle que le but est « d'atteindre, en 1985, une durée hebdomadaire moyenne de trente-neuf heures ».

L'ordonnance a tenu « très largement » compte, selon la Rue de Grenelle, « des conclusions retenues par les partenaires sociaux eux-mêmes » et elle « a notamment respecté l'équilibre, institué par les partenaires sociaux dans le protocole d'accord du 17 juillet 1981, relatif à la réduction du temps de travail et à la réduction de la durée hebdomadaire moyenne de trente-neuf heures ».

n'étaient pas, en effet, les employeurs : d'abord, elles n'ont pas pris en considération la revendication de la C.G.T., qui réclamait le « semaine de trente-huit heures tout de suite » et qui a été la seule centrale ouvrière à ne pas approuver l'accord du 17 juillet 1981, estimant que la semaine de trente-neuf heures est trop peu créatrice d'emplois. Ensuite, elle laisse au patronat la possibilité de procéder, par la voie de la négociation collective, à des aménagements du temps de travail et à des compensations salariales, sous les « aménagements » étant obligatoirement payés quarante heures par semaine hebdomadaire de travail.

Ces mesures auront une incidence économique, a déclaré M. Pierre Mauroy, jeudi 14 janvier, à Europe 1. Il faut augmenter la production nationale, l'activité, le rôle du travail, le rôle du syndicat de machines. Il faut que les machines travaillent davantage : au lieu de travailler avec une équipe, qu'elles travaillent avec deux. Pour le premier ministre, « toutes ces actions combinées » — réduction de la durée du travail et des heures supplémentaires, généralisation de la cinquième semaine de congés payés, création des contrats de solidarité, etc. — devraient nous amener à une création de deux cent mille emplois.

Machine 31 — 7-8 heures x 10,8. Ce n'est pas l'avis du Syndicat national des P.M.I. (patronat indépendant), qui assure, dans un communiqué, que « les premières ordonnances sur la réduction du temps de travail et les contrats de solidarité n'auront aucun effet sur l'emploi dans les P.M.I. », mais que « l'on peut estimer cinq cent mille emplois en six mois par la suppression de

la taxe professionnelle et une réduction des charges sociales par transfert sur la T.V.A. ».

On serait tenté de renvoyer dos à dos le premier ministre et le S.N.P.M.I., tant les chiffres cités paraissent hardis. Pour ce qui concerne l'ordonnance sur la durée du travail et les congés payés, M. Auroux avait estimé qu'elle pourrait entraîner la création de cinquante mille à cent mille emplois. Ou la maintien de tels emplois, précise-t-il aujourd'hui. Il faut s'attendre, en tout cas, à une bataille de chiffres dans les prochaines semaines, tellement il paraît difficile de faire des prévisions sérieuses.

Même si elle a embrassé les prévisions syndicales, l'ordonnance gouvernementale a suscité quelques grincements de dents dans les milieux ouvriers. A commencer par la C.G.T., qui juge « inacceptable » l'obligation — pour s'opposer à un accord dans une entreprise — de recueillir 50 % des électeurs inscrits, et non des suffrages exprimés. Cela équivaut à demander une majorité des deux tiers, affirme le secrétaire de la rue La Fayette, ce qui rend « insupportable » le droit de veto accordé aux syndicats les plus représentatifs dans l'entreprise. L'expérience, cependant, démontrera peut-être le contraire, dans la mesure où la C.G.T. elle-même, a plus souvent que d'autres syndicats, la majorité absolue dans un certain nombre d'établissements. Et si satisfaction a été donnée à la C.G.T., qui n'entendait pas qu'une décision du collège ouvrier soit prise à l'insu de la majorité des salariés, elle n'y a rien à lui que de très loquace.

MICHEL CASTAING.

Les principales dispositions

Les principales dispositions de l'ordonnance « relative à la durée du travail et aux congés payés » sont les suivantes :

● LA DURÉE DU TRAVAIL

A compter du 1^{er} février 1982, « la durée légale du travail effectif des salariés est fixée à trente-neuf heures par semaine », dans les établissements industriels et commerciaux, ainsi que dans les établissements artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances. Quinze millions de salariés du secteur privé bénéficieront de cette mesure. Le temps de travail des agriculteurs, des personnels hospitaliers et des gens de mer sera régi par d'autres ordonnances.

D'autre part, « des décrets en conseil des ministres détermineront les modalités d'application [de la semaine de trente-neuf heures] pour l'ensemble des branches d'activité ou des professions ou pour une branche ou une profession particulière. Les décrets fixeront notamment l'aménagement et la répartition des horaires de travail, les dérogations permanentes ou temporaires applicables dans certains cas et pour certains emplois, les modalités de récupération des heures de travail perdus et les mesures de contrôle de ces diverses dispositions. Ces décrets sont pris et révisés après consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et de la commission des relations du travail ».

D'autre part, « la durée quotidienne du travail effectif par salarié ne peut excéder dix heures, sauf dérogations dans des conditions fixées par décret ».

● LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

« Dans les industries et les professions assujetties à la réglementation de la durée du travail, les heures supplémentaires effectuées au-delà [des trente-neuf heures hebdomadaires] donnent lieu à une majoration de salaire fixe comme suit : 25 % pour les huit premières heures, 50 % pour les heures suivantes ».

Principales nouveautés : « Dans toutes les entreprises, les heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent [quarante-deux heures par semaine, au lieu de quarante-quatre auparavant] donnent droit à un repos compensateur obligatoire, dont la durée est égale à 50 % [au lieu de 30 %] de ces heures supplémentaires ». D'autre part, « un décret détermine un contingent annuel d'heures supplémentaires pouvant être effectuées après information de l'inspecteur du travail et, s'il existe, de la commission d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel. Un contingent d'un volume supérieur ou inférieur peut être fixé par une convention ou un accord collectif. Toutefois, la détermination du contingent par voie conventionnelle, les modalités de son utilisation doivent donner lieu, au moins une fois par an, à une consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, s'ils existent, à moins que celles-ci ne soient fixées par une convention ou un accord d'entreprise ».

Le protocole national d'accord, signé le 17 juillet 1981, entre la C.F.T.C.E. et les syndicats C.F.D.T., P.O., C.F.T.C.E. et C.G.T., a fixé à cent trente le nombre annuel d'heures supplémentaires « libres ». Au-delà de ce contingent, l'avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, et l'approbation de l'inspecteur du travail seront nécessaires.

« La durée moyenne hebdomadaire du travail, calculée sur une période quelconque de douze semaines consécutives, ne peut dépasser quarante heures (au lieu de quarante-huit) et ce pour une même semaine, la durée du travail ne peut dépasser quarante heures (au lieu de cinquante) ».

● LE TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES

« Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit ». Nouveauté : « Toutefois, une convention ou un accord collectif étendu peut prévoir une autre période de sept heures consécutives, comprise entre 22 heures et 5 heures, l'utilisation de cette disposition est subordonnée à la conclusion d'un accord d'entreprise ou d'établissement ou à l'autorisation de l'inspecteur du travail, donnée après consultation des délégués syndicaux et avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, s'ils existent ».

● LE TRAVAIL LE WEEK-END

Il est toléré, par dérogation, mais il est subordonné « à la conclusion d'un accord d'entreprise ou d'établissement ou à l'autorisation de l'inspecteur du travail, donnée après consultation des délégués syndicaux et avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, s'ils existent ».

● LES JOURS FÉRIÉS

« Les heures de travail perdues par suite du chômage des jours fériés ne peuvent donner lieu à récupération ».

● LES CONGÉS PAYÉS

« Le travailleur (...) a droit à un congé, dont la durée est déterminée à raison de deux jours et demi [au lieu de deux jours] ouvrables par mois de travail, sans que la durée totale du congé puisse excéder trente jours ouvrables » (au lieu de vingt-quatre). La durée des congés pouvant être prise en une seule fois ne peut excéder quatre jours ouvrables. « La cinquième semaine des congés payés, ainsi généralisée, ne pourra donc pas être associée à une autre année ».

● LA COMPENSATION SALARIALE

« La prise en compte des effets sur la rémunération des salariés d'un abaissement de leur durée du travail et des compensations qui peuvent leur être dues, compte tenu des effets attendus sur l'emploi, relèvent de la négociation entre les partenaires sociaux. Toutefois, les salariés, dont l'horaire hebdomadaire de travail a été réduit

effectivement à 39 heures (...) ne pourront recevoir une rémunération mensuelle inférieure au produit du salaire mensuel de référence (...) par 173,33 heures ».

● LE TRAVAIL EN CONTINU

« La durée du travail des salariés travaillant de façon permanente en équipes successives, selon un cycle continu, ne doit pas être supérieure, en moyenne, sur une année, à 35 heures par semaine travaillée, au plus tard le 31 décembre 1982 ».

● LE VETO SYNDICAL

« Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement prévus par la présente ordonnance doivent, pour entrer en vigueur, ne pas avoir fait l'objet d'une opposition d'une ou des organisations syndicales non signataires qui totalisent plus de 50 % des votes exprimés à 50 % du nombre des électeurs inscrits aux dernières élections du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel. Lorsque l'accord ne concerne qu'une catégorie professionnelle déterminée, relèvent du domaine ou du travail de cette catégorie les organisations susceptibles de s'opposer à son entrée en vigueur sont celles qui ont obtenu plus de 50 % des votes des électeurs inscrits dans le ou lesdits collèges. Ces dispositions sont entièrement nouvelles ».

● LES PROCHAINES ÉTAPES DE LA RÉDUCTION

« Il ne peut être prévu, par voie réglementaire ou conventionnelle, une diminution automatique, en fonction de l'abaissement de la durée légale du travail, des durées de travail spécialement applicables à certaines catégories de salariés soumises à des conditions d'emploi particulières. L'hôtel Matignon a fait envisager, dans un premier temps, de fixer les prochaines étapes de la réduction du travail, mais le Conseil d'Etat s'y est opposé ».

IMMIGRÉS

LA RÉGULARISATION DES « SANS-PAPIERS » PREND FIN LE 15 JANVIER

L'opération de régularisation exceptionnelle des immigrés « sans papiers » doit théoriquement prendre fin vendredi 15 janvier, date limite des dépôts de candidatures. Cette échéance, qui n'est pas le résultat de la loi sur l'immigration, est en cours et la délivrance des documents de séjour et de travail accordés à ce titre — avait été retardée de quinze jours, le 31 décembre dernier, en raison des difficultés qui étaient apparues depuis la mise en route de cette procédure, le 1^{er} septembre 1981. A ce jour, quelque cent mille travailleurs étrangers en situation illégale ont pu présenter leur demande dans les préfectures et la « quasi-totalité », selon le secrétaire d'Etat à l'Immigration, devraient voir leur situation régularisée.

AFFAIRES

EN PRENANT LE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ COCHERY

Le groupe C.G.E. devient le numéro un des travaux routiers

La Société générale d'entreprises (S.G.E.), filiale du groupe nationalisable C.G.E., et spécialisée dans les travaux publics, rachète à la Lyonnaise des eaux sa participation majoritaire dans la société Cochery, qui a réalisé 2,7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1981.

Presque deux ans, jour pour jour, après l'absorption de Bimont et Brice, qui lui apportait, outre le premier rang en France dans les B.T.P., un gros portefeuille d'activités internationales, la S.G.E. prend une nouvelle initiative de nature à renforcer et compléter sa gamme.

En position dans les travaux routiers, par sa filiale Bourdin et Chausse, était, à la fin de l'année dernière, le chiffre d'affaires annuel (3 milliards de francs avec l'Afrique), loin derrière les groupes Colas (2,7 milliards de francs), entreprise Jean Lefebvre (2,5 milliards de francs), Soreg (2,1 milliards de francs) et Cochery (2,4 milliards de francs). La S.G.E. cherchait donc un appoint, quelle qu'elle soit, dans Cochery, qui emploie 8 700 personnes, et dont l'implantation géographique complète parfaitement celle de la filiale Bourdin et Chausse, avec 60 centres de travaux qui s'étendent aux 40 départements français, sans recourir à l'étranger.

D'autre part, dans le climat actuel de décentralisation et de régionalisation, la multiplication des centres de direction locale revêt aux yeux des dirigeants de la S.G.E. un caractère positif. Enfin, une telle acquisition va permettre à cette filiale de la C.G.E. de renforcer ses assises métropolitaines dans un secteur à cycle court (quatre mois de carnet de commandes en moyenne, avec beaucoup de petits chantiers), et de poursuivre une montée en puissance devenue indispensable pour mieux affronter la bataille internationale.

De grandes possibilités s'ouvrent dans le monde entier, mais la concurrence est féroce, entre les chantiers à basse technologie, avec les entreprises du Sud-Est (Pakistan, Corée du Sud) et les entreprises à haute technologie (Mexique, Brésil). C'est dire à

quel titre il est devenu nécessaire d'acquiescer une capacité d'innovation et de développement technologique appuyée par de puissants moyens humains et financiers. Le principal artisan de ce processus de commerce et d'internationalisation de la S.G.E. est M. Paul Naudon, qui, P.-D.G. de la S.G.E., en 1970, a redressé la société Saintrapt et Brice, bénéficiaire d'un concordat, et au début de 1980, est devenu P.-D.G. de la S.G.E. après que celle-ci dernière eût absorbé Saintrapt et Brice.

Son groupe, on l'a vu, s'est hissé en tête du secteur du B.T.P. avec 10,3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1981 et l'espoir d'en réaliser 15 milliards en 1982, pratiquement à égalité avec Bouygues, davantage axé sur le bâtiment (10,5 milliards de francs en 1981 et 14,5 milliards de francs en 1982), devant Spie Batignolles (9 milliards de francs), du groupe Empain - Schneider - SGRG (9 milliards de francs), les Grands Travaux de Marseille (6 milliards de francs), Colas (6 milliards de francs), l'Ateliers d'Entreprise (6 milliards de francs), Dumez (4,5 milliards de francs), Fougère - Campenon-Dernand, etc.

Sur le plan pratique, la S.G.E. va acheter 50 % du capital de Cochery à deux filiales de la Lyonnaise des Eaux, UFINER et Eau et Electricité de Madagascar, au prix de 85 F par action, soit 44 millions de francs environ, avec une procédure de maintien du cours en Bourse, qui conduira, très probablement au rachat des 50 % détenus par le public, de 10 % de l'OPFI Paribas et de 9,7 % de Worms. Le groupe S.G.E. France, M. à Cochery par des accords de fourniture de biens et produits « sectoriels », continuera à servir sa participation de 16 %.

Quant à la Lyonnaise des Eaux, qui, en octobre, manifestait encore le désir d'acquiescer le contrôle total de Cochery, elle a fini par considérer que ce rachat n'avait vocation de créer une entreprise

de travaux publics seule de son espèce dans le groupe. La Lyonnaise des Eaux dirigée par M. Monod préfère consacrer ses efforts et ses capitaux à ses activités de service public et de distribution des eaux.

Comme on le voit, le changement de régime, après une pause bien compréhensible, n'a pas arrêté le processus de restructuration des entreprises françaises, avec cette particularité que l'Etat, par filiale interposée, va se trouver le premier entrepreneur de France à moins que la C.G.E. nationale ne se défasse de la S.G.E.

FRANÇOIS RENARD.

M. LAGANE SUCCEDE A M. GATTIAZ A LA TÊTE DU MOUVEMENT ETHIC

« Ni parti ni syndicat », l'ETHIC (Entreprises à but économique, industriel et commercial) « défend une attitude réaliste et citoyenne » en restant sur un terrain strictement économique. Groupé jusqu'à 1 000 patrons employant de 50 à 2 000 salariés, ce mouvement, fondé en 1970 par M. Yvon Gattiaz, devenu président du C.N.P.F., veut jouer un rôle « complémentaire » à celui des organisations professionnelles. Ainsi a-t-il défini ses objectifs au cours de l'assemblée générale qu'il tenait mardi 12 janvier à Paris. L'ETHIC s'est félicité d'avoir donné au C.N.P.F. un président et le personnel de son fondateur et à son président M. Robert Lagane, qui assurait l'intérim depuis novembre dernier.

Ce propos a confirmé l'orientation du mouvement, qui considère que seule une compétitivité accrue permettra une diminution durable du chômage. Sur les nationalisations, l'ETHIC défend une position nuancée. Sa principale réserve porte sur le sort des entreprises alors-traitées que les groupes nouvellement nationalisés auraient tendance à intégrer. On sait que le ministre de l'Industrie a donné toutes assurances sur ce point.

[M. à Brigny (Oise-du-Nord) en 1976, ancien élève de l'école polytechnique, M. Robert Lagane a fait une carrière industrielle, notamment à la compagnie Pechiney et au groupe Thomson Houston, avant de devenir, en 1981, directeur général puis président-directeur général de la société Le bronze industriel.]

Cette société, qui emploie en France neuf cents personnes, tient une place prépondérante en Europe, notamment dans le domaine des alliages d'aluminium à hautes performances, mais aussi des techniques. M. Lagane est membre du conseil d'administration du Grand-pont international patronal du Nord-Est parisien.]

FAITS ET CHIFFRES

Energie

● Cheikh Yamani prévoit une nouvelle réduction des prix du pétrole. — Une nouvelle diminution des prix du pétrole, de l'ordre de 50 à 70 cents par baril, pourrait intervenir prochainement, estime Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole. L'offre mondiale devrait cesser d'être supérieure à la demande, selon lui, dès la fin de l'année, lorsque les pays consommateurs commenceront à reconstruire leurs stocks. — (A.F.P.)

● L'assèchement des ventes de gaz en France. — Les ventes de gaz de France en 1981 n'ont atteint que 260,7 milliards de kWh (+1,1 %). Les ventes aux usagers domestiques ont représenté de 2,1 % (mais augmenté de 4,4 % après correction des variations saisonnières). Même mouvement dans le secteur industriel où les ventes ont baissé de 0,5 % en valeur brute mais progressé de 4,8 % en valeur corrigée. Enfin les ventes à l'industrie ont marqué un accroissement de 3,6 %.

Social

● A l'usine des poupées Béla de Perpignan (Pyrénées-Orientales), le travail a partiellement repris le 11 janvier, après trois semaines de conflit, suite à la mise en liquidation judiciaire, le 22 décembre dernier, la reprise devant être totale le 18 janvier prochain. Pour que la totalité des emplois soit préservée, les ouvriers ont accepté de ne travailler que quatre heures par jour, quatre heures étant comptées comme chômage. — (Corresp.)

LA BONNE TENUE RELATIVE DES IMMATRICULATIONS DES VOITURES NEUVES EN 1981 A PRINCIPALEMENT TENU AUX IMPORTATIONS

Les immatriculations de voitures neuves en France ont augmenté de 8,6 % en décembre 1981 par rapport à décembre 1980, selon les résultats provisoires diffusés par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles (C.S.A.).

Pour l'ensemble de l'année 1981, note la Chambre syndicale, le recul des ventes des voitures neuves n'a été que de 2,1 % sur l'ensemble de l'année 1980, résultat relativement satisfaisant, si l'on considère les prévisions faites au début de l'année.

Toutefois, l'analyse de ces résultats provisoires fait apparaître que cette bonne tenue relative tient essentiellement à l'augmentation de la pénétration des voitures étrangères qui représentent 39,1 % des immatriculations. En 1981, 154 989 voitures étrangères ont été vendues en France contre 428 518 l'année précédente (plus 20,1 %). En revanche, alors que l'on avait immatriculé 444 898 voitures françaises en 1980, on n'en a immatriculé que 1 319 470 en 1981 (- 8,7 %).

EDITIONS HOMMES ET TECHNIQUES

vient de paraître

JEAN BRILMAN

Modèles culturels et performances économiques

les hommes, les entreprises, les Etats

16 x 24 cm - 344 pages - 270 F - 98 F

Diffusion : Diff-Edit

Le Monde

CONJONCTURE

LA BAISSSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES SE POURSUIT

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont baissé de 3,1 % en décembre et de 6,3 % par rapport à décembre 1980. Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 6,2 % en un mois et de 18,3 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont baissé de 6,5 % en un mois et de 6,5 % en un an.

M. HENRI BAQUAST EST NOMMÉ DIRECTEUR DE LA DREE

M. Henri Baquast a été nommé à la tête de la direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'économie et des finances lors du conseil des ministres du 13 janvier.

(Administrateur civil, directeur adjoint du Trésor (chargé du service des investissements étrangers), depuis juillet 1980, il remplace M. Michel Pichon, qui occupe cette fonction depuis 1978, et est devenu président de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.). Agé de cinquante-neuf ans, nommé en 1981 au ministère de l'économie et des finances à la suite de M. M. Baudouin, il a été affecté à la direction du Trésor. Attaché financier à Londres de 1967 à 1969, il a ensuite occupé la direction du Trésor, où il a dirigé pendant dix-huit ans différents postes. Membre du parti socialiste, il a été candidat (P.S.) aux élections municipales à Boulogne (Seine-Maritime) en 1977.)

AGRICULTURE

Dans les Pyrénées-Orientales

DES PAYSANS INCENDIENT CINQ WAGONS TRANSPORTANT DES LÉGUMES ESPAGNOLS

Une quarantaine d'agriculteurs des Pyrénées-Orientales ont incendié, jeudi 13 janvier, cinq wagons d'un train transportant des légumes, des agrumes et des concombres en provenance d'Espagne et destinés aux marchés de la région. Les paysans ont déclaré qu'ils voulaient protester contre la concurrence déloyale des produits espagnols et la baisse des prix. Les wagons ont été incendiés à la gare de Perpignan. Les services de police ont été alertés et ont trouvé les paysans en fuite. Les légumes ont été détruits.

En Bretagne, ce sont les producteurs de dinde et d'oie qui ont tenté d'apporter la réponse du bœuf à la bête à quatre pattes. Les producteurs bretons ont organisé une manifestation à la gare de Rennes pour protester contre la concurrence déloyale des produits français vers la Grande-Bretagne. Ils ont déclaré qu'ils voulaient protéger leur production et leur emploi. Les services de police ont été alertés et ont trouvé les producteurs en fuite. Les produits ont été détruits.

(Les producteurs des Pyrénées-Orientales, qui ont précédemment des produits de la région, ont tenté de faire passer les produits, sans succès, à la gare de Perpignan. Les services de police ont été alertés et ont trouvé les producteurs en fuite. Les produits ont été détruits.)

ÉTRANGER

Les États-Unis veulent obtenir des concessions commerciales des grands pays industrialisés

(Suite de la première page.)

Au Canada, ils reprochent un contentieux public excessif sur les investissements étrangers. À l'Europe, ils reprochent une politique industrielle déloyale et une agriculture trop protégée. Mais Washington ne veut pas prendre le risque d'une politique publique dans le camp occidental, alors qu'il pense les alliés à agir de concert pour le Pologne.

Depuis la réinstallation, l'administration de M. Reagan se pose en champion du libre-échange. Elle a tenté de négocier les quotas pour l'importation de chaussures en provenance de Corée du Sud et de Taiwan. Mais cette même administration a imposé une « restriction volontaire » des voitures japonaises aux États-Unis, ce qui a provoqué une réaction négative de la Communauté européenne.

Cette attitude contradictoire est due aux pressions des producteurs américains et des syndicats. Mais, jusqu'à nouvel ordre, ce n'est pas le protectionnisme qui domine à Washington. Peu de pays accepteraient qu'un cinquième de leur marché national de l'automobile soit occupé par des importations japonaises. Alors que plus de 21 % des ouvriers de ce secteur sont au chômage.

Dans les milieux politiques américains, la tendance dominante n'est pas de restreindre les importations, mais d'encourager les exportations. Une série de mesures ont été prises ces derniers mois pour faciliter la tâche des industriels : dérogations administratives, allègements fiscaux, assouplissement de la politique anti-trust.

Pour l'instant, l'administration Reagan réclame avec insistance la levée des barrières douanières, qu'elle agit de façon romanesque. On lui prête deux intentions : la première est de tenter d'élargir le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) aux services et, si possible,

à l'agriculture. C'est ce que demande le secteur privé américain — notamment l'informaticien — qui cherche de nouveaux marchés, plus ouverts, pour écouler son énorme production. Si cette question est soulevée à Key-Biscayne, la délégation européenne refusera d'en parler, faisant valoir qu'un tel débat ne peut avoir lieu qu'en présence de tous les membres du GATT, c'est-à-dire à la prochaine réunion ministérielle qui doit se tenir en novembre.

« Réciprocité »
L'autre intention présumée des États-Unis est d'instaurer une « réciprocité » dans leurs rapports commerciaux. Songe-t-on à une réciprocité par secteur, ou par pays ? Il ne s'agit encore que d'un vague projet, évoqué ici ou là, notamment au Congrès. De toute évidence, l'administration Reagan veut : mais la Communauté européenne suit avec attention l'évolution de ce débat, sachant qu'elle pourrait être également concernée.

La sidérurgie constitue le point de friction le plus net entre les États-Unis et la C.E.E. Sept sociétés américaines viennent de déposer une double plainte contre les producteurs de onze pays, européens en majorité : elles accusent d'être subventionnées par le gouvernement japonais. C'est la procédure la plus importante jamais engagée aux États-Unis contre des exportateurs étrangers.

La question sera certainement abordée à Key-Biscayne, ne serait-ce que dans les corridors. Le Japon a été accusé de dévaluer son yen, ce qui a permis à la production de l'acier japonais de pénétrer sur le marché américain à des prix très bas. Les producteurs américains ont demandé une enquête de la C.E.E. sur la production de l'acier japonais. Quant au prix de vente de l'acier européen aux États-Unis, il tourne autour de 500 dollars par tonne, soit 150 dollars de plus que le prix moyen sur le marché américain. C'est la procédure la plus importante jamais engagée aux États-Unis contre des exportateurs étrangers.

La question sera certainement abordée à Key-Biscayne, ne serait-ce que dans les corridors. Le Japon a été accusé de dévaluer son yen, ce qui a permis à la production de l'acier japonais de pénétrer sur le marché américain à des prix très bas. Les producteurs américains ont demandé une enquête de la C.E.E. sur la production de l'acier japonais. Quant au prix de vente de l'acier européen aux États-Unis, il tourne autour de 500 dollars par tonne, soit 150 dollars de plus que le prix moyen sur le marché américain. C'est la procédure la plus importante jamais engagée aux États-Unis contre des exportateurs étrangers.

EN ISLANDE

L'arrêt des activités des pêcheurs paralyse l'économie

De notre correspondant

Reykjavik. — Tous les chalutiers islandais attendent dans les ports, depuis le 13 janvier, la fin d'un nouveau prix du poisson : les armateurs ont cessé toute activité pour obtenir des autorités un relèvement substantiel du prix payé à la tonne. Les salaires des pêcheurs ont été mis en chômage technique, à l'exception des étrangers pour le plaisir de quelques touristes. Les bureaux de change des banques sont fermés : la couronne islandaise n'a pas été émise depuis le 5 janvier, de parité officielle.

Les revenus des armateurs et des pêcheurs dépendent des cours du poisson. Les salaires ouvriers, au contraire, sont indexés sur l'inflation, qui atteindra cette année, selon les experts, 55 %. Armateurs et pêcheurs obtiendraient vraisemblablement les 15 % d'augmentation qu'ils demandent. Les négociations du gouvernement se poursuivent nuit et jour depuis plus d'une semaine.

L'économie dépend largement de la pêche qui représente 15 % des exportations. Le gouvernement doit donc dévaluer conjointement la couronne islandaise d'un montant pratiquement équivalent à la baisse du prix du

poisson. L'opération devrait se faire par étapes pour en limiter l'impact politique : une dévaluation de 10 % environ serait suivie d'un relèvement en baisse de la couronne, au risque d'accroître la spirale inflationniste.

Aussi, le gouvernement décide-t-il dans les jours qui viennent, comme l'an passé à pareille date, quelques mesures d'austérité. Le rattrapage des salaires pourrait ne pas être automatique le 1^{er} mars — sauf pour les salariés les plus mal payés — les autorités reportent les 25 % d'augmentation des revenus réels consentis à l'automne. Une baisse du pouvoir d'achat que l'actuelle coalition de centre gauche peut se permettre : la surveillance des syndicats à l'égard des partis au pouvoir laisse au gouvernement une confortable marge de manœuvre.

GERARD LEMARQUIS.

● Augmentation des réserves de gaz de la Norvège. — Les réserves du gisement de gaz de Sleipner viennent d'être estimées à 200 milliards de mètres cubes, après une nouvelle découverte. Cela double les réserves de ce champ de gaz — situé entre l'Islande et l'Écosse — et signe celle-ci sur les réserves de Frigg.

NIVEAU BAC (ou plus)

Par une formation intensive à plein temps de 350 heures dont 100 heures de travaux pratiques à l'ordinateur Hewlett-Packard 3000, vous pouvez devenir

PROGRAMMEURS-ANALYSTES

Tests d'aptitude préliminaires.

institut du groupe

Serie

Premier spécialiste français sur matériel informatique Hewlett-Packard.

Renseignements et inscriptions : Tél. 562.43.20.

Institut SERIE, établissement privé d'enseignement continu 32 rue de Penthièvre 75008 Paris.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

Ne vous démontez pas : le marché informatique des entreprises sera en 1982, par une grande vague de la place.

LES TENSIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL

Les Dix s'affirment décidés à faire valoir les droits des sidérurgistes européens

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'industrie des Dix, réunis le 13 janvier 1982, à Bruxelles, ont approuvé une déclaration où ils expriment leurs préoccupations à la suite de l'introduction massive par l'industrie sidérurgique américaine de plaintes antidumping et antisubvention contre la production européenne de produits sidérurgiques communs.

Ils ont repris à leur compte l'argumentation développée depuis vendredi par M. Davignon, le commissaire chargé de la politique industrielle (le Monde du 13 janvier) : « Les difficultés qu'éprouve l'industrie sidérurgique américaine, liées à la dévaluation, ne sont pas le fait de nos exportations. »

« A preuve », les ventes de l'acier européen sur le marché américain dans le courant 1981 ont enregistré une baisse sensiblement plus importante (moins 16 %) que la réduction de la production et de la consommation d'acier aux États-Unis. Les ministres considèrent que « cette action massive est en contradiction avec le consensus que les pays de l'O.C.D.E. avaient établi à la fin 1977... », dans la mesure où, notamment, il y était considéré comme nécessaire de maintenir les courants d'échanges traditionnels de produits sidérurgiques. La Communauté veillera à faire valoir les droits

des producteurs sidérurgiques européens « par toutes les procédures appropriées ».

Cette prise de position a été adoptée à l'unanimité, sans apparentement qu'aucune note ne se soit fait entendre. « Les Américains seront-ils impressionnés de voir les gouvernements des Dix ainsi unis ? », s'est interrogé M. Davignon, à l'issue de la réunion. Le ministre français de l'industrie constate que la tâche de la Communauté n'est pas évidente, « parce que nous sommes en face des États-Unis et en face des entreprises ». M. Eyskens, ministre belge de l'économie, qui présidait la séance, a exprimé le souhait que le département du commerce de Washington, qui, pour prendre les décisions en matière de commerce, avertit l'industrie sidérurgique européenne, ait tenu compte de la situation des producteurs européens (le Monde du 17 novembre), les retire maintenant. « Si le gouvernement américain se solidarise avec les sidérurgistes, cela risque de compliquer les choses. Nous espérons pouvoir constater que U.S. Steel et les États-Unis, ce n'est pas la même chose. »

Le ministre belge espère que la C.E.E. parviendra à faire prévaloir ses droits, qu'une procédure de coopération pourra être élaborée et que, ainsi, « on évitera une confrontation violente et une guerre de l'acier ».

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SÉLECTION COURT TERME

Société d'investissement à capital variable

Une nouvelle Sicav du Crédit Commercial de France

Le Crédit Commercial de France vient de créer, avec le concours d'investisseurs privés, une nouvelle Sicav dont le président est M. Bernard Castel, directeur à l'administration centrale du Crédit Commercial de France, et M. Christian Prince, directeur adjoint à l'administration centrale du Crédit Commercial de France, administrateur-directeur général.

Cette Sicav sera spécialisée dans la gestion d'obligations françaises émises par le Trésor, les entreprises publiques et les sociétés d'économie mixte. Son portefeuille sera composé pour 90 % au moins de bons et d'obligations d'émission de la C.C.F. et de la C.C.F. Elle aura pour objet de réaliser une plus-value sur la cession de ces titres.

Sélection Court Terme sera ouverte au public le lundi 15 janvier 1982.

LE CRÉDIT NATIONAL ET LES INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER

Le Crédit national gère, depuis 1975, la procédure des prêts de développement industriel à l'étranger (D.I.E.) destinés à financer les investissements d'implantation industrielle de nos entreprises à l'étranger. Le ministre de l'économie et des finances a décidé de confier la gestion de la procédure de financement des investissements à l'étranger aux services de l'Agence française pour le développement industriel (A.F.D.I.), qui a été créée le 1^{er} mars 1981. Les services de l'A.F.D.I. ont pour mission de sélectionner les projets d'investissement à l'étranger et de les financer. Ils ont pour objectif de réaliser une plus-value sur la cession de ces titres.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A LOS ANGELES (CALIFORNIE)

M. Marc Vianot, directeur général de la Société Générale, accompagné de M. Léopold Jecker, directeur général adjoint, a inauguré, le 13 janvier, l'agence de la Société Générale à Los Angeles (Californie). Après la découverte, début 1978, de la succursale de New-York et l'ouverture du bureau de représentation de Houston en avril 1981, cette nouvelle implantation s'inscrit dans le cadre du développement de la Société Générale sur les principales places financières et économiques des États-Unis.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 8,30 % - 1973

Les intérêts courus du 19 janvier 1981 au 18 janvier 1982 seront payables à partir du 18 janvier 1982, à raison de 24,70 francs par titre de 1000 francs nominal, contre décaissement du coupon 7⁵ après retenue à la source de 10 %.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 13,44 francs, soit un net de 6,25 francs.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités, ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 8, rue de l'Arbre, 75015 Paris.

Il est rappelé que les intérêts concernant les 151 822 000 obligations seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

SILIC

Le montant total des loyers HT de l'exercice 1981 s'élevait à 10 662 000 F contre 9 007 000 F pour l'exercice 1980 (+ 18,5 %). Le premier trimestre de l'exercice 1982 (janvier à mars) s'élève à 1 814 000 F, contre 1 872 000 F au 1^{er} janvier 1981 (+ 3,1 %). Le taux d'occupation au 1^{er} janvier 1982 atteint 80,1 % dans les immeubles de bureaux de l'entreprise, 71,9 % dans les immeubles industriels et commerciaux de l'entreprise et 58,1 % dans ceux d'EDF. Ces chiffres confirment les prévisions précédemment annoncées.

CRÉDIT LYONNAIS EUROPARTENAIRES

Banque d'Europe Américaine Commerciale

Situation au 1^{er} décembre 1981

La situation au 1^{er} décembre 1981 s'établit à 201 785 443,05 F, se répartissant de la façon suivante (en F) : Actions françaises (17,40 %), actions étrangères (25,22 %), obligations françaises (25,00 %), obligations étrangères (14,78 %), liquidités (11,15 %).

Le nombre d'actions étant de 704 521 à la même date, la valeur liquidative de l'action ressort à 428,53 F.

Le nombre d'actions étant de 704 521 à la même date, la valeur liquidative de l'action ressort à 428,53 F.

Le nombre d'actions étant de 704 521 à la même date, la valeur liquidative de l'action ressort à 428,53 F.

Le nombre d'actions étant de 704 521 à la même date, la valeur liquidative de l'action ressort à 428,53 F.

LE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ COCHERY

Il devient le numéro un des travaux routiers

La Société Cochery, qui a été créée en 1978, a obtenu le contrat de maîtrise d'œuvre pour la construction de la ligne à grande vitesse de Paris à Lyon. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

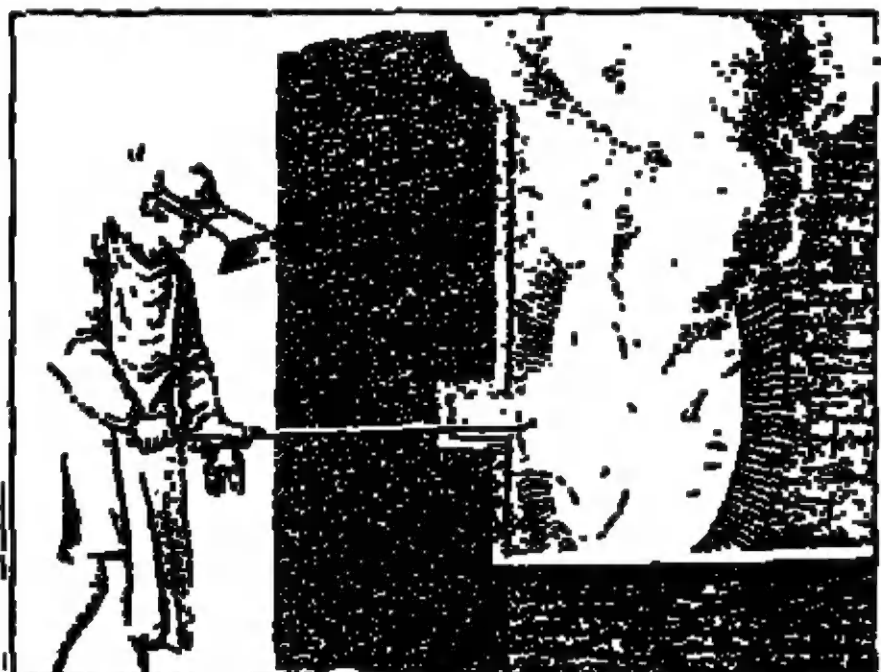
La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La Société Cochery a été créée par M. C. Cochery, qui a été directeur général de la Société Générale de Travaux Publics (S.G.T.P.) pendant dix ans. Elle a été choisie pour sa compétence et son expérience dans le domaine des travaux routiers.

La France possède une matière première inépuisable, et personne ne la connaît: le verre d'emballage.

Voilà pourquoi les Verriers de France lancent une grande campagne d'information sur le rôle du verre d'emballage dans notre économie quotidienne.

Deux images: dans l'une, Ruggero Raimondi, le Don Juan de Mozart et de Losey, promène sa morgue dans les rougeoiements lucifériens des verreries de Murano. Dans l'autre, une ligne de production automatique quelque part en France crée 270 bouteilles de bière à la minute, à partir d'un canal de verre en fusion. Depuis sa découverte en Mésopotamie 3000 ans avant Jésus-Christ, le verre n'a cessé d'osciller entre ces deux pôles: la magie et le quotidien.



C'est qu'en cinq millénaires, ses constituants de base n'ont pas changé: la silice et les oxydes alcalins. En cinq millénaires, ses applications sont restées les mêmes: elles sont fondées sur la transparence, l'inertie chimique et la facilité de mise en forme.

Mais aujourd'hui, à tous les qualificatifs que vous et moi accolons au verre: beau, lumineux, transparent, sain, résistant, économique, s'en ajoute un autre, ô combien important dans un monde en crise de matières premières. Inépuisable.

Le calcin magique

La bouteille de jus de fruit que vous venez de vider dans votre verre pour lire plus confortablement cette page, comment l'appellez-vous? Une bouteille vide? Un objet de rebut? Erreur, c'est du calcin.

Et le calcin n'est autre que le verre d'emballage tel qu'on le récupère et le recycle pour le plus grand bien de notre économie.

Ce bien tient en une équation: 10 tonnes de calcin recyclé = 1 tonne d'équivalent-pétrole économisée. Ici, quelques explications chiffrées s'imposent. Sachez d'abord que le verre d'emballage est constitué de 72 % de sable de carrière, 14 % de carbonate de soude, 10 % de chaux et 4 % de composants destinés à le colorer, le décolorer ou à adapter ses propriétés aux caractéristiques exigées.

Sachez ensuite que l'extraction du sable de carrière, la préparation du carbonate de soude et des autres produits nécessitent beaucoup d'énergie.

Voilà la première source d'économie: dans la tonne d'équivalent-pétrole de notre équation, la part de l'énergie "mise en mémoire" grâce

au calcin correspond à 650 kg, dont 80 % pour la soude.

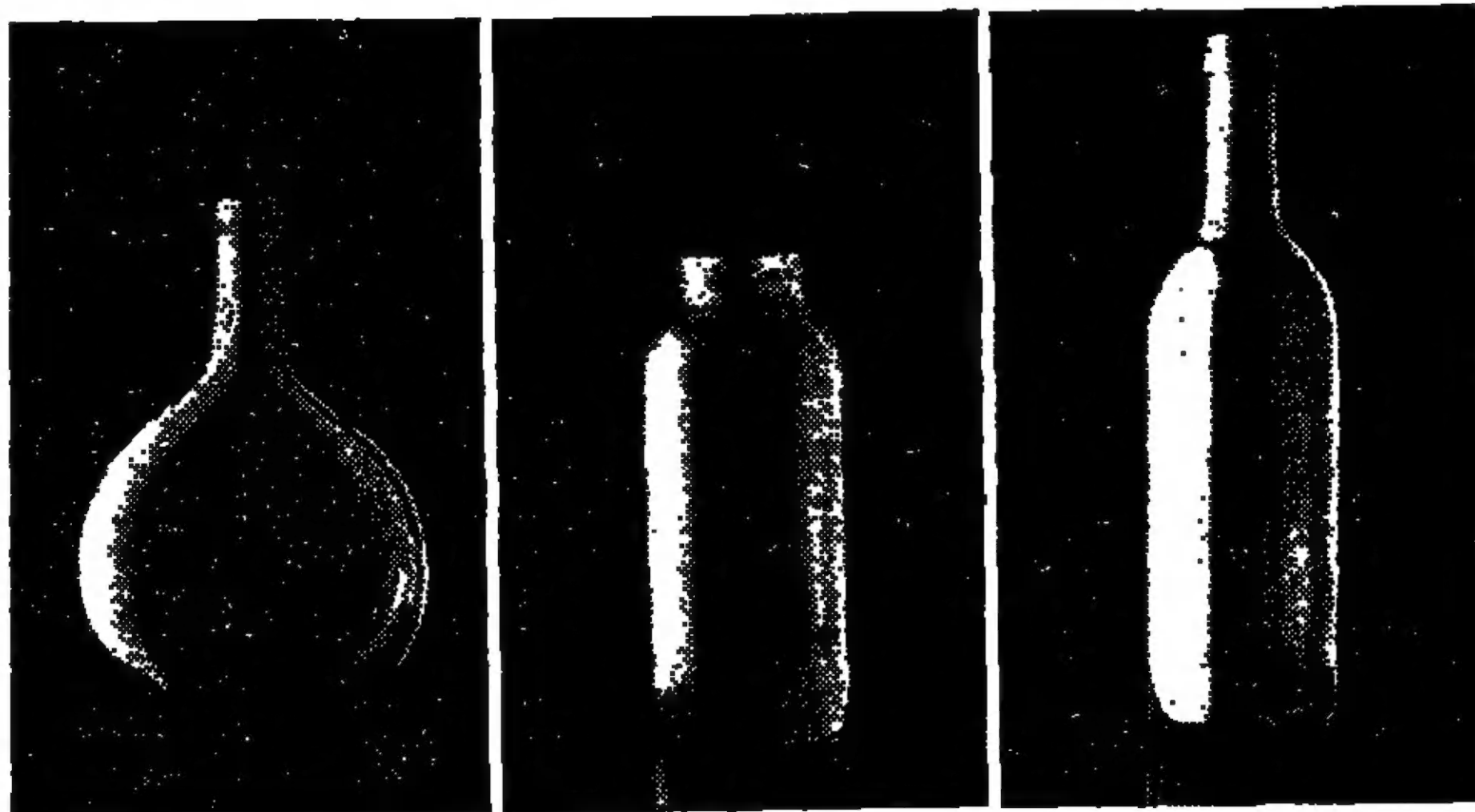
Deuxième source d'économie, l'apport de calcin permet d'abaisser la température de fonctionnement des fours, soit un gain de 340 à 350 kg d'équivalent-pétrole pour 10 tonnes de calcin recyclé soit 10 tonnes de verre tiré.

Ce n'est pas tout. A ces économies directes, il convient d'ajouter celle qui provient de la diminution du tonnage des ordures ménagères à traiter: 270 000 t en 81!

Maintenant, vous considérez votre petite bouteille vide d'un autre œil, n'est-ce pas?

Un lustre de recyclage

Dans le cadre du contrat du 17 décembre 1979, une convention sur le recyclage du calcin a été signée entre les Ministères de l'Environnement et de l'Industrie, et la Chambre Syndicale des Verreries Mécaniques de France. Elle mettait en place les premiers éléments du réseau destiné à assurer la collecte, la préparation et



plus à cœur que la part du verre dans l'emballage, comparée à celle du plastique et du métal, se maintient toujours au plus haut.

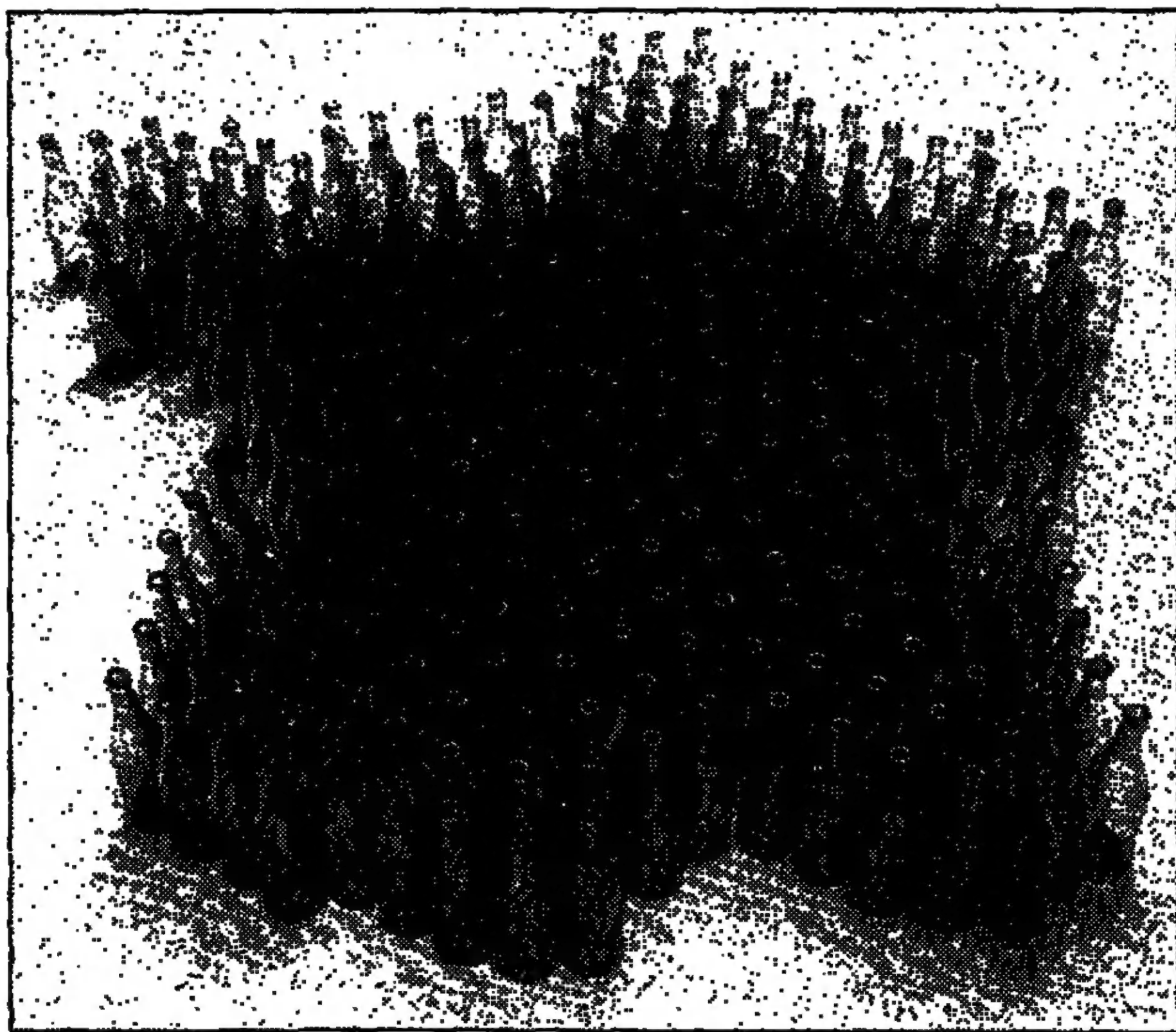
L'écologie et l'économie en sont les causes évidentes, mais aussi les progrès de la recherche dans les domaines conjugués de l'allègement, de la résistance, de la forme et du bouchage. En 5 ans, la progression du tonnage de verre recyclé a été plus que spectaculaire: de 13 000 t en 1976, on est parvenu en 1981 à 270 000 t de calcin ménager. Pour reprendre notre équivalence, on a donc épargné en économies directes

sont là: de 3 500 en 1978, les communes collectées sont maintenant 9.000 et rassemblent 26.000.000 d'habitants. Mais, plusieurs problèmes se posent pour l'avenir. D'abord, la récolte du calcin s'opère toutes teintes confondues, ce qui impose aux Verreries de ne l'utiliser que pour la fabrication de la teinte verte dite "Champagne".

La part de celle-ci dans les 2 millions de tonnes de verre d'emballage produit étant d'environ 50 %, comment augmenter encore les tonnages recyclés?

En obtenant une collecte sélective teinte par teinte, comme le font nos voisins suisses. Cette solution, la meilleure en quantité et en qualité, a un nom: l'apport volontaire dans des conteneurs appropriés.

Et comme son nom l'indique, elle nécessite pour être appliquée avec le plus grand succès une véritable campagne nationale d'information. Cette campagne, vous venez d'en lire le texte introductif: elle va se poursuivre et s'amplifier dans les plus grands media, la télévision en particulier, de façon à créer chez tous les Français une claire conscience de l'importance du verre d'emballage et des gestes simples qu'il convient de faire pour ne pas le laisser perdre. Comme on aime à le dire à la Chambre Syndicale des Verreries Mécaniques de France. "Dans chaque tas de calcin, il y a un petit puits de pétrole qui sommeille." Reste à le réveiller.



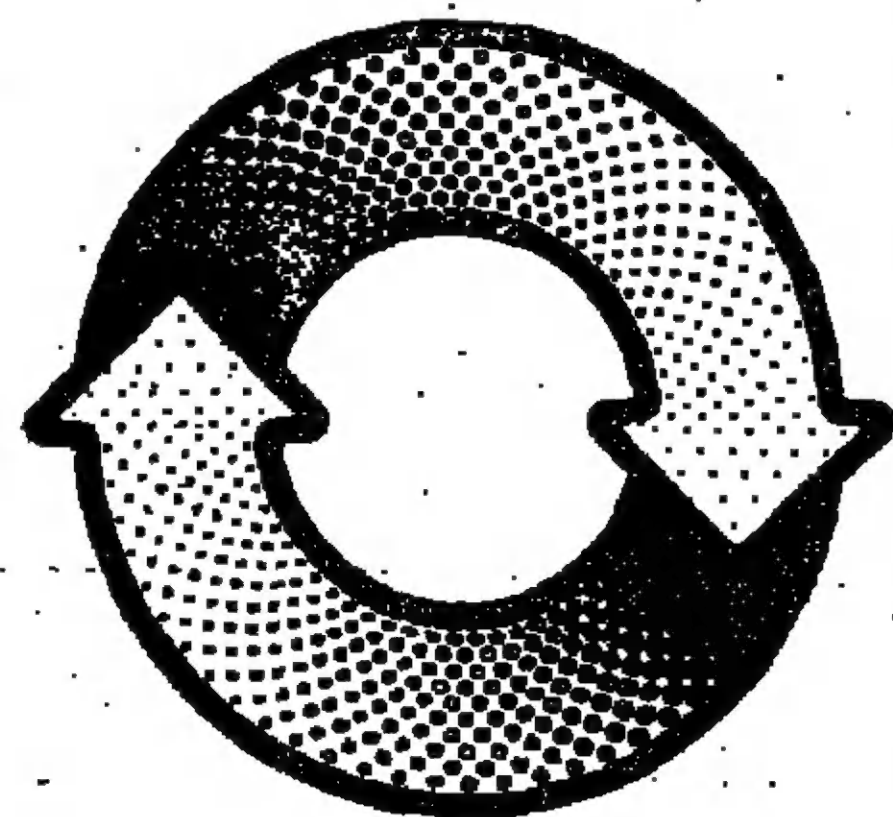
l'acheminement vers les verreries réutilisatrices, des milliers de tonnes de récipients en verre qui, dans les décharges publiques, avaient une fin tout à fait indigne de la noblesse du matériau.

Et de l'importance de l'industrie verrière dans l'économie nationale: 44 600 personnes, dont 11 600 dans la bouteille, et 6 milliards de "cols" par an, soit 2 millions de tonnes! Les 6 sociétés verrières associées à cette politique: BSN Emballage, Saint-Gobain Emballage, Les Verreries du Puy-de-Dôme, la Verrerie Ouvrière d'Albi, les Verreries de Gravelle (Le Havre), la Verrerie de Blanc Misseron, l'ont prise d'autant

et indirectes l'utilisation de 27 000 t de pétrole, ce qui revient aux besoins annuels d'une ville de 70 000 habitants... Et ce qui nous amène à la grande question: comment se récolte le calcin?

Champagne pour tout le monde?

Apparemment, c'est très simple: il suffit de découper le territoire en 16 zones afin de faciliter le drainage du calcin vers l'une des 16 unités de production d'emballage Verre, et de collecter le plus grand nombre de communes possibles. Les résultats



CHAMBRE SYNDICALE
DES VERRERIES MÉCANIQUES
DE FRANCE

LES MARCHÉS FINA

SE DE PARIS 13 JANVIER

MA

Spécial 50

